

VULNÉRABILITÉ DANS LES ZONES TOUCHÉES PAR LE CONFLIT AU CAMEROUN

**causes, manifestations et conséquences
sur les populations**

RAPPORT D'ÉTUDE

**VULNÉRABILITÉ DANS
LES ZONES TOUCHÉES PAR
LE CONFLIT AU CAMEROUN**
Causes, manifestations et conséquences
sur les populations

RAPPORT D'ÉTUDE

Juin 2020

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union Européenne. Son contenu relève de la responsabilité exclusive de la Friedrich Ebert Stiftung Cameroun et ne reflète pas nécessairement les vues de l'Union Européenne.

@ Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Cameroun), Union Européenne 2020.

Tel. 00 237 222 21 52 92 – 678 26 45 78 – 985 13 46 85

B.P. 11 939 Yaoundé

email : info@fes-kamerun.org

Site : www.fes-kamerun.org

« Tout usage à but commercial des publications, brochures ou autres imprimés de la Friedrich Ebert Stiftung est formellement interdit à moins d'une autorisation écrite délivrée préalablement par la Friedrich Ebert Stiftung.

La présente publication n'est pas destinée à la vente.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays.

Réalisation éditoriale : **Presses Universitaires d'Afrique, 2020**

www.aes-pua.com

Courriel : contact@aes-pua.com

ISBN : 978-9956-532-20-9

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

- AAC** : All Anglophone Conférence
AGR : Activité Génératrice de revenu
AM : Ambazonian Movement
Ambazonie : La république d'Ambazonie
CDC: Cameroon Development Cooperation
CTD : Collectivité territoriale décentralisée
DFJP : Département Fédéral de Justice et Police
DGSN : Délégation Générale à la Sûreté Nationale
FES: Friedrich-Ebert-Stiftung
FRSC: Federal Republic of Southern Cameroons
HCR: Haut-Commissariat des Réfugiés
ICG : International Crisis Group
INS : Institut National de la Statistique
IST : Infection Sexuellement Transmissible
MINADER : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS : Ministère des Affaires Sociales
MINAT : Ministère de l'Administration Territoriale
MINDEF : Ministère de la Défense
MINEDUB : Ministère de l'Éducation de Base
MINEPIA : Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC : Ministère des Enseignements Secondaires
MINJUSTICE : Ministère de la Justice
MINMIDT : Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique
MINPMEESA : Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat
MINPROFF : Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINSANTE : Ministère de la Santé Publique
MST : Maladie Sexuellement Transmissible
NOSO ou NO/SO : Nord-Ouest et Sud-Ouest
ODD : Objectif de Développement Durable
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ONU : Organisation des Nations Unies
OSC : Organisation de la Société Civile
PAMOL: Société Camerounaise d'huile de palme
SCARM: Southern Cameroons Restoration Movement
SCNC: Southern Cameroon National Council
SCYL: Southern Cameroons Youth League
SDF : Social Democratic Front
SDN : Société des Nations
SEM : Secrétariat d'Etat aux Migrations
SEMRY: Société de Développement de la Riziculture de Yagoua
SNU : Système des nations Unies
SODECOTON: Société de Développement de Coton
UNVDA: Upper Noun Valley Development Authority
VBG: Violence Basée sur le Genre
WASH: Water, Sanitation and Hygiene (en français EAH = Eau, Assainissement et Hygiène)

SOMMAIRE

Sigles et abréviations	3
Sommaire	4
Liste des tableaux	5
Liste des graphiques	6
Résumé exécutif	10
Avant propos	12
Introduction générale	14
CHAPITRE 1 : ÉLÉMENTS DE MÉTHODOLOGIE	17
Introduction	17
1.1. Contexte, justification et objectifs	17
1.2. Approche méthodologique	18
1.3. Revue documentaire	18
1.4. Outils de collecte et identification des informateurs clés	18
1.5. Champ de l'étude	19
1.6. Cibles / Unités d'enquête	19
1.7. Sélection des unités d'enquête	20
1.8. Exploitation des données	21
1.9. Extrapolation des résultats	21
1.10. Structure du questionnaire	21
Conclusion du chapitre 1	21
CHAPITRE 2 : RAPIDE TOUR D'HORIZON DES CIBLES	23
Introduction	23
2.1. Localisation géographique des structures répondantes	23
2.2. Ancrage organisationnel des structures/personnalités répondantes	25
2.3. Cible et champ d'intervention de l'organisation enquêtée	26
2.4. Fonction du répondant dans l'organisation	27
Conclusion du chapitre 2	29
CHAPITRE 3 : ÉTIOLOGIE DU PHÉNOMÈNE DE LA VULNÉRABILITÉ EN CONTEXTE DE CONFLIT	30
Introduction	30
3.1. Délimitation de la vulnérabilité	30
3.2. Sources de vulnérabilité	32
3.3. Avis sur l'ampleur et les manifestations de la vulnérabilité dues au conflit dans les groupes concernés	35
Conclusion du chapitre 3	50
CHAPITRE 4 : LES IMPLICATIONS À FORTE VULNÉRABILITÉ DU CONFLIT À L'EXTRÊME-NORD ET DANS LE NOSO	51
Introduction	51
4.1. Services sociaux de base (santé, éducation, assainissement, etc.)	51
4.2. Besoins de première nécessité (alimentation, eau potable, énergie, logement, habillement, etc.)	54
4.3. Autres besoins courants (transports, circulation de l'information, télécommunication, pratique religieuse, loisir, etc.)	56
4.4. Emplois et activités génératrices de revenus	58
4.5. Sécurité	60
4.6. Respect des autres droits fondamentaux des humains (liberté d'expression, liberté d'association, etc.)	62
4.7. Système de protection sociale (mutuelle et autres modes de mutualisation des risques)	64
4.8. Droits et santé sexuels et reproductifs	66
Conclusion du chapitre 4	68
CHAPITRE 5 : TYPOLOGIE ET ÉVALUATION DES BESOINS DES PERSONNES VULNÉRABLES EN SITUATION DE CONFLIT	69
Introduction	69
5.1. Domaine d'expression et réponse aux besoins des groupes vulnérables	69
5.2. Les groupes vulnérables et l'urgence des besoins sociaux de base	85
Conclusion du chapitre 5	93
CONCLUSION GÉNÉRALE	95
ANNEXES	96
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	111
TABLE DES MATIÈRES	113

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Cartographie des cibles et unités d'enquête pour une région	19
Tableau 2 : Localités concernées par l'étude	20
Tableau 3 : Répartition des structures répondantes selon la localisation géographique	24
Tableau 4 : Ancrage organisationnel des structures enquêtées	25
Tableau 5 : Répartition des enquêtées selon le champ d'intervention et la région	26
Tableau 6 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin d'alimentation	71
Tableau 7 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin de logement	72
Tableau 8 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin de soins de santé	73
Tableau 9 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin de scolarisation	74
Tableau 10 : Situation de la communication et des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin d'habillement	75
Tableau 11 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin de regroupement familial	76
Tableau 12 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin d'emploi ou d'AGR	78
Tableau 13 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin d'assistance juridique	79
Tableau 14 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin de sécurité	80
Tableau 15 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin d'accompagnement psychosocial	81
Tableau 16 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin de WASH	82
Tableau 17 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin de paix et cohésion sociale	84
Tableau 18 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin d'autres biens et services	85

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition des enquêtés selon la région	23
Graphique 2 : Répartition de l'échantillon selon le milieu d'implantation et par région	24
Graphique 3 : Répartition des répondants selon l'ancrage de l'organisation représentée	25
Graphique 4 : Répartition des répondants selon le champ d'intervention	26
Graphique 5 : Répartition des enquêtées selon le champ d'intervention et par région	27
Graphique 6 : Répartition des organisations enquêtées selon la fonction du répondant	28
Graphique 7 : Répartition des organisations selon la fonction du répondant et par type d'ancrage	28
Graphique 8 : Distribution du pourcentage des organisations interrogées reconnaissant les différents groupes comme vulnérables	30
Graphique 9 : Pourcentage des organisations reconnaissant les groupes comme vulnérables, selon la région	31
Graphique 10 : Pourcentage des organisations reconnaissant les groupes comme vulnérables, selon l'ancrage institutionnel	32
Graphique 11 : Distribution du pourcentage des organisations interrogées reconnaissant les différentes circonstances comme causes de vulnérabilité	33
Graphique 12 : Pourcentage des organisations reconnaissant la disposition comme sources de vulnérabilité, selon la région	34
Graphique 13 : Pourcentage des organisations reconnaissant la disposition comme sources de vulnérabilité, selon l'ancrage institutionnel	35
Graphique 14 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des enfants (%)	36
Graphique 15 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des enfants (%), par région	36
Graphique 16 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des enfants (%), par région	37
Graphique 17 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des enfants (%), par ancrage de l'organisation	38
Graphique 18 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des enfants (%), par cible de l'organisation	39
Graphique 19 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des filles et des femmes (%)	40
Graphique 20 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des filles et des femmes par région (%)	40
Graphique 21 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des filles et des femmes par milieu d'implantation (%)	41
Graphique 22 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des jeunes (19-35 ans) (%)	41
Graphique 23 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des jeunes (19-35 ans) (%), par région	42
Graphique 24 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des jeunes (19-35 ans) (%), par milieu d'implantations.	42
Graphique 25 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes âgées (%)	43
Graphique 26 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes âgées (%) par région	43

Graphique 27 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes âgées (%) par région	44
Graphique 28 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes vivant avec un handicap moteur (%)	44
Graphique 29 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes vivant avec un handicap moteur (%) par région	45
Graphique 30 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes vivant avec un handicap moteur (%) par milieu	45
Graphique 31 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes vivant avec une déficience (%)	46
Graphique 32 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes vivant avec une déficience (%), par région	46
Graphique 33 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes vivant avec une déficience (%), par milieu d'implantation	47
Graphique 34 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des ouvriers de l'agriculture et des artisans (%),	47
Graphique 35 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des ouvriers de l'agriculture et des artisans (%), par région	48
Graphique 36 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des ouvriers de l'agriculture et des artisans (%), par milieu	48
Graphique 37 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des petits commerçants et travailleurs de l'économie informelle (%),	49
Graphique 38 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des petits commerçants et travailleurs de l'économie informelle (%), par région	49
Graphique 39 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des petits commerçants et travailleurs de l'économie informelle (%), par milieu	50
Graphique 40 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit dans les services sociaux de base (éducation, santé, assainissement, etc.) sur les groupes vulnérables (%)	52
Graphique 41 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit dans les services sociaux de base (éducation, santé, assainissement, etc.) sur les groupes vulnérables (%), par région	52
Graphique 42 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit dans les services sociaux de base (éducation, santé, assainissement, etc.) sur les groupes vulnérables (%), par milieu	53
Graphique 43 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit dans les services sociaux de base (éducation, santé, assainissement, etc.) sur les groupes vulnérables (%), par cible de l'organisation répondante	53
Graphique 44 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit dans l'accès aux besoins de première nécessité par les groupes vulnérables (%),	54
Graphique 45 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit dans l'accès aux besoins de première nécessité par les groupes vulnérables (%), par région	54
Graphique 46 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit dans l'accès aux besoins de première nécessité par les groupes vulnérables (%), par milieu	55
Graphique 47 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit dans l'accès aux besoins de première nécessité par les groupes vulnérables (%), par cible de l'organisation.	55
Graphique 48 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière d'autres besoins courants sur les groupes vulnérables (%),	56

Graphique 49 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière d'autres besoins courants sur les groupes vulnérables (%), par région	56
Graphique 50 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière d'autres besoins courants sur les groupes vulnérables (%), par milieu	57
Graphique 51: Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière d'autres besoins courants sur les groupes vulnérables (%), par cible	57
Graphique 52 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière d'AGR sur les groupes vulnérables (%).....	58
Graphique 53 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière d'AGR sur les groupes vulnérables (%), par région	58
Graphique 54 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière d'AGR sur les groupes vulnérables (%), par milieu	59
Graphique 55 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière d'emplois et d'AGR sur les groupes vulnérables (%), par milieu	59
Graphique 56 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de sécurité sur les groupes vulnérables (%).....	60
Graphique 57 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de sécurité sur les groupes vulnérables (%), par région	60
Graphique 58 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de sécurité sur les groupes vulnérables (%), par milieu	61
Graphique 59 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de sécurité sur les groupes vulnérables (%), par milieu	61
Graphique 60 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de sécurité sur les groupes vulnérables (%).....	62
Graphique 61 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de sécurité sur les groupes vulnérables (%), par région	62
Graphique 62 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de sécurité sur les groupes vulnérables (%), par milieu	63
Graphique 63 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de sécurité sur les groupes vulnérables (%), par cible de l'organisation	63
Graphique 64 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de protection sociale sur les groupes vulnérables (%).....	64
Graphique 65 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de protection sociale sur les groupes vulnérables (%), par région	64
Graphique 66 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de protection sociale sur les groupes vulnérables (%), par milieu	65
Graphique 67 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de protection sociale sur les groupes vulnérables (%), par cible	65
Graphique 68 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de droits et santé sexuels et reproductifs sur les groupes vulnérables (%),	66
Graphique 69 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de droits et santé sexuels et reproductifs sur les groupes vulnérables (%), par région.....	66
Graphique 70 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de droits et santé sexuels et reproductifs sur les groupes vulnérables (%), par milieu	67

Graphique 71 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de droits et santé sexuels et reproductifs sur les groupes vulnérables (%), par cible.	67
Graphique 72 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour l'aide en alimentation	70
Graphique 73 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour l'aide en logement	71
Graphique 74 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour la santé	72
Graphique 75 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour la scolarisation	74
Graphique 76 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour l'habillement	75
Graphique 77 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour le regroupement familial	76
Graphique 78 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour l'emploi et les AGR	77
Graphique 79 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour l'assistance juridique	78
Graphique 80 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour la sécurité des personnes et des biens	79
Graphique 81 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour l'accompagnement psychosocial	81
Graphique 82 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour le WASH	82
Graphique 83 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour la paix et la cohésion sociale	83
Graphique 84 : Circulation de l'information et engagement des organisations rencontrées au titre du besoin d'autres biens et services	84
Graphique 85 : Valeurs médianes du nombre d'enfants en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités, par région	86
Graphique 86 : Valeurs médianes du nombre des filles/femmes en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités, par région	87
Graphique 87 : Valeurs médianes du nombre de jeunes en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités, par région	88
Graphique 88 : Valeurs médianes du nombre de personnes âgées en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités, par région	89
Graphique 89 : Valeurs médianes du nombre de personnes en situation de handicap moteur, en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités, par région	90
Graphique 90 : Valeurs médianes du nombre de personnes en situation de handicap sensoriel, en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités, par région	91
Graphique 91 : Valeurs médianes du nombre d'ouvriers agricoles, artisans et autres opérateurs des activités du monde rural, en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités, par région	92
Graphique 92 : Valeurs médianes du nombre de commerçants et autres acteurs de l'économie informelle, en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités, par région	93

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'étude menée en 2020 sous l'égide de la Fondation Friedrich Ebert (FES) et portant sur les populations vulnérables dans les régions touchées par le conflit au Cameroun est une activité qui vise à rendre disponibles des informations détaillées sur la situation des personnes fragiles dans le contexte où trois régions du pays à savoir l'Extrême-Nord, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest connaissent une situation de crise sécuritaire.

En effet, alors que la région de l'Extrême-Nord paye un lourd tribut suite aux attaques de Boko Haram depuis 2014, celles du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont sujettes à des velléités sécessionnistes réprimées par l'armée nationale depuis 2016. D'une manière générale, la situation des groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit n'est pas connue du grand public. C'est pour combler ce déficit que la pertinence de la présente étude est avérée.

La méthodologie retenue a consisté à collecter des informations centrées sur les groupes vulnérables auprès des organisations représentatives de l'Etat, de la société civile, du secteur privé et autres entités sociales susceptibles de fournir des informations pertinentes sur cette cible au niveau de chacune des régions concernées. La collecte des données s'est faite au cours de la première quinzaine du mois de mars 2020 (1^{er} au 15 mars 2020). En absence de base de sondage, ce sont les données administratives et l'approche boule de neige qui ont permis de constituer l'échantillon. Au total 791 organisations ont fourni des réponses valides avec une répartition bien équilibrée entre les régions ainsi qu'entre le milieu urbain et le milieu rural. Les organisations de la société civile, du secteur privé et de l'administration publique ont été les plus représentées avec des parts respectives de 55%, 23% et 14%. La représentativité des répondants au sein de leurs organisations a été de bonne qualité avec dans plus de 85% des cas le principal responsable (60%) ou un autre membre du bureau (27%) comme interlocuteur.

Au final il s'est dégagé les principaux résultats qui suivent :

- le niveau de représentativité des personnes ayant répondu pour le compte de leurs organisations est élevé, suggérant de ce fait, une forte crédibilité des avis exprimés. Délimitant la vulnérabilité dans le contexte de conflit, les enfants, les filles/femmes, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées ont été quasiment plébiscitées, même si la presque totalité des groupes sociaux envisagés récoltent un fort pourcentage d'adhésion des répondants ;
- la restriction de la circulation (que ce soit des personnes, des biens ou des services), le dysfonctionnement des services (sociaux et de sécurité), les exactions des groupes armés, la perturbation des activités des entreprises sont apparus comme les manifestations des conflits ayant le plus d'effets pervers sur la vie des populations touchées ;
- les manifestations du conflit sur les groupes concernés sont jugées néfastes. Chez les enfants de moins de 18 ans, les jeunes filles et les femmes, les personnes ayant un handicap moteur, la dégradation des conditions de vie est encore la plus considérable. En revanche, la dégradation des conditions de vie est modérée pour les petits commerçants, les ouvriers de l'agriculture, de l'artisanat ou autres activités du monde rural, ainsi que les personnes âgées ;

- les conséquences des conflits ont impacté sensiblement plusieurs domaines de la vie des populations. Les services sociaux, la sécurité et l'économie paient le plus lourd tribut aux conflits, tandis que les ravages du conflit sont plutôt considérables en ce qui concerne les besoins de première nécessité (alimentation, eau potable, énergie, logement, habillement, etc.) et les autres besoins courants (transport, circulation de l'information, télécommunication, pratique religieuse, loisir, etc.).

Concernant les besoins recensés dans les groupes vulnérables, il est apparu que l'information circule assez bien pour communiquer sur ces besoins, les organisations étant informées fortuitement (jusqu'à 95% des cas selon le bien ou service concerné), ou saisies explicitement par les nécessiteux (jusqu'à 75% des cas). Entre 25 et 65 % des organisations sont intervenues en portant un secours concret aux indigents suite à des sollicitations. Un accent particulier a été mis sur l'alimentation, la scolarisation, la santé, le soutien psychosocial et les activités génératrices de revenus (AGR), où des appuis ont été les plus fréquemment enregistrés.

Aussi, les médianes des valeurs des aides reçues sont-elles très disparates, avec des valeurs généralement autour de 200 000 FCFA, marquées par des extrêmes de : 500 000 FCFA pour l'emploi et les AGR et 95 000 FCFA pour le regroupement familial. Bien plus, dans l'ensemble, les élans de cœur sont apparus les plus prolifiques et prodigieux dans la région du Nord-Ouest d'une part, et davantage en zone urbaine dans cette région par rapport à la zone rurale, d'autre part.

L'analyse de l'ampleur des besoins d'urgences des personnes vulnérables a fait ressortir que la région du Nord-Ouest est de loin celle où la demande est la plus massive et ceci, quelle que soit la commodité considérée. Les groupes le plus indigents sont les enfants et la gent féminine, tandis que les besoins les plus pressants concernent les domaines tels l'alimentation, la promotion de la paix et la cohésion sociale (médiation, conciliation, etc.), la santé et le WASH (Water, Sanitation, and Hygiene).

En définitive, l'apparition et la persistance du conflit dans les trois régions aura profondément sinistré les populations vulnérables et ceci plus singulièrement dans le Nord-Ouest où l'ampleur des désagréments est la plus importante que ce soit au plan de la diversité des besoins que du nombre d'indigents à secourir.

AVANT-PROPOS

Le Cameroun est devenu le théâtre des conflits multiformes depuis 2014 : tout commence d'abord dans sa partie septentrionale avec les incursions répétées de Boko Haram (2014 à ce jour), où le Chef de l'Etat, Paul Biya, les a déclarés la guerre en 2014 ; ensuite dans sa partie occidentale avec les mouvements séparatistes se réclamant de l'Etat de « L'Ambazonie » (depuis 2016), où les combattants séparatistes et les forces régulières de l'armée s'affrontent avec des pertes en vies humaines et des dégâts matériels enregistrés de part et d'autre ; accompagnés par une aggravante crise socio-économique et démocratique depuis quelques années. Dans l'un et l'autre cas, le grand public est abreuvé d'informations sur le nombre de morts, le nombre de déplacés internes, le nombre de réfugiés, ou encore les pertes matérielles, sans connaître les catégories sociales les plus touchées par ces conflits. Qu'est ce qui advient aux personnes porteuses de handicap par exemple, lorsque les combattants s'affrontent sur le champ de bataille ? Peuvent-ils fuir comme tout le monde et se mettre à l'abri ? Que font les personnes du troisième âge, lorsque les armes commencent à crépiter ? Que dire des femmes et filles, ou encore des enfants ayant moins de 18 ans ? Quels sont leurs besoins ? Quelles couches sociales sont les plus affectées par les conséquences de ces conflits, et à quoi ressemble leur quotidien ?

Cette étude vient donc combler cette lacune en interrogeant le quotidien des populations vulnérables dans les zones en conflits au Cameroun. Entre autre, la situation des enfants de moins de 18 ans, des personnes du troisième âge, des femmes et filles, ainsi que les personnes porteuses de handicaps, sera particulièrement analysée. La Fondation Friedrich Ebert, fidèle à sa mission d'être la voix des sans voix, va au-delà des statistiques pour questionner les causes, les manifestations, et les conséquences de la vulnérabilité dans les zones de conflits au Cameroun.

Pour atteindre cet objectif, la Fondation Friedrich Ebert s'était entourée d'une forte équipe. C'est ici l'occasion de remercier le Prof. Léonard Ambassa, et toute l'équipe de son cabinet Insight Gestion, qui a conçu les questionnaires, analysé les données, et rédigé le rapport d'études. L'apport du Dr. Edouard Epiphane Yogo, directeur du Bureau des Etudes Stratégiques (BESTRAT), qui a commenté et enrichi les questionnaires, ainsi que le rapport final de l'étude, a été fortement apprécié. Ses observations et commentaires ont permis d'améliorer la qualité de cette étude.

Nous n'oublions pas les organisations partenaires qui nous ont permis de collecter les données de terrain, ainsi que leurs équipes d'enquêteurs au niveau local. Nos remerciements vont donc à l'endroit de Mme Marthe Wandou de l'ONG Action Locale pour le Développement Participatif et Autogéré (ALDEPA), de Charles Kebila Sama, président de l'Association pour la Promotion des Droits de la Femme et des Enfants (ASPROMOD) qui ont permis la collecte des données dans la région de l'Extrême-Nord.

Dans les Sud-Ouest, ce sont Maître Nkongho Felix Agbor Anyior, président du Center for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA), et de Mme Esther Njomo Omam, directrice exécutive de Reach Out Cameroon, qui avaient coordonné la collecte des données.

Au Nord-Ouest, ce travail de collecte avait été confié à M. Chongsi Ayeah Joseph, directeur exécutif du Center for Human Rights and Peace Advocacy (CHRAPA), et Mme Chambi Julie Andam, présidente de l'association Community Initiative for Sustainable Development (COMINSUD).

Enfin, un merci particulier à M. Ngwé Gabriel, chargé des Programmes à la FES, qui a coordonné et assuré le suivi de tout le processus avec succès et professionnalisme ayant conduit à la publication de cette étude.

Mme Nina Netzer

Représentante Résidente

Friedrich Ebert Stiftung

Cameroun/Afrique Centrale

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Depuis son indépendance en 1960, le Cameroun a eu, pendant plus de cinquante ans de souveraineté, une réputation continentale et même internationale de pays stable et paisible. Ce statut se traduit par l'inexistence de conflit, notamment transfrontalier, avec d'autres pays tout comme la conservation d'une paix interne minutieusement entretenue au fil des années.

L'année 2014 a été considérée comme le point de rupture de cette tradition de paix et de stabilité pour le Cameroun avec la détérioration progressive de la sécurité, notamment dans la partie/région Est du pays, conséquence du débordement du conflit centrafricain, et dans la région de l'Extrême-Nord, résultant de l'infiltration au Cameroun de la secte Islamique Boko Haram initialement basée au Nigéria voisin. S'agissant particulièrement de cette secte et eut égard aux ravages causés au Cameroun par cette dernière, le chef de l'Etat du Cameroun leur a déclaré la guerre en mai 2014, déclenchant par-là même l'engagement officiel du pays dans une guerre larvée qui perdure encore en 2020.

D'un autre côté, depuis 2016, et suite aux débordements des revendications portées par des groupes de pression issus de la partie anglophone du pays, à savoir ceux des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, cette zone du pays est rentrée dans une instabilité caractérisée par un conflit armé où des activistes sécessionnistes affrontent régulièrement les forces loyalistes, conflit aux conséquences humaines, économiques et sociales considérables et persistantes.

En 2020, au regard de cette situation, la tradition du Cameroun comme havre de paix et de stabilité, est quasiment remise en cause, étant donné la persistance et l'ampleur des désagréments engendrés par ces deux conflits. Une importante littérature existe qui relate les manifestations et autres conséquences de ces crises sous divers angles. Cependant, il n'est pas évident de disposer des informations sur le sort particulier des groupes vulnérables dans les zones concernées tout au long de ces conflits. C'est ce qui justifie la présente étude qui vise l'appréciation de la situation des groupes vulnérables dans le contexte du conflit lié à Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord et à la crise des régions du NOSO.

En réalité, l'apparition et la persistance des crises sont de nature à conduire le Cameroun hors d'atteinte du 16^e Objectif de Développement Durable (ODD16 : Justice et Paix), fixé par les Nations Unies à l'horizon 2030. Et pourtant celui-ci est capital pour son développement durable. Ce constat justifie la raison pour laquelle la FES a jeté son dévolu sur la réalisation de cette étude, afin de mieux cerner certaines évidences permettant de repositionner le Cameroun par rapport à cet important objectif.

Plus précisément, d'une part, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (sujettes à des velléités sécessionnistes résurgentes) depuis 2016 et d'autre part, celle de l'Extrême-Nord (qui paye le plus lourd tribut suite aux attaques de Boko Haram) depuis 2014 se présentent comme les plus touchées.

Sur le plan informationnel, on peut noter que plusieurs auteurs et de nombreux média se sont intéressés à cette question rendant ainsi disponible une foultitude d'articles et autres documents traitant de la question. Il apparaît donc important de rechercher les régularités qui se dégagent de la panoplie d'informations traitant spécialement de cette situation sécuritaire au Cameroun.

S'agissant de la crise dite anglophone, il peut être intéressant de cibler les bases sociales et politiques des tensions qui se répandent dans les deux régions affectées. Du point de vue des

différents auteurs, certains fondements de cette crise du NOSO remontent à la période coloniale ou tout au moins à l'ère des indépendances tandis que d'autres sont plus récentes, présentant des liens potentiels avec le mode de gouvernance des régimes successifs qu'a connus le Cameroun.

La « question anglophone », qui a resurgi dans le débat camerounais au tournant de l'année 2016, est aussi ancienne que le Cameroun lui-même. Selon un rapport de l'International Crisis Group daté de 2018 et consacré à ce sujet, il ressort que dès 1916, la Société des Nations (SDN) a confié à la France et au Royaume-Uni l'administration du protectorat allemand du « Kamerun ». Chacun des deux pays impulsa sa marque (linguistique, culturelle et institutionnelle) sur les parties du territoire dont il avait la charge. La partie francophone (dite à l'époque du « Cameroun méridional ») obtient son indépendance en 1960 et constitue la République du Cameroun. Le devenir de la partie britannique (le Cameroun dit « occidental »), elle-même constituée de deux territoires (le « Northern Cameroon » et le « Southern Cameroon »), est plus compliquée, notamment du fait de l'exclusion par la « communauté internationale » (de l'époque et l'ONU) de l'hypothèse d'une indépendance qui avait *a priori* les faveurs des populations. Alors que le Northern Cameroon demande son rattachement au Nigéria, lors du référendum de 1961, le Southern Cameroon choisit de rejoindre la République du Cameroun. Ce territoire correspond aux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest actuelles. Depuis cette date, ces origines coloniales différentes n'ont cessé de se traduire en manifestations et en revendications plus ou moins régulières avec en sous-basement la problématique d'une identité culturelle à part.

C'est dans ce contexte de conflictualité larvée, en dehors d'opérations « villes mortes » sporadiques et de revendications ponctuelles corporatistes portées par la diaspora, que la dernière crise a éclaté en octobre 2016. Les nouvelles contestations politiques se combinent avec des revendications historiques, mettant en exergue la nature multidimensionnelle de la crise.

L'on peut citer entre autres comme cause perpétuelle la marginalisation des ressortissants anglophones et la défiance des habitants de ces régions vis-à-vis des institutions. En effet, selon Mireille RAZAFINDRAKOTO et François ROUBAUD, auteurs de l'étude intitulée « Sous la crise anglophone au Cameroun: frustrations politiques et défiance à l'égard des autorités publiques » et dont les données proviennent essentiellement du Module GPS-SHaSA 2014, enquête réalisée par l'INS, et des Enquêtes Afrobaromètre 2013 et 2016, il en ressort que :

- six personnes sur dix déclarent soit ne faire « jamais confiance » (18%) ou seulement « parfois confiance » (42%) aux services de l'administration pris dans leur ensemble ;
- mais, c'est le cas de 78% dans le Nord-Ouest (avec 24% et 54% respectivement), et 75% au Sud-Ouest (20% et 55% respectivement). Soit les taux observés les plus élevés au Cameroun.

Plus grave encore, le rejet n'est pas seulement la marque d'un parti-pris ou d'une idée préconçue. En effet, il est encore plus massif chez ceux qui ont interagi réellement avec les services de l'Etat. Ainsi, parmi ceux qui ont été en contact avec l'administration au cours de l'année, ils sont respectivement 84% et 82% (pour le Nord-Ouest et le Sud-Ouest) à s'en défier. Ils sont d'ailleurs les seuls dans ce cas de figure. Dans toutes les autres régions, l'appréciation de ceux qui ont forgé leur opinion sur des expériences effectives est systématiquement plus positive que ceux qui s'en font une idée sans y avoir été personnellement confrontés (au moins une fois dans l'année).

Par ailleurs, dans un mémorandum adressé au Président de la République par les évêques de la province ecclésiastique de Bamenda, province ecclésiastique qui coïncide avec les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et publié le 22 décembre 2016, sont détaillés les points suivants:

- la sous-représentation des anglophones dans les jurys des concours d'entrée aux grandes écoles, dans les ministères et dans le gouvernement ;
- l'anglais (pourtant langue officielle au même titre que le français) n'est pas toujours employé dans les examens d'État, des documents publics, ou par les fonctionnaires qui se rendent dans les régions anglophones ;
- une majorité de magistrats, personnel enseignant ou sanitaire, francophones exercent dans ces régions ;
- la négligence des infrastructures de l'Ouest anglophone ;
- l'incompréhension du sous-système éducatif anglophone et du système juridique par les fonctionnaires francophones ;
- la marginalisation des anglophones dans l'admission à certaines grandes écoles.

Tous ces griefs ont fini par faire sortir les Anglophones dans les rues du Nord-Ouest et Sud-Ouest en Octobre 2016, à tel point que la crise corporatiste s'est muée en crise identitaire et séparatiste où les groupes armés et les forces régulières s'affrontent depuis bientôt 3 ans.

S'agissant de Boko Haram, ses activités semblent avoir été soutenues par des facteurs historiques, géographiques et sociaux profonds. La proximité de l'Extrême-Nord et de l'État de Borno, qui est l'épicentre de l'insurrection de Boko Haram, les liens multiculturels des tribus frontalières et la situation sociale et économique précaire de l'Extrême-Nord ont favorisé la progression et l'implantation de Boko Haram sur le territoire camerounais. Il y a donc un effet de contagion réel dans le cas de cette crise au Cameroun. D'autres facteurs sont également à prendre en compte : les vulnérabilités socioéconomiques préexistantes dans l'Extrême-Nord (faible présence de l'Administration, marginalisation socioéconomique et pauvreté de la population), ainsi que des effets des changements écologiques et des changements climatiques.

Selon un bilan consolidé d'*International Crisis Group (ICG)* datant de novembre 2016, entre 3 500 et 4 000 Camerounais, très majoritairement des hommes, auraient rejoint Boko Haram pour des raisons diverses : opportunisme, fanatisme, vengeance personnelle, goût de l'aventure. Certains l'ont rejoint par contrainte, à la suite d'enlèvements estimés par ICG à plus de 1 000 depuis 2014.

En somme, sous l'effet conjugué d'une géographie contraignante, des modes de production et d'échanges économiques peu intégrés aux rouages de l'économie moderne, d'un paysage religieux et socioéconomique en proie aux vecteurs d'extrémisme sur fond de solidarités ethniques transfrontalières agissantes, le phénomène Boko Haram s'est implanté dans le septentrion, exploitant au passage les soutiens d'entrepreneurs criminels, religieux, politiques, identitaires pour imposer sa fêrle.

Le présent rapport se limitera à faire :

- une synthèse de la démarche méthodologique (chapitre 1) ;
- une analyse de la situation à la lumière des données issues du terrain à travers les quatre autres chapitres (de 2 à 5) qui seront consacrés à une présentation exhaustive des résultats de l'étude avec explicitement la présentation sommaire des cibles enquêtées, l'exploration du phénomène de vulnérabilité en contexte de conflit, les implications de la vulnérabilité dans les régions touchées et enfin l'estimation des besoins d'urgence.

CHAPITRE 1 : ÉLÉMENTS DE MÉTHODOLOGIE

Introduction

La présente méthodologie est élaborée dans le cadre de l'étude sur les questions de sécurité, les besoins des personnes vulnérables dans les trois zones touchées par les conflits résultant de la crise anglophone dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (NOSO), ainsi que des dérives de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Elle vise à fixer les bases et à donner des orientations opérationnelles pour la conduite d'une enquête dédiée à l'appréciation de la situation réelle sur le terrain, et ce, dans un contexte de foisonnement de publications et autres supputations relevant des sources parfois non officielles de ces conflits. Elle vise également à procéder à l'évaluation des besoins des populations et plus spécialement des couches les plus vulnérables dans ce nouveau contexte de crise.

À ce propos, il est ici question de présenter les contours de cette démarche méthodologique qui devra encadrer la production des résultats de cette étude, et d'exposer le phasage du déroulement de ses activités.

La présente note méthodologique portera donc principalement sur les aspects suivants :

- le contexte et la justification de l'étude ;
- l'approche méthodologique utilisée ;
- la présentation des cibles de la collecte, et des caractéristiques de l'étude ;
- l'organisation de la collecte d'informations y afférentes ;
- la procédure de restitution des résultats.

1.1. Contexte, justification et objectifs

A l'instar de plusieurs autres pays africains, le Cameroun connaît depuis quelques années des problèmes sécuritaires considérables et persistants qui affectent plusieurs régions de son territoire national. A l'observation, les régions de l'Extrême-Nord (celle qui paye le plus lourd tribut suite aux attaques de Boko Haram) et, celles du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (sujettes à des velléités sécessionnistes) apparaissent comme les plus affectées. D'une manière générale, la situation des groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit n'est pas connue du grand public.

Dès lors, les conditions de vie des citoyens vivant dans ces régions ne font pas l'objet des débats et d'attention à la hauteur de ces conflits. Car, les médias n'ont pas facilement accès à ces régions. La présente activité qui se veut dédiée à la recherche, l'analyse, et la sensibilisation, toutes activités centrées sur les préoccupations des groupes vulnérables dans ces zones touchées par le conflit devrait contribuer à assurer la pertinence et l'efficacité d'une telle étude.

Vu globalement, l'objectif de la présente démarche consiste à mener une étude axée sur la situation, les préoccupations et les besoins particuliers des groupes vulnérables dans lesdites zones de conflits, eut égard à la sécurité concernant la Réforme et Gouvernance du Secteur de la Sécurité (R/GSS) démocratique au Cameroun.

De façon spécifique, il s'agira de :

- décrire de manière sommaire les personnes vulnérables ;
- mesurer la perception de la situation de conflit par les personnes vulnérables ;
- mesurer l'impact du conflit sur le mode de vie des personnes vulnérables (alimentaire, hébergement, transport, services sociaux de base, etc.) ;
- recueillir leurs besoins, notamment en matière de sécurité ;
- identifier et décrire le dispositif mis en place pour l'encadrement des personnes vulnérables ;
- cerner les besoins et les limites de ce dispositif ;
- mesurer le niveau d'implication des personnes cibles dans la mise en place et le fonctionnement du dispositif existant ;
- évaluer la contribution des OSC dans l'encadrement des personnes vulnérables.

1.2. Approche méthodologique

Il s'agit d'une approche classique visant à présenter les étapes, les outils, le champ et les cibles de cette étude, toutes choses qui permettent de mieux scruter les phénomènes marquants de cette étude et d'atteindre surtout l'objectif fixé.

Aussi, compte tenu du caractère spécifique des répondants potentiels (société civile, secteur privé, administration) aucun plan de sondage n'a été requis *a priori* ; la méthode boule de neige a été utilisée en plus des entretiens préalables avec les autorités locales pour constituer la liste des cibles à enquêter.

Au demeurant, cette approche s'articule autour des sept principaux points développés ci-dessous.

1.3. Revue documentaire

La recherche documentaire a consisté à consulter une gamme variée d'ouvrages de publications, d'article ou d'archives relatifs à la problématique.

Cette phase dédiée à l'exploitation des sources d'information secondaire a permis d'identifier les principales préoccupations des groupes vulnérables dans une situation de conflit et par conséquent d'élaborer les outils de collecte en vue de les conforter et d'en mesurer l'ampleur. Un rapport traitant spécifiquement ce volet a été rendu disponible par ailleurs.

1.4. Outils de collecte et identification des informateurs clés

Aux fins de l'élaboration de la revue documentaire, les données disponibles sur la question dans les rapports d'étude, les rapports officiels, les travaux académiques, les ouvrages, les productions scientifiques, la Presse et autres données électroniques ont été collectées et appréciées. En se fondant sur ladite revue, une liste de thèmes pertinents a été dégagée. Sur cette base, un questionnaire a été élaboré. En ce qui concerne les personnes-ressources, il s'est agi entre autres des autorités administratives, des autorités traditionnelles, des responsables religieux, des opérateurs économiques, des groupes de pression, des responsables des organisations de la société civile (OSC). En tout état de cause, un répertoire de ces personnes a été produit au préalable en vue de faciliter la prise de contact et la collecte de données proprement dite.

1.5. Champ de l'étude

Comme mentionné précédemment, l'étude s'est faite dans les régions du Sud-Ouest, du Nord-Ouest et de l'Extrême Nord. Pour chacune de ces régions, l'on a ciblé autant que faire se peut les différentes catégories d'informateurs pertinents pour l'étude de façon à satisfaire à terme la masse critique attendue pour chacune des catégories. Ce ciblage s'est fait de sorte à assurer la sécurité des équipes en charge de l'étude. Les autorités administratives ont été consultées à cet effet. L'objectif étant de discuter au sujet des personnes vulnérables et avec celles les plus susceptibles de fournir le plus d'informations de qualité.

1.6. Cibles / Unités d'enquête

Les cibles de l'étude sont essentiellement issues de trois secteurs à savoir le secteur public, le secteur privé et les OSC. Dans chaque région, les entretiens se sont faits avec les responsables de l'administration publique, du secteur privé (opérateurs économiques et organisations d'employeurs) et des organisations de la société civile (OSC). Pour le secteur privé, il s'est agi d'enquêter les entreprises, les organisations patronales ou les organisations professionnelles dans leur démembrement régional, le cas échéant. Pour ce qui est des entreprises, celles de grande taille au sens de la classification de l'INS lors du dernier RGE ont été privilégiées auxquelles seront ajoutées celles ayant une importance régionale avérée.

La répartition pour chaque région est approximativement celle du tableau^{°1} suivant :

Tableau 1 : Cartographie des cibles et unités d'enquête pour une région

Secteur public		Secteur privé		Société Civile	
Domaine	Nombre minimum	Domaine	Nombre minimum	Domaine	Nombre minimum
Autorité administrative et traditionnelle (Préfecture, sous-préfecture, Mairie, Village de 1 ^e et 2 ^e degré)	12	secteur primaire / Agriculture	14	OSC généraliste (ONG, Association, syndicat, groupes vulnérables, etc.)	40
Forces Armées et Police	08	Secteur secondaire/ industries	10	Organisations religieuses	30
Administration sectorielle production Agriculture, élevage, forêt, industrie, commerce, banque,	14	secteur tertiaire/ services	16	Organisation/ Association de femmes	30
Secteur social et Finance, etc. Affaire sociale, santé, éducation, Telecom, Douane, Impôt, trésor, Economie, Infrastructure) etc.	16	Transport et entreposage	10	Organisation/ Association de jeunes	25
Total	50	Total	50	Total	125
Total des cibles	225				

Source : Proposition du consultant

Au total, il s'est agi d'enquêter un minimum de 225 personnes ou structures par région.

1.7. Sélection des unités d'enquête

1.7.1. Choix des localités

Dans chaque région, les départements les plus touchés par les conflits ont été privilégiés et au besoin, à l'intérieur desdits départements, un accent particulier a été mis sur ceux des arrondissements les plus affectés. La recherche documentaire couplée aux entretiens avec les autorités administratives a permis de disposer de plus de précision sur le ciblage. Les critères d'appréciation comprenaient entre autres les pertes humaines, les dégâts économiques, les impacts sociaux, mais aussi les localités réputées/qualifiées d'épicentres de la crise. (Cf. tableau n° 2).

Tableau 2 : Localités concernées par l'étude

Région	Département	Arrondissements/communes Villages/ quartiers (à titre indicatif)
Nord-Ouest	Mezam, Menchum, Ngok-Etundja, Boyo, Bui, Donga-Mantung, Momo	Belo, Njinikon, Fundong, Kumbo, etc.
Sud-Ouest	Fako, Koupé-Mangouba, Lebialem, Manyu, Meme, Ndian	Tiko, Mamfé, Kumba, Ewele, Akwaya, Eyumodjock et Ekona ; Ndu, etc.
Extrême-Nord	Mayo-Tsanaga, Mayo Sava, Logone et Chari, Diamaré	Fotokol, Zelevet, Ngosi et Toufou, etc.

Source : Proposition du consultant

1.7.2. Choix des unités

1.7.2.1 Secteur public

Dans le secteur public, l'objectif a été de présenter le dispositif, les mesures et les actions entreprises par l'Etat en faveur de la sécurité et la fourniture des services de base pour la population générale et les personnes vulnérables en particulier. L'on a dû ainsi interviewer les autorités administratives de la localité à tous les niveaux, les forces armées et police, les administrations sectorielles dont les missions touchent directement les personnes vulnérables. L'on peut citer entre autres le MINSANTE, le MINEDUB, le MINESEC, le MINPROFF, le MINADER, le MINEPIA, le MINPMEESA, le MINMIDT, le MINAS, etc.

1.7.2.2 Secteur privé

En ce qui concerne le secteur privé, il a été surtout question de recueillir des informations auprès des organisations faitières d'employeurs ou des organisations professionnelles, de préférence leur représentation locale le cas échéant. Les entreprises d'envergure ont été également incorporées pour mieux capter les opinions du privé. Les entretiens préliminaires avec les responsables des ministères en charge du Travail, de l'Economie, et de l'Administration Territoriale, entre autres, ont permis de disposer de précision sur la structure des organisations du secteur privé au niveau régional

1.7.2.3 Société Civile

Au regard de la taille de l'échantillon relativement élevée des OSC par région, l'on est parti sur la base de procéder à un balayage du plus grand nombre des OSC de type généraliste et les organisations religieuses, et celles représentant certains groupes spécifiques, exerçant dans

chacune des localités. Les autorités administratives ont été mises à contribution pour la constitution des listes. La consolidation de cette cible s'est faite par la méthode boule de neige (une ou plusieurs associations étant repérées, elles ont ensuite donné des informations permettant d'en repérer d'autres). De manière spécifique, les associations de femmes et celles de jeunes ont été repérées avec l'aide de leurs paires, des chefs de villages / quartier ou bloc. Pour cette cible, les travaux préparatoires ont également servi à identifier quelques-unes.

1.8. Exploitation des données

Cette phase a débuté par le contrôle d'exhaustivité et de qualité des données collectées. Il a été question entre autres de vérifier la cohérence des données, le respect des sauts, etc. Ensuite a suivi la codification des questions ouvertes. Au terme de la codification, l'on a procédé à la saisie des données sous les masques conçus sur un logiciel adapté. Dans l'optique de limiter les erreurs de saisie, la double saisie a été privilégiée. L'ensemble des données ainsi saisies ont été apurées, puis transférées sur un logiciel d'analyse en vue de la production des tableaux. Les tableaux et autres illustrations ont été produits sur la base des objectifs globaux de l'étude et des objectifs spécifiques.

1.9. Extrapolation des résultats

Les indicateurs issus de l'exploitation des données ont surtout permis d'apprécier l'existence des problèmes/besoins des populations touchées par le conflit. Les sous populations incluses pour chaque catégorie ont été considérées comme susceptibles de donner des informations représentatives de la région pour les volets sur lesquels elles sont enquêtées. En cas de besoin, des données à niveau ont été redressées sur la base des informations structurantes rendues disponibles à l'occasion d'autres enquêtes/travaux antérieures, les données administratives et autres données de comptabilité nationale ou macroéconomiques.

1.10. Structure du questionnaire

Le principal outil de collecte comprenait les principales rubriques suivantes :

- identification de la structure ;
- identification du répondant ;
- les causes ou origines de la crise dans la région ;
- les manifestations ou le vécu de la crise dans la région ;
- les conséquences ou impacts de la crise dans la région ;
- l'évaluation des besoins d'aide d'urgence.

À ceci a été associé un formulaire visant à faire le rapport liminaire des groupes de discussions dans le but d'affermir les informations collectées.

Conclusion du chapitre 1

En définitive, la démarche retenue pour implémenter cette étude a pris en compte l'abondante revue de littérature de ces conflits. Ce qui a permis de cerner leur pertinence en rapport avec ces deux conflits.

Aussi, la mise en œuvre de ce préalable a contribué à orienter nos choix méthodologiques convenables pour la phase d'enquête.

C'est sur cette base qu'un questionnaire de collecte assorti d'un guide de groupe de discussion a été mis au point pour servir d'outil de collecte.

Au demeurant, on peut utilement constater que l'échantillon des répondants a fait la part belle aux OSC, tandis que les secteurs public et privé ont tenu également une place importante.

Dans l'ensemble, les sous-populations incluses pour chaque catégorie sont considérées comme susceptibles de donner, pour les domaines étudiés, des informations représentatives de la région, soit essentiellement en termes de causes, de manifestations, ou de conséquences du conflit auxquelles s'est ajoutée, une évaluation des besoins d'urgence dans ces situations de conflits.

CHAPITRE 2 : RAPIDE TOUR D’HORIZON DES CIBLES

Introduction

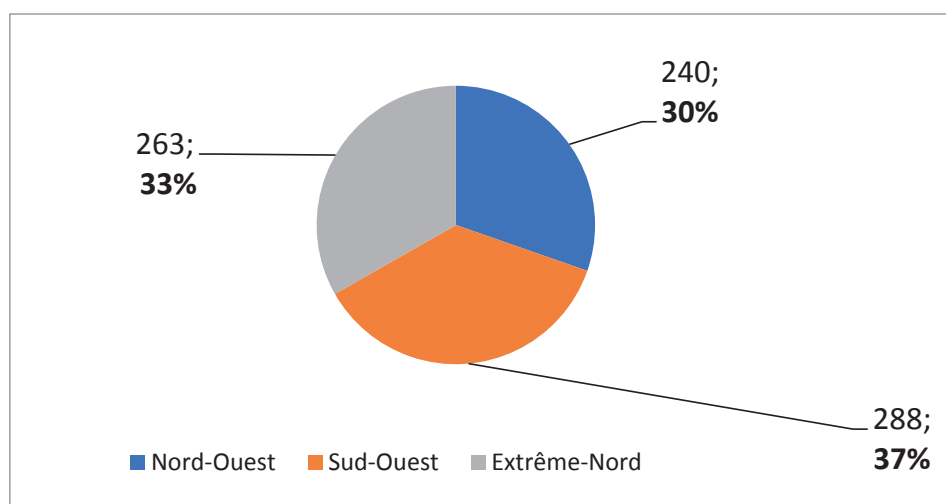
Ce chapitre vise à faire une présentation sommaire des structures et personnalités ayant effectivement participé à l’enquête de terrain. Il est à noter que dans le cadre de la présente étude, l’on ne disposait pas *a priori* d’une liste figée de structures à visiter. C’est pourquoi, l’approche « boule de neige » qui permet de repérer une structure éligible au questionnaire et s’appuyer sur cette dernière pour déterminer d’autres qui seraient tout aussi pertinentes a été abondamment mise en œuvre. Il s’agit notamment pour ce qui est des OSC et des unités du secteur privé. Les variables retenues pour l’identification d’une structure répondante ont couvert les domaines tels que la localisation géographique, l’ancrage institutionnel, la cible ou bénéficiaire potentiel, et la position du répondant dans l’organisation. Pour une meilleure revue des cibles de notre étude, les sections de ce chapitre passent par :

- la localisation géographique des structures répondantes ;
- l’ancrage organisationnel des répondants ;
- la cible ou champ d’intervention des organisations enquêtées ;
- la fonction du répondant dans l’organisation.

2.1. Localisation géographique des structures répondantes

Dans chacune des trois régions enquêtées, un minimum de 240 répondants a effectivement participé à l’enquête, soit un peu plus que le nombre prévu. Cet effectif permet de satisfaire à l’exigence du minimum de 225 individus annoncés comme requis pour la représentativité par région dans le document de méthodologie. Le graphique ci-dessous montre les contributions des différentes régions aux réponses.

Graphique 1 : Répartition des enquêtés selon la région

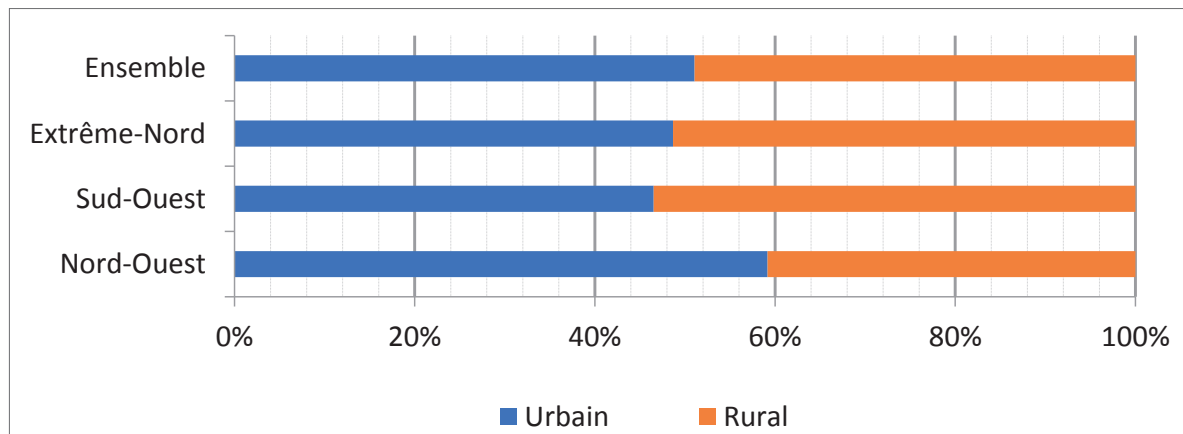


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Contrairement à la région de l’Extrême-Nord où le département périphérique du Mayo-Tsanaga émerge comme le plus grand contributeur à l’effectif des répondants, c’est dans le département

abritant le chef-lieu de région qu'il faut aller chercher le département le plus représenté dans les deux autres régions ciblées. Cette position du Mayo Tsanaga est à mettre en relief avec la gravité du conflit dans ce département, tandis que dans le NOSO, la contribution des départements est quasiment en adéquation avec l'importance démographique de ces derniers.

Graphique 2 : Répartition de l'échantillon selon le milieu d'implantation et par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Cette dernière considération s'applique assez bien à la répartition selon le milieu de localisation où un quasi-équilibre (51% contre 49%) est enregistré dans l'ensemble entre les deux milieux d'implantation (l'urbain et le rural).

Tableau 3 : Répartition des structures répondantes selon la localisation géographique

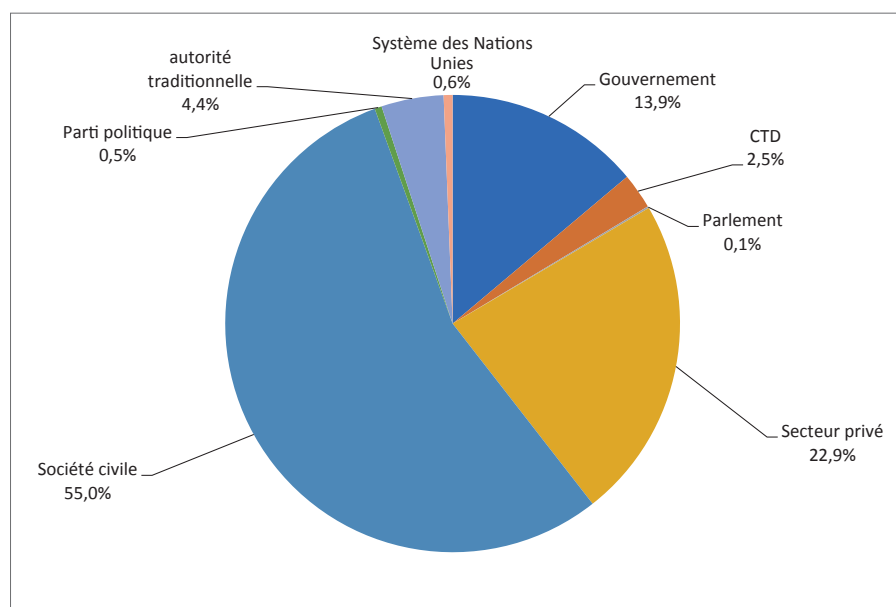
Région	DEPARTEMENT	Milieu d'implantation		Total
		Urbain	Rural	
Nord-Ouest	BUI	22	1	23
	BOYO	10	32	42
	MEZAM	93	42	135
	NGOG ETUNDJA	2	19	21
	MOMO	15	4	19
	Total	142	98	240
Sud-Ouest	FAKO	67	29	96
	MANYU	15	32	47
	MEME	52	0	52
	KOUPÉ MANENGOUBA	0	27	27
	NDIAN	0	66	66
	Total	134	154	288
Extrême-Nord	DIAMARE	1	0	1
	LOGONE ET CHARI	33	57	90
	MAYO TSANAGA	70	33	103
	MAYO SAVA	24	45	69
	Total	128	135	263
Ensemble		404	387	791

Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

2.2. Ancrage organisationnel des structures/personnalités répondantes

Dans l'ensemble, la société civile, avec plus de la moitié des organisations enquêtées, apparaît comme le domaine ayant fourni le plus de répondants. Le secteur privé, avec plus d'un répondant sur cinq ainsi que les administrations publiques avec environ un répondant sur sept présentent aussi des contributions considérables.

Graphique 3 : Répartition des répondants selon l'ancrage de l'organisation représentée



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Contrairement aux deux autres régions, le Sud-Ouest se présente comme celle où les CTD, les autorités traditionnelles et le secteur privé se sont exprimés en plus grand nombre lors de l'enquête, tandis que les acteurs de la société civile y ont été relativement peu nombreux à participer à l'enquête.

Tableau 4 : Ancrage organisationnel des structures enquêtées

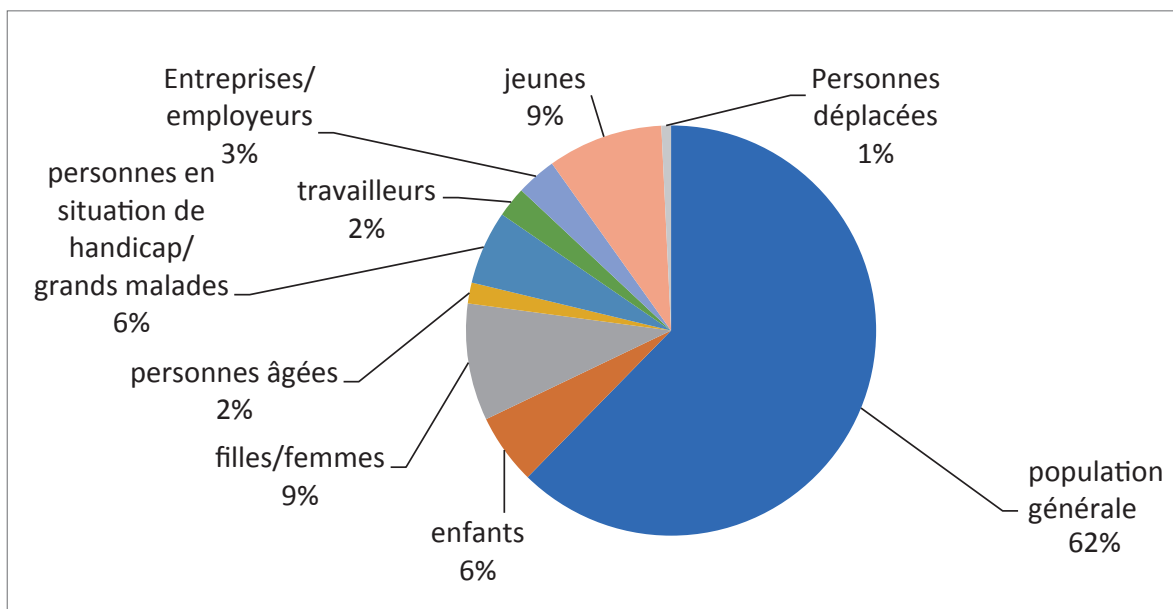
Ancrage de l'organisation	Type d'organisation	Région			Ensemble
		Nord-Ouest	Sud-Ouest	Extrême-Nord	
Gouvernement	Administration de souveraineté (MINDEF, MINAT, DGSN, MINJUSTICE)	8	12	12	32
	Autre administration publique	27	27	24	78
	Total	35	39	36	110
CTD	CTD	5	12	3	20
Parlement	Parlement		1		1
Secteur privé	GIC, entreprise ou établissement	48	77	56	181
Société civile	Association/groupement apolitique	63	41	97	201
	ONG locale/nationale	36	36	11	83
	ONG internationale	14	27	25	66
	Organisation religieuse	31	33	21	85
	Total	144	137	154	435
Parti politique	Parti politique	2	1	1	4
Entité traditionnelle	autorité traditionnelle	4	20	11	35
Système des Nations Unies	Partenaire au développement	2	1	2	5
Ensemble		240	288	263	791

Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

2.3. Cible et champ d'intervention de l'organisation enquêtée

Vu globalement, un peu plus de trois organisations sur cinq interrogées ont pour cibles d'action la population générale. Loin derrière cette tendance bien lourde émergent les groupes tels les « filles et femmes » et les « jeunes » comme significativement ciblés dans les interventions avec chacun environ un cas sur onze.

Graphique 4 : Répartition des répondants selon le champ d'intervention



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

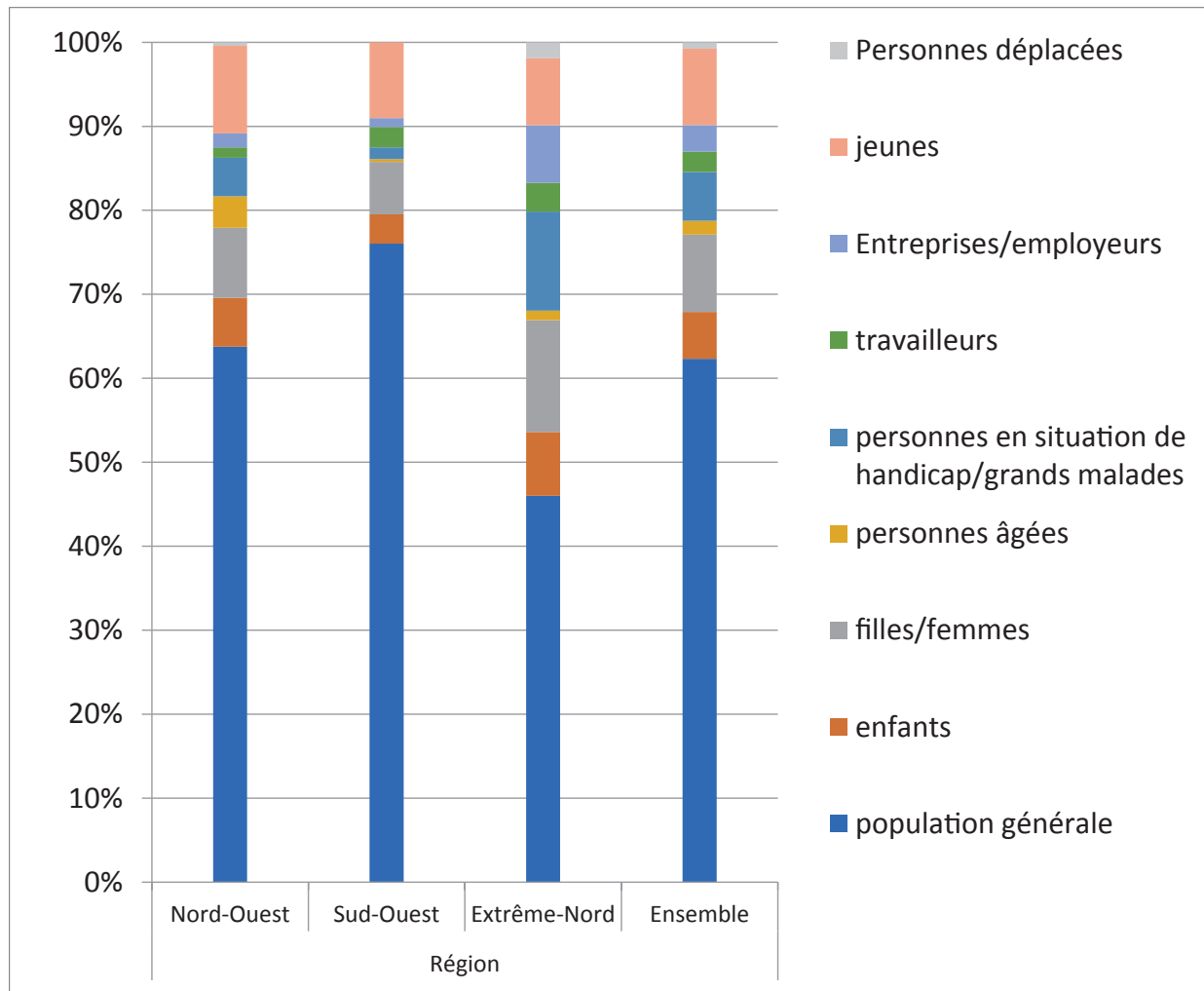
Sous le prisme de la région, il est loisible de ressortir quelques disparités relatives au positionnement opérationnel des structures répondantes. Ainsi, les personnes âgées sont relativement plus ciblées au Nord-Ouest tandis que les personnes en situation de handicap et les entreprises le sont davantage à l'Extrême-Nord. Aussi, la survenue des conflits semble avoir incité les personnes affectées à s'organiser pour une meilleure résilience comme l'atteste l'émergence des OSC dédiées aux déplacées dans la région de l'Extrême –Nord.

Tableau 5 : Répartition des enquêtées selon le champ d'intervention et la région

Cible ou champ d'intervention principal de l'organisation	Région			
	Nord-Ouest	Sud-Ouest	Extrême-Nord	Ensemble
Population générale	153	219	121	493
Enfants	14	10	20	44
Filles/femmes	20	18	35	73
Personnes âgées	9	1	3	13
Personnes en situation de handicap/grands malades	11	4	31	46
Travailleurs	3	7	9	19
Entreprises/employeurs	4	3	18	25
Jeunes	25	26	21	72
Personnes déplacées	1	0	5	6
Total	240	288	263	791

Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Graphique 5 : Répartition des enquêtées selon le champ d'intervention et par région

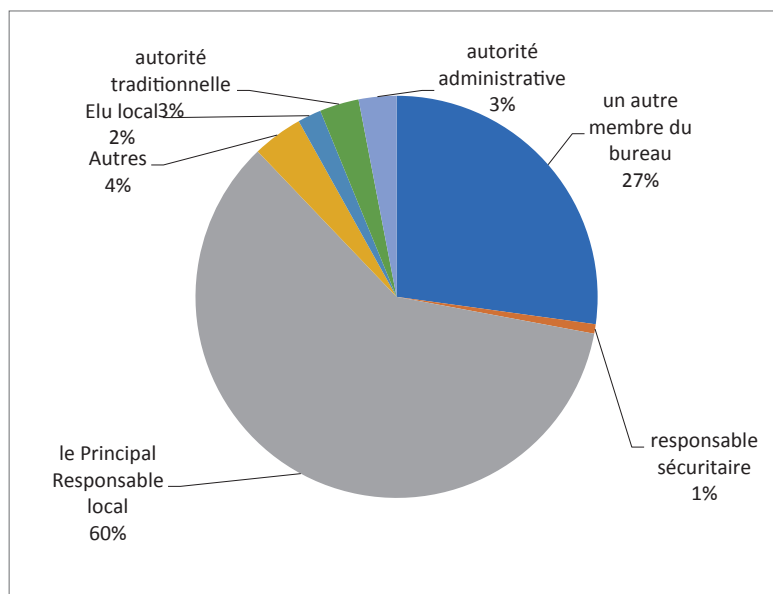


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

2.4. Fonction du répondant dans l'organisation

Dans trois cas sur cinq, les réponses obtenues des organisations proviennent du principal responsable. Quand bien même ce ne serait pas le cas, c'est très souvent un autre membre du bureau qui répond au questionnaire puisque ce dernier cas de figure regroupe plus d'un cas sur quatre. Pour le reste, les autorités traditionnelles et les autorités administratives concentrent l'essentiel des autres types de répondants.

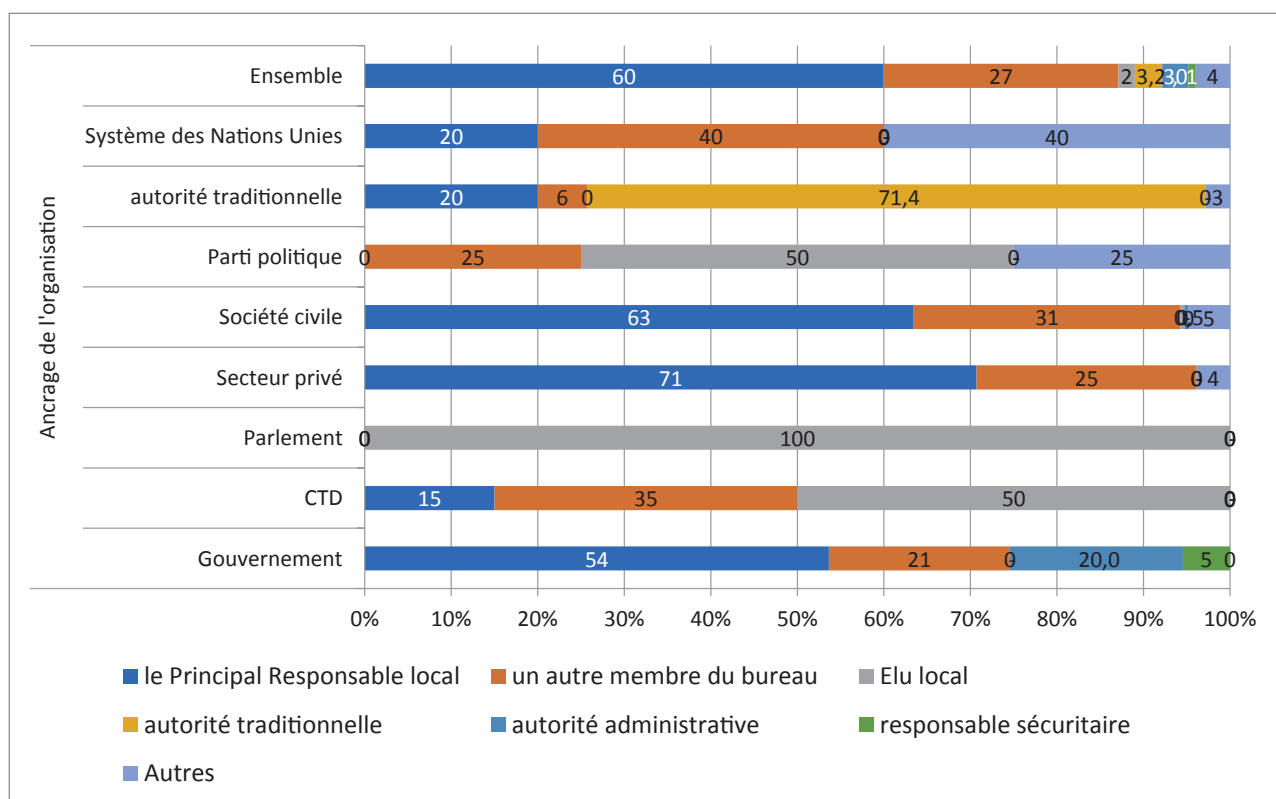
Graphique 6 : Répartition des organisations enquêtées selon la fonction du répondant



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Cette distribution globale masque des disparités importantes selon les différents ancrages des organisations. Ainsi, l'important poids du « principal responsable » est essentiellement porté par les organisations de la sphère du gouvernement, du secteur privé et de la société civile.

Graphique 7 : Répartition des organisations selon la fonction du répondant et par type d'ancrage



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Conclusion du chapitre 2

La caractérisation *a posteriori* des répondants au moyen des informations collectées sur le terrain a été effective. Ainsi, sur le plan géographique, un bon équilibre est observé aussi bien entre régions qu'entre les milieux urbain et rural.

C'est ainsi que l'étude permet de constater que les OSC se taillent la part du lion, avec plus de la moitié des structures répondantes, émanant de la société civile, ce qui confirme une certaine neutralité des opinions exprimées, et que, la plupart de ces OSC sont de type généraliste.

Enfin dans une forte majorité des cas, la personne parlant au nom de l'organisation en est le responsable de premier plan, ce qui suggère une bonne crédibilité des avis exprimés.

CHAPITRE 3 : ÉTIOLOGIE DU PHÉNOMÈNE DE LA VULNÉRABILITÉ EN CONTEXTE DE CONFLIT

Introduction

Il est question dans ce chapitre de restituer les avis des organisations interrogées sur les causes, manifestations et conséquences de la crise des groupes vulnérables dans leurs milieux. Ceci étant, il convient de s'appuyer entre autres sur les leçons à tirer de la revue de littérature afin de mieux structurer l'exploration. Bien plus, les opinions exprimées ont pu être affirmées grâce aux enseignements tirés des groupes de discussion. Pour atteindre cet objectif, il a été successivement abordé, en référence à l'architecture du questionnaire, et au moyen du déploiement des outils de la statistique descriptive, les différents volets qui suivent :

- la délimitation de la vulnérabilité ;
- la recherche des sources de la vulnérabilité ;
- l'estimation de l'ampleur et des manifestations de la crise sur les groupes vulnérables.

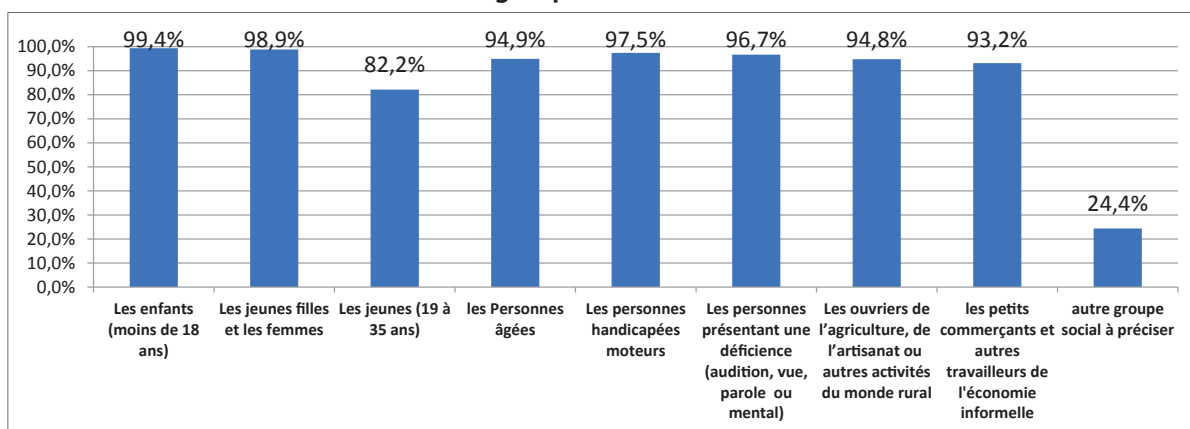
3.1. Délimitation de la vulnérabilité

Un certain nombre de critères contextuels et intrinsèques à la personne humaine proposés *a priori* a servi à caractériser la vulnérabilité dans le contexte de crise. Les avis recueillis des répondants permettent de juger de l'importance relative de chacun d'eux.

Il ressort du graphique ci-après que les « enfants », les « filles et les femmes » ainsi que les « personnes vivant avec un handicap » émergent comme ceux des groupes reconnus de façon quasi unanime comme vulnérables par les organisations répondantes. À l'opposé les « jeunes de 19 à 25 ans » ne sont réputés vulnérables que dans quatre cas sur cinq tandis que tous les autres groupes sociaux présentés passent pour l'être pour environ dix-neuf organisations sur vingt.

En dehors de ces groupes formellement identifiés et soumis à appréciation, un quart des répondants ont estimé qu'on pouvait en ajouter d'autres catégories sociales apparues vulnérables en situation de conflit, notamment les fonctionnaires et agents de l'Etat, le clergé, les hommes en tenue, les enseignants et apprenants, le personnel soignant. Ces avis qui pourraient se justifier par certains actes de terrorisme dont ont souvent été victimes les groupes cités, restent somme toute marginaux et n'affectent pas du tout la consistance du champ de la vulnérabilité envisagé ex ante.

Graphique 8 : Distribution du pourcentage des organisations interrogées reconnaissant les différents groupes comme vulnérables

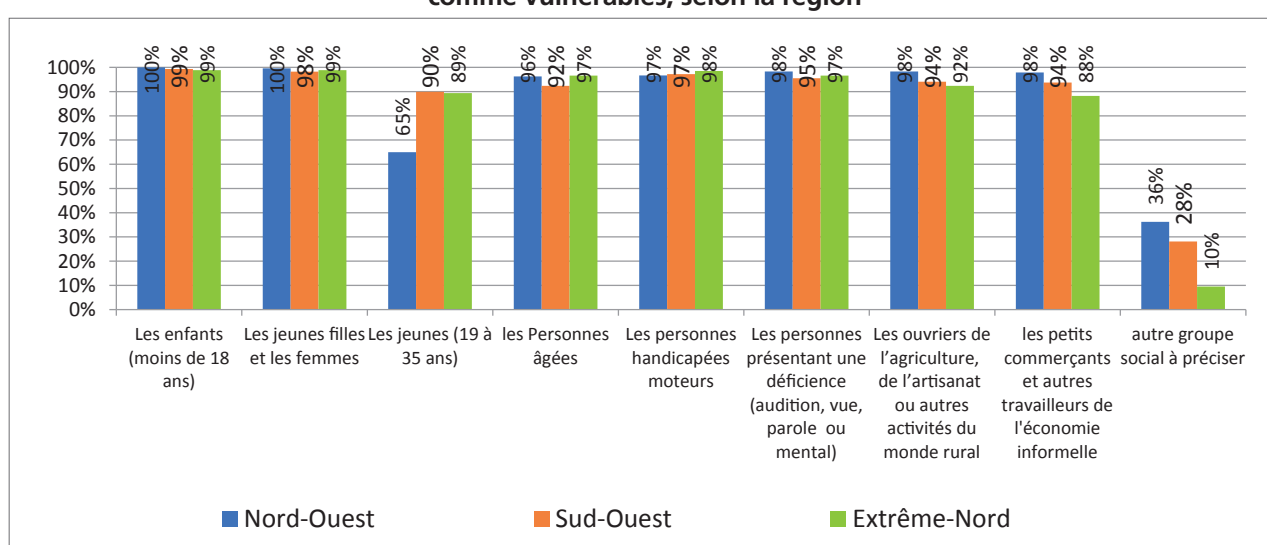


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Sous le prisme des régions, le Nord-Ouest apparaît comme le lieu où, en dehors du groupe social « jeunes » qui présente le score de vulnérabilité le plus bas, avec des avis favorables ne dépassant pas deux répondants sur trois, tous les autres groupes pressentis sont admis presque à l'unanimité comme vulnérables. Les personnes âgées et celles présentant une déficience apparaissent parmi les moins éligibles à la vulnérabilité au Sud-Ouest, même si les scores y enregistrés restent très importants. Il en est ainsi des opérateurs des activités du monde rural et ceux de l'économie informelle pour ce qui est de la région de l'Extrême Nord.

En définitive au plan régional, il n'apparaît pas de différence notable entre l'appréciation faite du caractère vulnérable des différents groupes. Les différents avis convergent partout vers leur éligibilité à la vulnérabilité.

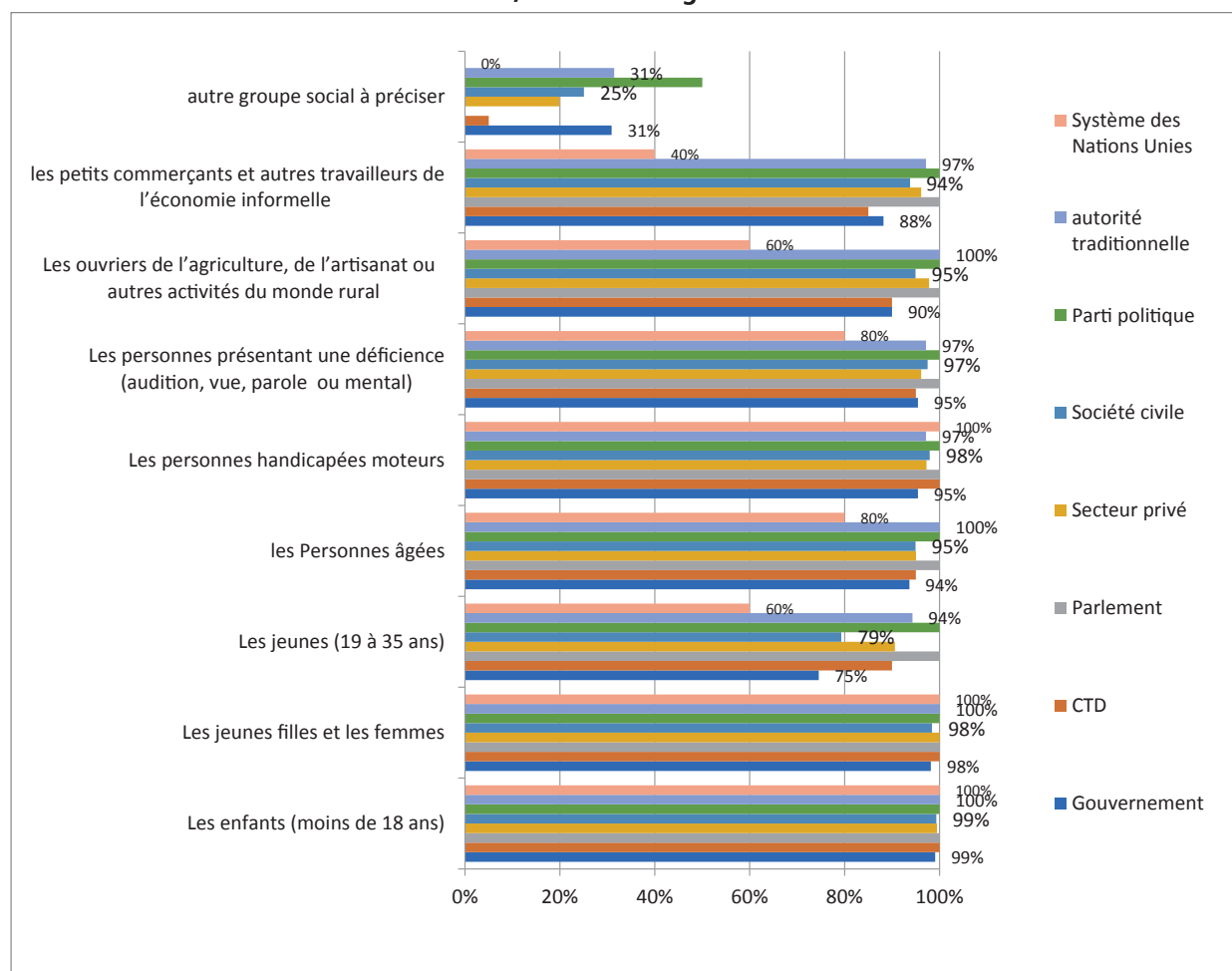
Graphique 9 : Pourcentage des organisations reconnaissant les groupes comme vulnérables, selon la région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Considérant l'ancrage institutionnel des organisations, les acteurs relevant des Nations Unies apparaissent comme ceux ayant des avis les plus réservés sur le caractère vulnérable de certains groupes sociaux. Il s'agit notamment des opérateurs de l'économie informelle, ceux des activités du monde rural et des jeunes. Pour ces derniers groupes, les représentants de l'administration ont aussi un avis quelque peu nuancé, même si c'est dans une mesure moindre.

Graphique 10 : Pourcentage des organisations reconnaissant les groupes comme vulnérables, selon l'ancrage institutionnel



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Au final, en dehors du groupe des jeunes où juste quatre organisations sur cinq reconnaissent son caractère vulnérable en contexte de conflit, la totalité des entités sociales ciblées pour évaluation ont été signalées comme vulnérables à la quasi-unanimité des répondants. Il devient maintenant intéressant d'examiner et rechercher quelles peuvent être les causes plausibles de la situation de vulnérabilité en contexte de crise.

3.2. Sources de vulnérabilité

Comme pour la section précédente, un certain nombre de circonstances liées au conflit pressenties comme pouvant favoriser l'apparition ou la persistance de la vulnérabilité ont été soumises à l'avis des structures interrogées. Ici sont examinés les scores ou pourcentages d'avis favorables que recueille chacune d'elles.

Il en ressort que sur les dix dispositions proposées (voir graphique ci-après), à l'appréciation des répondants, six d'entre elles émergent comme ayant une influence patente sur la survenue et la persistance de la vulnérabilité. Il s'agit par ordre d'importance :

- du dysfonctionnement des services sociaux, notamment l'éducation et la santé;
- de la restriction de la circulation des biens ;
- des exactions des groupes armés ;

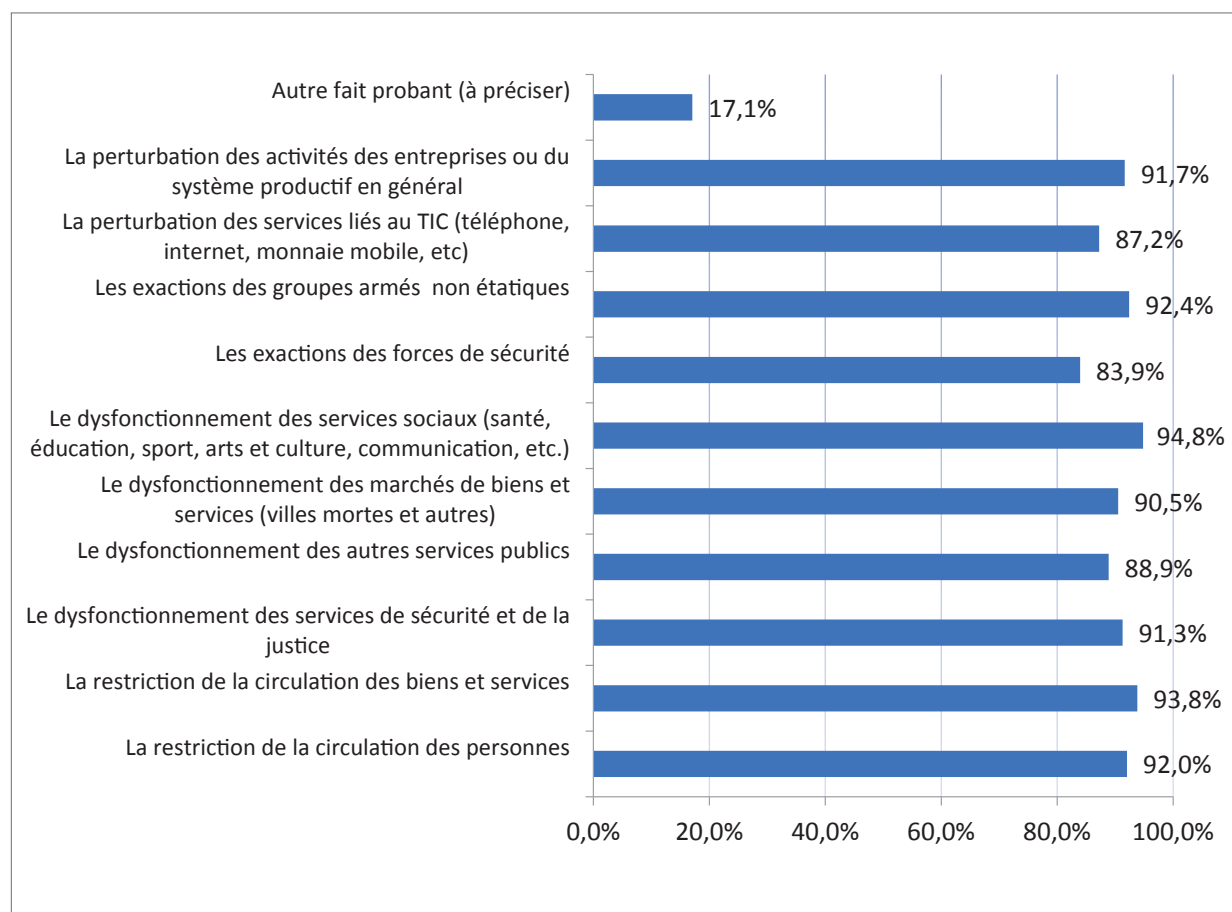
- de la restriction de la circulation des personnes ;
- de la perturbation des activités de production ;
- du dysfonctionnement des services de sécurité ou de la justice.

Pour chacune de ces six dispositions, plus de 90% des organisations répondantes ont donné un avis favorable. Ce constat de terrain confirme les informations antérieurement diffusées notamment dans les mass médias attestant déjà de l'ampleur des perturbations apparues avec les conflits entre autres dans les domaines de l'éducation, des services de santé ou du transport dans les zones touchées.

Par ailleurs, l'on peut noter l'importante dénonciation à l'égard des forces de sécurité dont le ressentiment des exactions est exprimé par plus de huit répondants sur dix. Preuve que ce que ces dernières qualifient souvent de dégâts collatéraux n'est pas perçu de la même manière par les populations. Aussi, environ le sixième des répondants a évoqué d'autres dispositions qu'ils estiment liées à la survenue et à la persistance de la vulnérabilité. Ces dernières tournent autour de l'information et de la communication jugées inappropriées et même mensongères sur le conflit, et les entraves à la liberté d'expression et de manifestation dans les zones concernées.

Dans l'ensemble, la totalité des dispositions supposées se sont avérées pertinentes pour caractériser les sources de vulnérabilité au sens où dans chacun des cas, plus de huit répondants sur dix ont donné un avis favorable. Le graphique 11 l'indique clairement.

Graphique 11 : Distribution du pourcentage des organisations interrogées reconnaissant les différentes circonstances comme causes de vulnérabilité

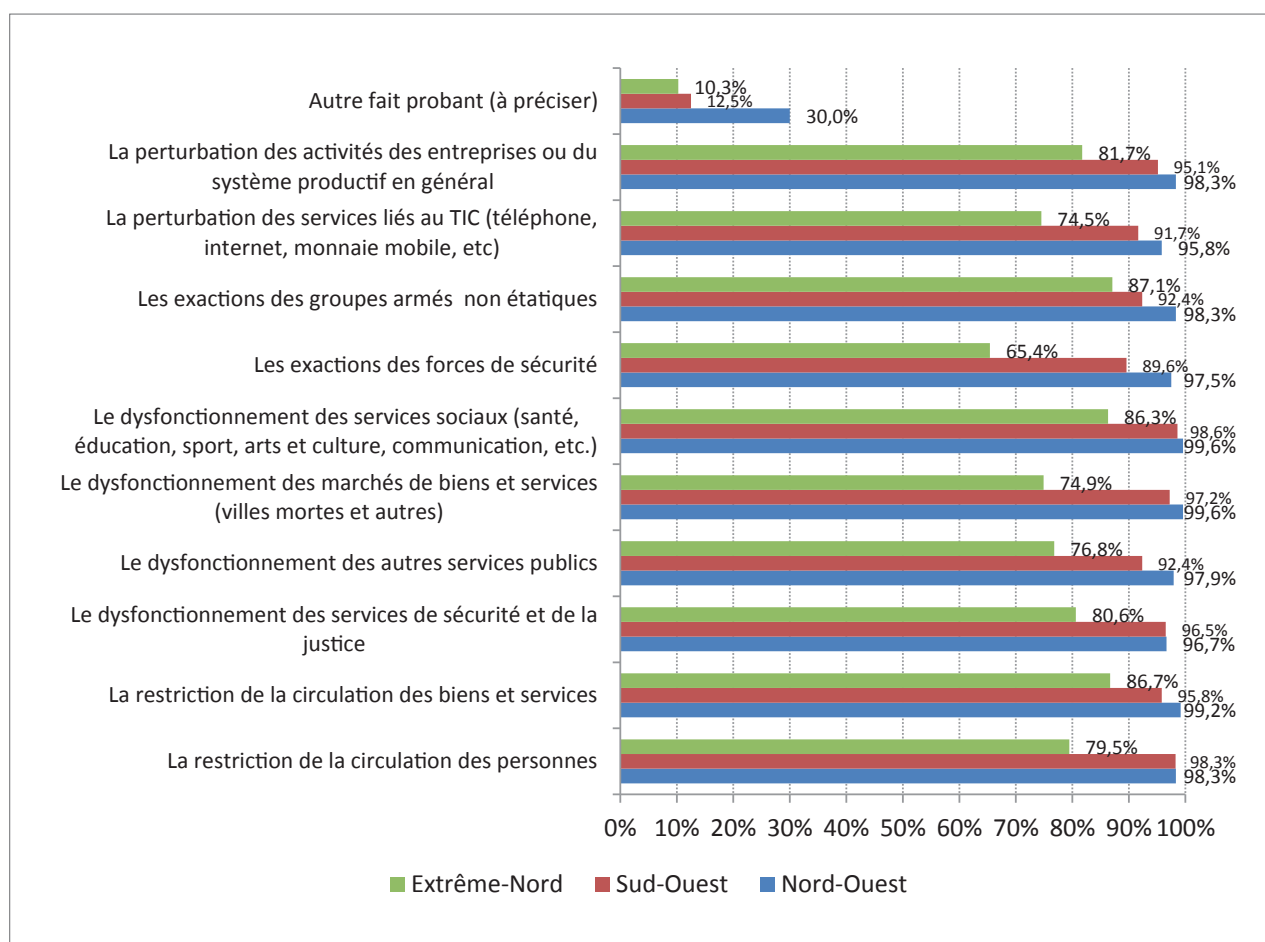


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

L'exploration des dispositions selon les régions permet de noter que la situation globale présentée plus haut masque de nombreuses disparités perceptibles entre les trois régions marquées par le conflit. Ainsi, quelle que soit la disposition considérée, les organisations enquêtées à l'Extrême-Nord ont tendance à la sous-estimer nettement par rapport aux deux autres régions, au sens où les proportions d'avis favorables y enregistrés sont moins importantes que dans les deux autres régions. Bien plus, on note que la région du Sud-Ouest bien qu'étant généralement très proche de celle du Nord-Ouest, présente des scores toujours inférieurs à ceux de cette dernière région. En réalité, la région du Nord-Ouest est celle où le ciblage des différentes dispositions proposées comme source de la vulnérabilité est partout admis par les organisations interviewées.

En somme, les différentes dispositions proposées permettent de classer systématiquement les trois régions selon leur pourcentage d'avis favorables à admettre chacune d'elle comme source de vulnérabilité.

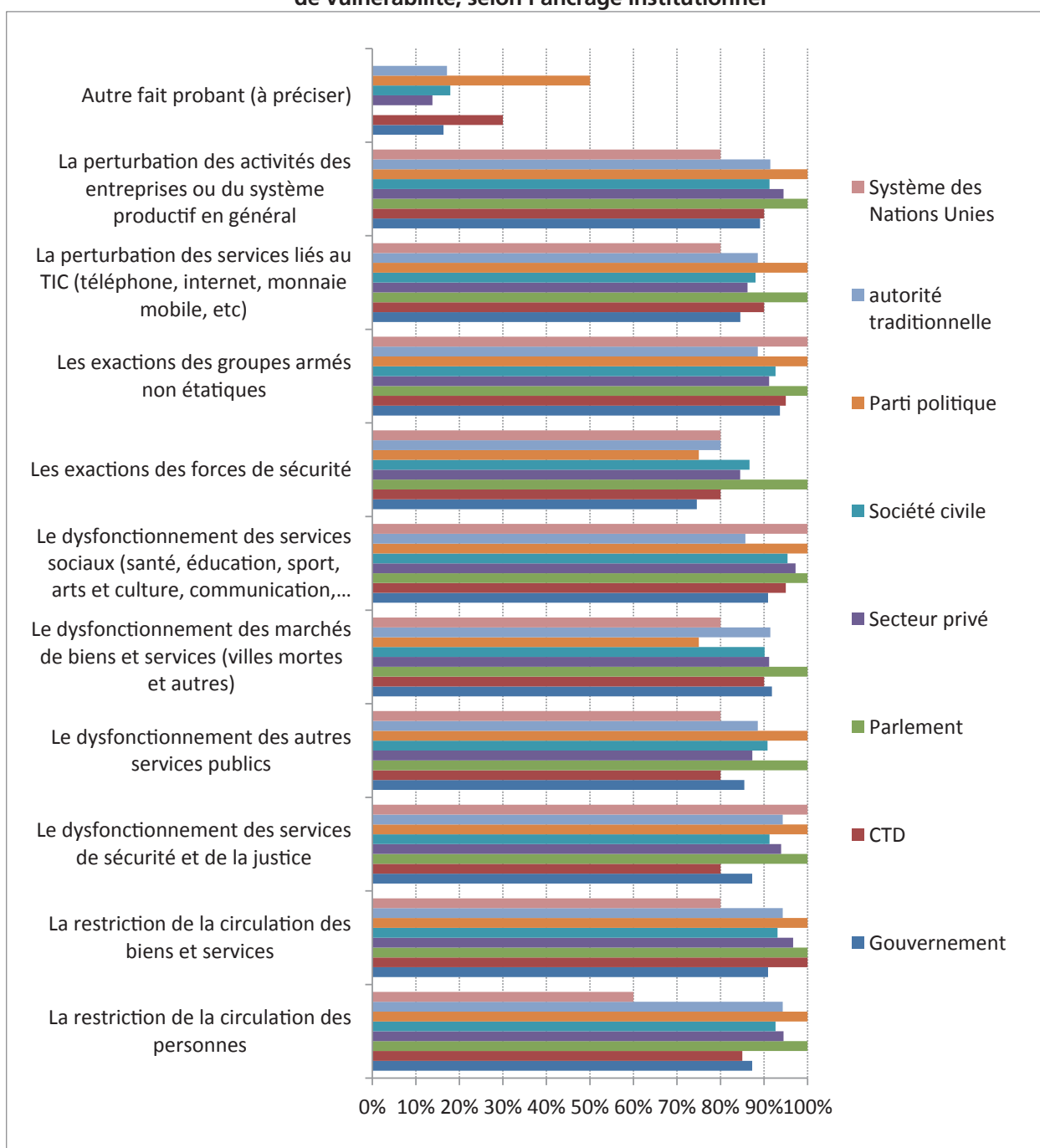
Graphique 12 : Pourcentage des organisations reconnaissant la disposition comme sources de vulnérabilité, selon la région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Par ailleurs, la prise en compte de l'ancrage des organisations dans l'analyse des avis favorables aux dispositions proposées pour apprécier les sources du conflit permet de noter que les profils des réponses sont très proches d'une disposition à l'autre. On pourrait donc dire que l'appréciation de la source de vulnérabilité ne dépend pas de l'ancrage institutionnel. En réalité, même si le comportement des organisations relevant du SNU est quelque peu erratique, il convient de se rappeler que cette dernière catégorie ne représente que cinq individus, soit 0,6% de l'effectif total.

Graphique 13 : Pourcentage des organisations reconnaissant la disposition comme sources de vulnérabilité, selon l'ancrage institutionnel



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

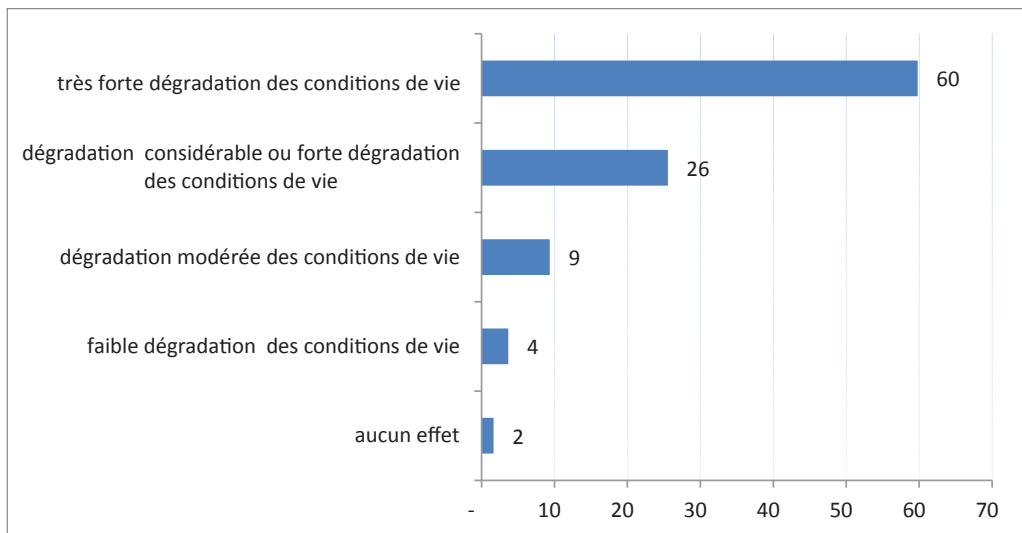
3.3. Avis sur l'ampleur et les manifestations de la vulnérabilité dues au conflit dans les groupes concernés

Dans cette section, il sera examiné tour à tour l'ampleur des ravages du conflit sur les différentes catégories de population reconnues vulnérables au terme de l'évaluation faite plus haut. On rappelle que chacune des catégories sociales proposées à l'évaluation a enregistré plus de 93% d'avis favorables à l'exception du groupe des jeunes (20-35 ans) où ce score est limité à 82%.

3.3.1. Cas des enfants (moins de 18 ans)

Il en ressort qu'environ dix-sept répondants sur vingt estiment que le conflit a provoqué une dégradation forte ou très forte des conditions de vie des enfants. Force est de noter que six répondants sur dix considèrent cette dégradation comme étant très forte. On voit par-là que les enfants ont payé un lourd tribut au conflit. Ceci n'est pas surprenant quand on sait que cette couche sociale est particulièrement fragile et nécessite accompagnement et assistance même en temps de paix. Il reste à explorer comment ces avis exprimés au niveau global se désagrègent à travers les régions et certaines caractéristiques des organisations enquêtées.

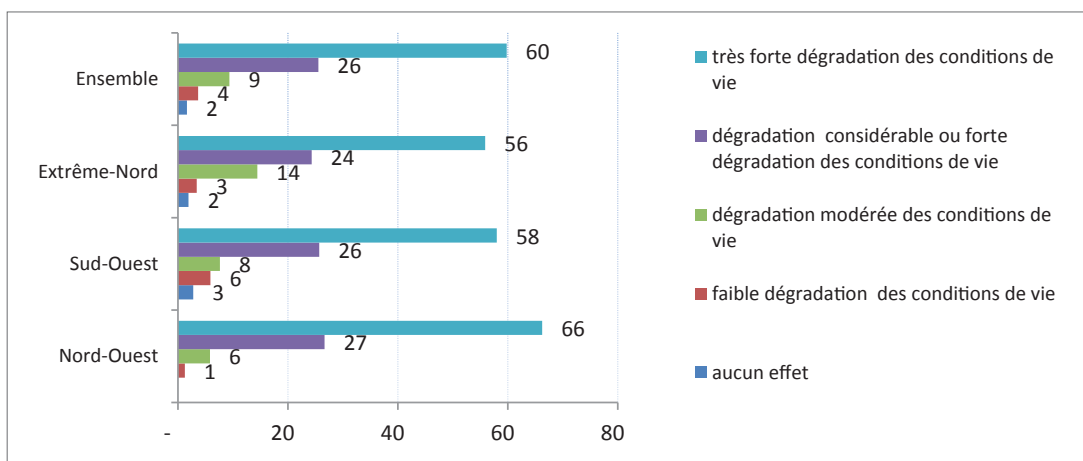
Graphique 14 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des enfants (%)



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

L'exploration des détails au sein des régions permet de noter que la perception de la dégradation des conditions de vies des enfants du fait de la crise est très présente dans chacune des régions. Cependant, avec plus de 90% des avis signalant une dégradation très forte ou forte des conditions de vie des enfants, le Nord-Ouest apparait comme la région où la sensation de peine pour les enfants a été la plus forte. Il y a tout lieu de penser que les restrictions/blocages à l'accès à l'école et autres services sociaux de base y auraient été plus pénibles que partout ailleurs dans les régions marquées par le conflit.

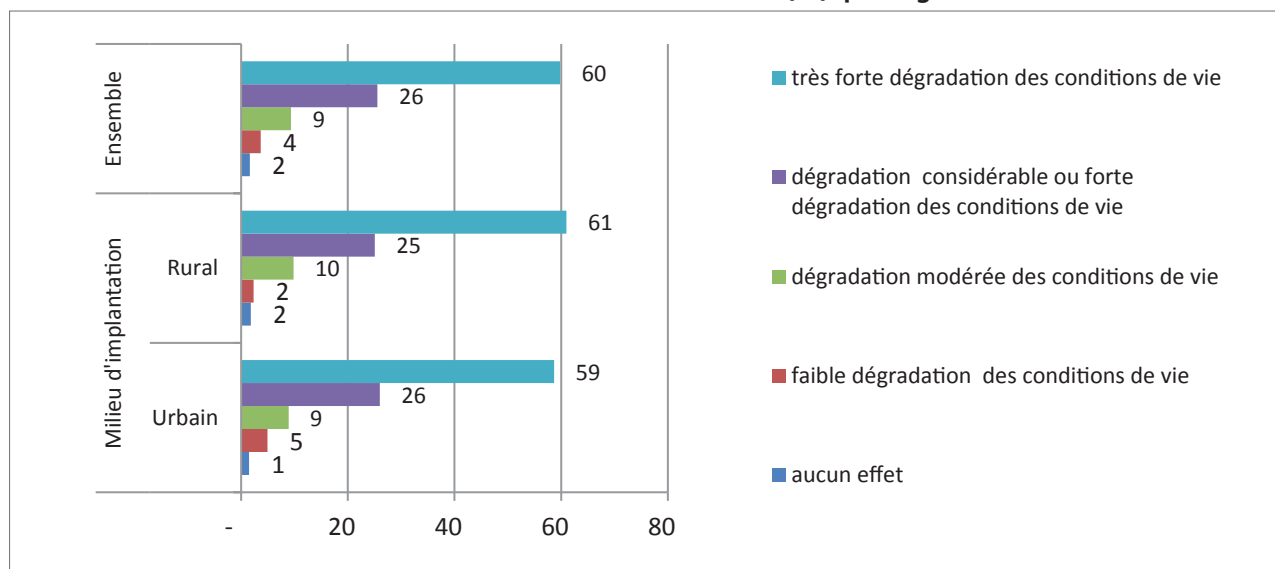
Graphique 15 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des enfants (%), par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

On aurait pu penser qu'il y aurait une différence entre le confort des enfants en contexte de conflit en milieu urbain et en milieu rural, mais en réalité il n'en est rien. En effet, l'analyse montre qu'il y a proportionnellement autant d'enfants dont les conditions sont fortement dégradées ou très fortement dégradées dans chacun des milieux, du point de vue des organisations interviewées.

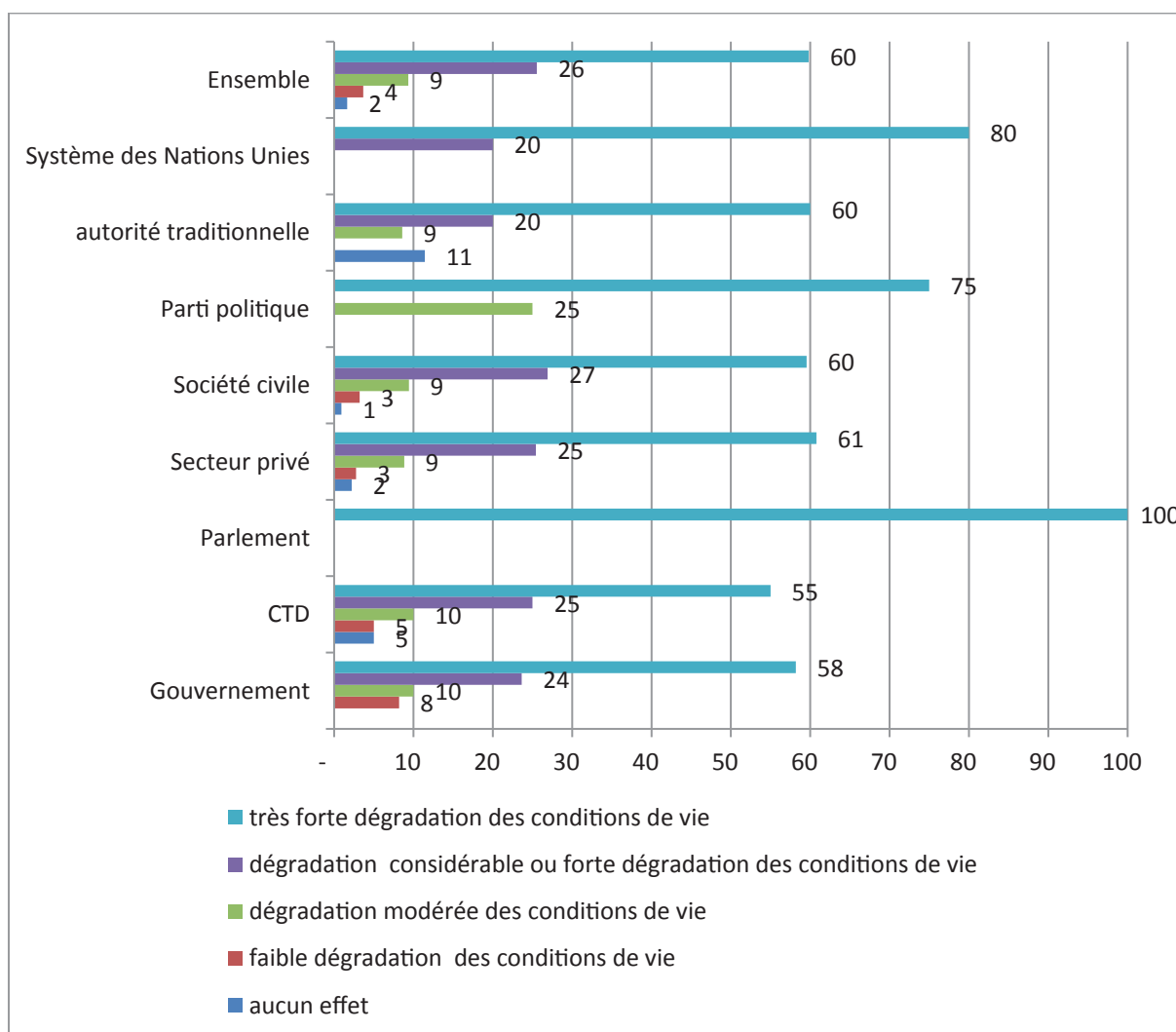
Graphique 16 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des enfants (%), par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

L'ancrage de l'organisation joue-t-il un rôle sur l'avis donné en rapport avec les difficultés subies par les enfants en période de conflit ? Pour répondre à cette question, la représentation des avis y afférents avec le détail de l'ancrage est ci-dessous faite. Il en ressort qu'en dehors des catégories dont la faiblesse des effectifs n'assure pas un confort d'interprétation (Parlement et parti politique), le profil des réponses est presque partout le même, avec environ 80% des avis qui consacrent une dégradation forte ou très forte des conditions de vie des enfants. La société civile et le secteur privé présentent un profil des avis un peu plus défavorables avec des scores de 87% et 86% des cas de dégradation forte ou très forte respectivement. Dans tous les cas, on ne peut donc penser légitimement que l'ancrage de l'organisation influence son avis sur l'appréciation des difficultés de l'enfance dues au conflit.

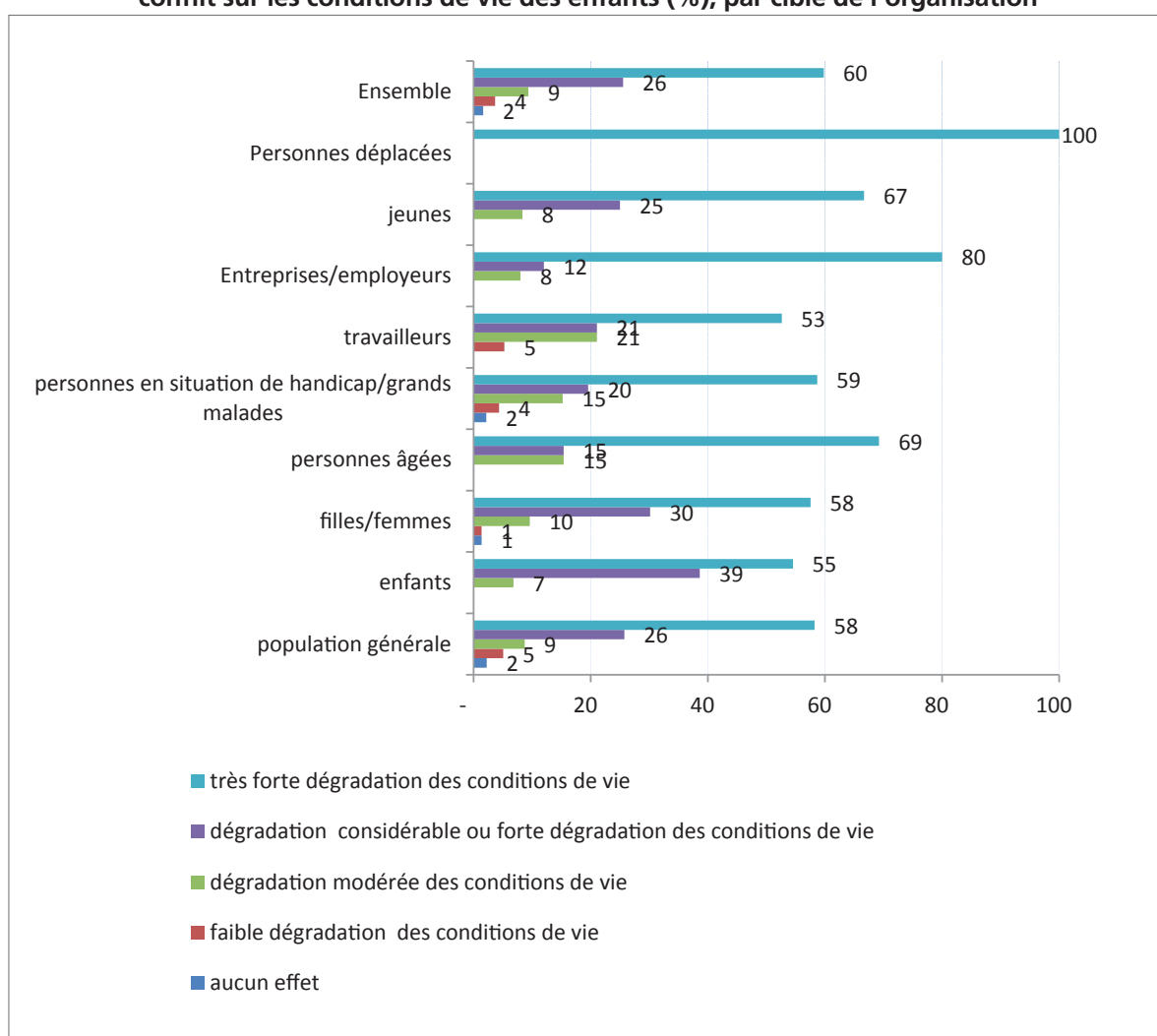
Graphique 17 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des enfants (%), par ancrage de l'organisation



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

En considérant les cibles ou champs d'intervention de l'organisation, il apparaît que les organisations s'occupant spécialement des enfants sont relativement les plus nombreuses à donner les avis les plus défavorables, avec environ 94% de cas, évoquant la forte ou très forte dégradation des conditions de vie des enfants. Aussi, l'attention doit être attirée par la catégorie entreprise/employeurs où 80% d'avis en faveur d'une très forte dégradation des conditions de vie des enfants sont signalés. En réalité, la posture de la cible « personnes déplacées » malgré les 100%, est utopique au sens où cette catégorie ne représente que six (06) individus, soit moins de 1% de l'échantillon.

Graphique 18 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des enfants (%), par cible de l'organisation



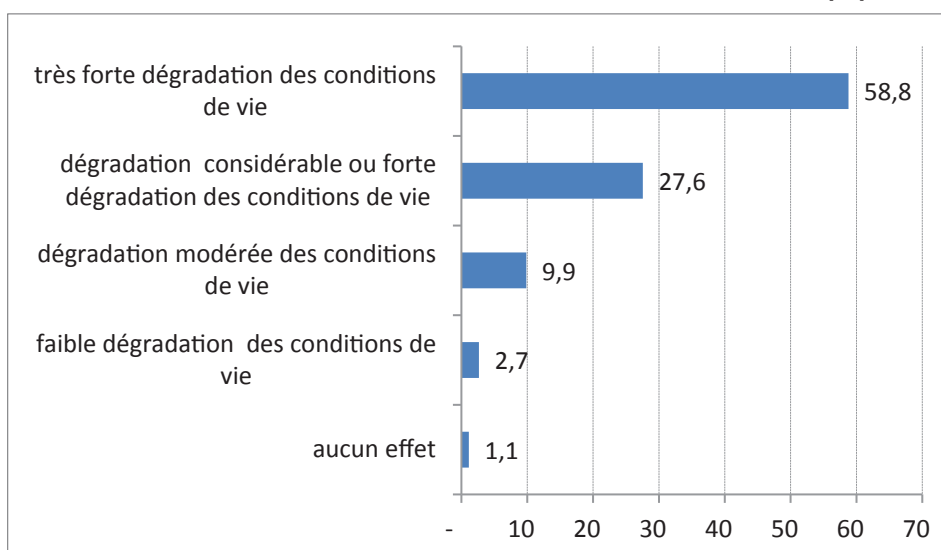
Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

3.3.2. Cas des jeunes filles et des femmes

Il est examiné ici les effets néfastes du conflit sur les jeunes filles et les femmes et afin d'y voir plus clair, il sera présenté tour à tour la situation d'ensemble, et les détails par région et selon les milieux urbains et ruraux.

D'emblée, on note que près de trois répondants sur cinq attestent de la très forte dégradation des conditions de vie des femmes et des filles, tandis que plus d'un quart d'entre eux estiment que lesdites conditions sont fortement dégradées. On voit là la confirmation des actes de violences basées sur le genre notamment les viols, les enlèvements et autres mariages forcés régulièrement rapportés par des médias et autres acteurs sociaux. Il pourrait être aussi indiqué de regarder dans quelle mesure ces constats globaux masquent d'éventuels spécificités régionales.

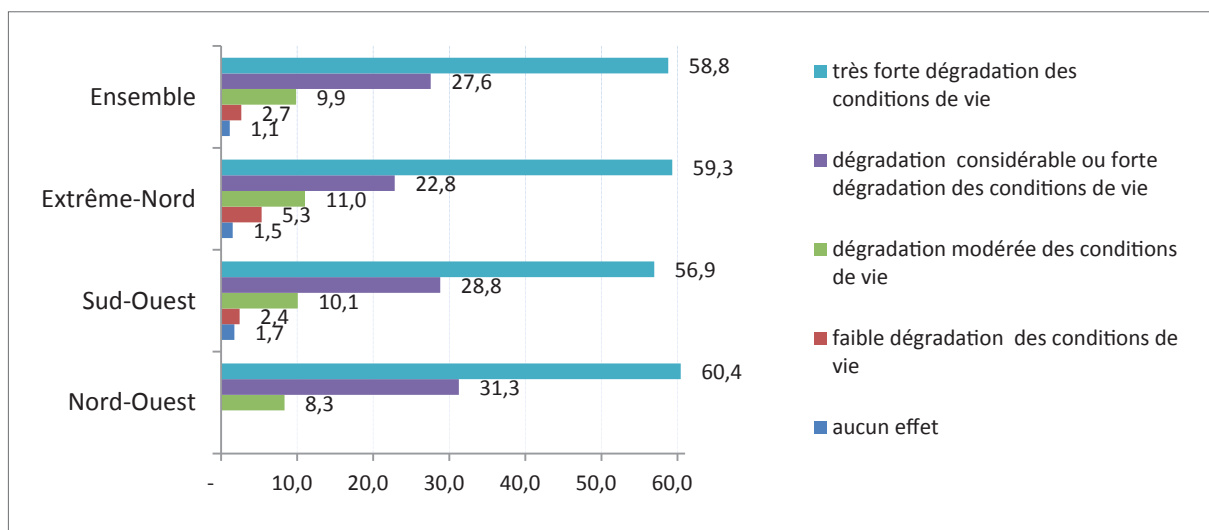
Graphique 19 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des filles et des femmes (%)



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Le détail des régions montre que le Nord-Ouest présente un profil légèrement moins reluisant que les deux autres régions où les profils restent très proches. En effet, parlant de conditions de vie très fortement dégradées ou fortement dégradées, les scores enregistrés au Nord-Ouest se situent au-dessus de la moyenne d'ensemble.

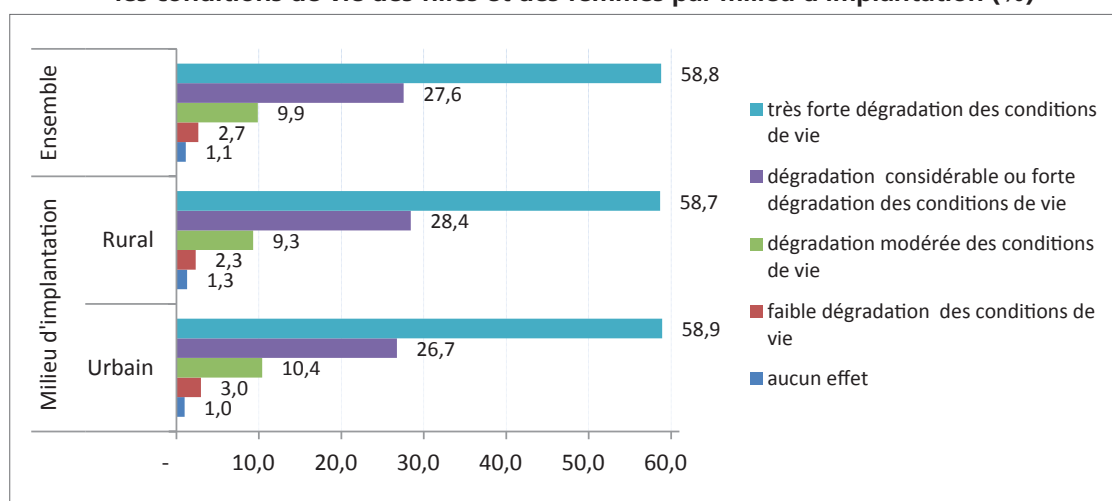
Graphique 20 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des filles et des femmes par région (%)



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Tout comme dans le cas des régions, la recherche d'éventuelles disparités dues aux différences des milieux d'implantation est quasi infructueuse. Les scores des dégradations des conditions de vies de la gente féminine sont presque identiques en milieux urbain et rural.

Graphique 21 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des filles et des femmes par milieu d'implantation (%)

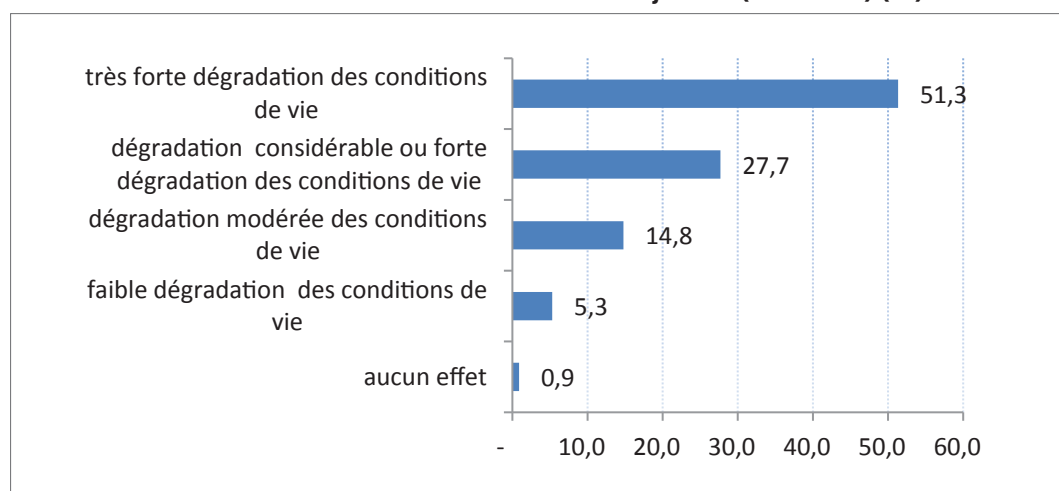


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

3.3.3. Cas des jeunes (19-35 ans)

Il apparaît que près de quatre avis sur cinq signalent une dégradation forte ou très forte des conditions de vies des jeunes. Ceci paraît en concordance avec les faits déjà relatés par d'autres acteurs qui ont vu aux jeunes les personnes souvent endoctrinées dans diverses basses besognes en temps de conflit notamment les groupes armés, les criminels de toutes sortes. A noter aussi que ceux-ci, souvent confinés aux activités précaires et/ou vulnérables, ont leurs situations rapidement dégradées quand surviennent des remous sociaux tels les conflits.

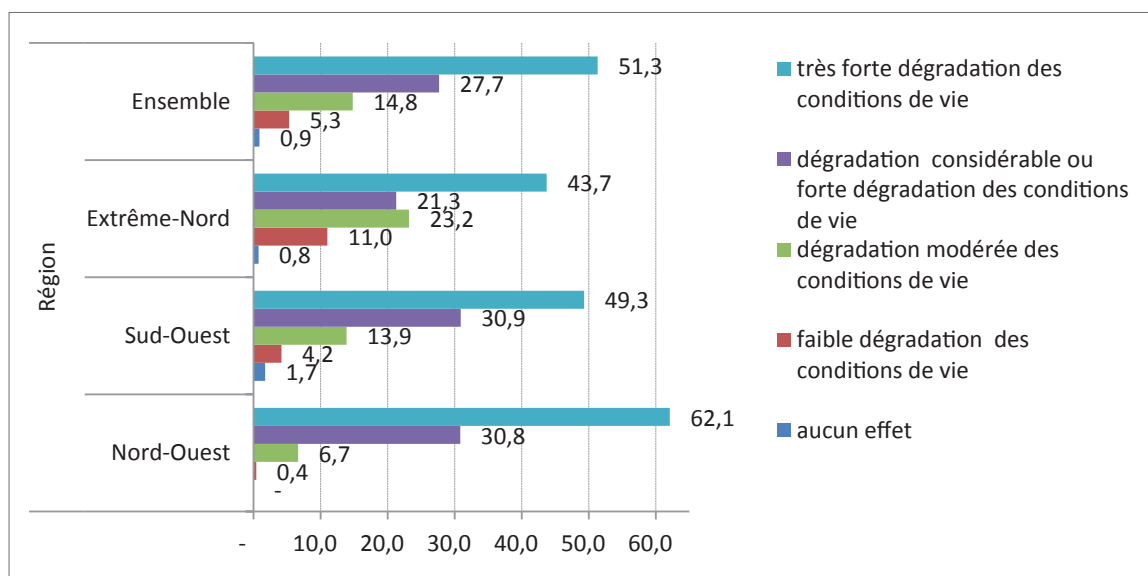
Graphique 22 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des jeunes (19-35 ans) (%)



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Au niveau régional, le sort des jeunes n'aura pas été le même selon qu'on se trouvait dans une région plutôt que dans une autre. Ainsi, avec plus de 90% d'avis en faveur d'une dégradation forte ou très forte de la situation des jeunes, le Nord-Ouest peut être considéré comme ayant payé le plus lourd tribut au conflit, suivi du Sud-Ouest où cette donnée est de 81% contre 65% à l'Extrême-Nord. En réalité, les conditions des jeunes se sont massivement et profondément dégradées au Nord-Ouest et en régions anglophones en général à l'occasion de la guerre du NOSO, plus qu'à l'occasion du conflit attribué à Boko Haram.

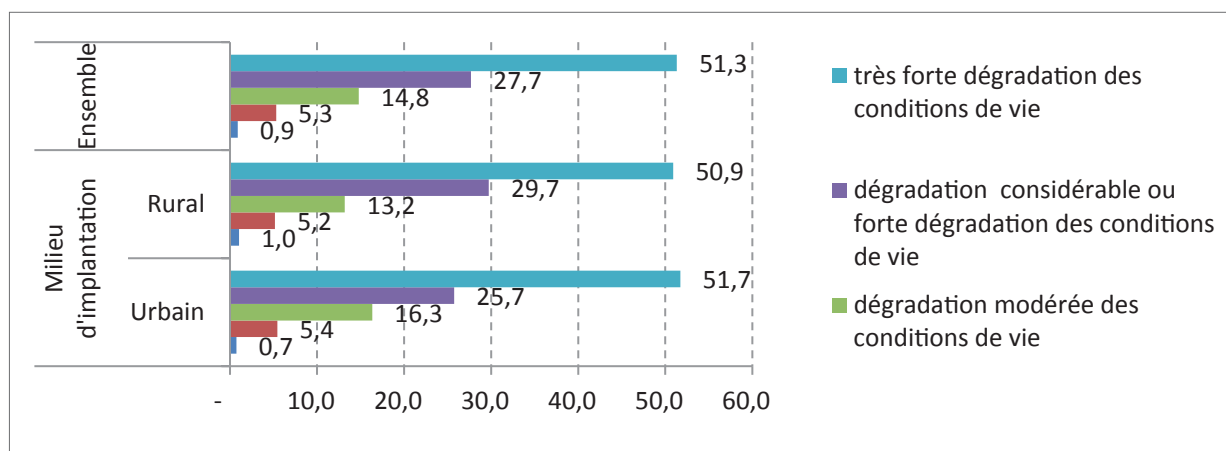
Graphique 23 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des jeunes (19-35 ans) (%), par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Par ailleurs, l'examen des détails par milieu d'implantation ne révèle pas de différence notable entre les profils de dégradation des conditions de vie des jeunes en zone urbaine et en zone rurale.

Graphique 24 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des jeunes (19-35 ans) (%), par milieu d'implantations.

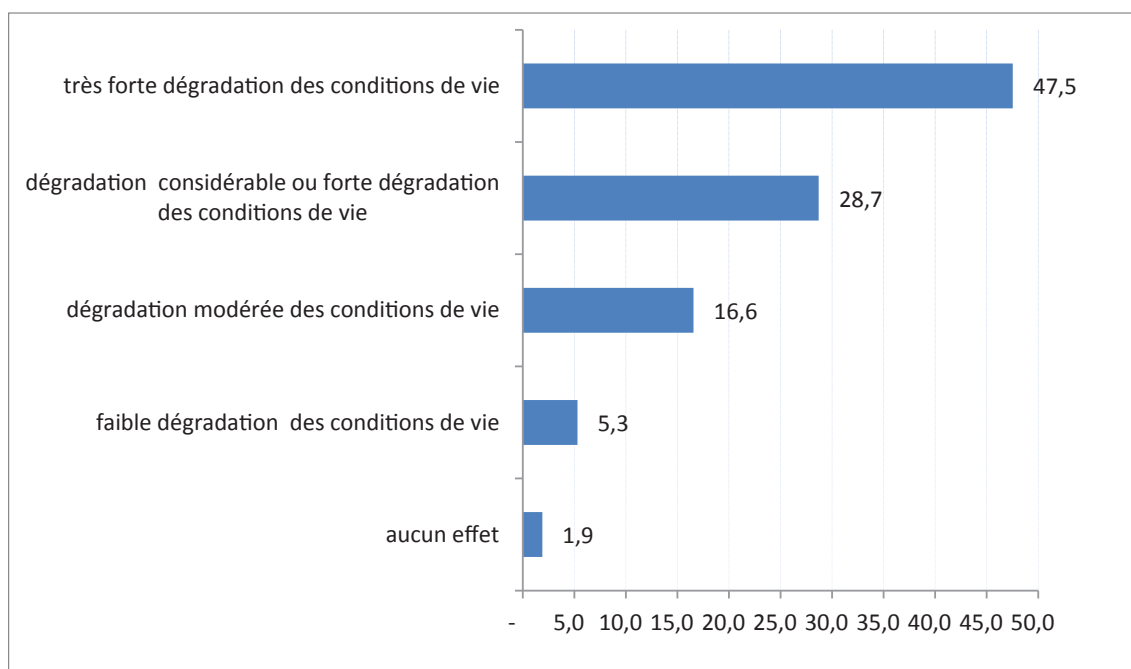


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

3.3.4. Cas des personnes âgées

Trois quarts des organisations répondantes estiment que les conditions de vies des personnes âgées se sont fortement dégradées ou très fortement dégradées dans le contexte du conflit. Il y a tout lieu de penser qu'en plus des difficultés liées à leur faiblesse physique, cette catégorie sociale a dû subir le contrecoup résultant de contraintes rencontrées par leurs soutiens canoniques. Plus bas seront examinées les éventuelles disparités de ce profil selon la région et le milieu de résidence.

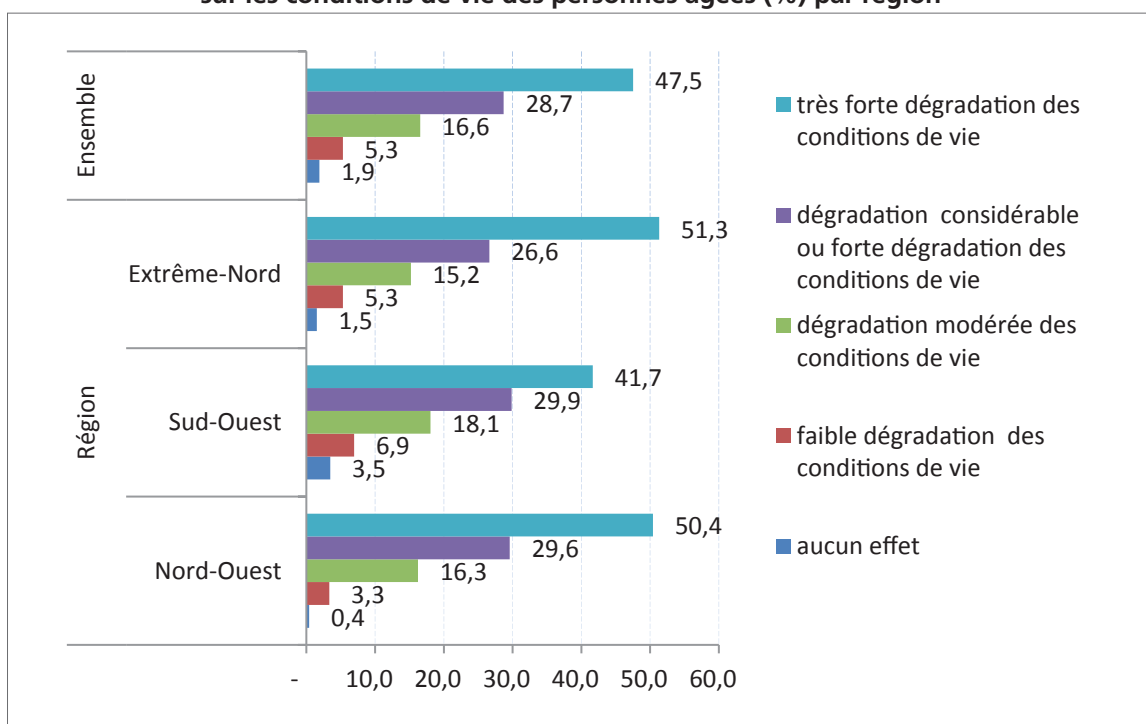
Graphique 25 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes âgées (%)



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Il en ressort que l'ampleur des difficultés rencontrées par les personnes âgées du fait du conflit est déclarée la plus importante dans le Nord-Ouest où l'on obtient huit avis sur dix (80%), rapportant une dégradation forte ou très forte de leur condition de vie. Cette statistique est de l'ordre de trois avis sur quatre (75%) dans l'Extrême-Nord et sept avis sur dix (71%) dans le Sud-Ouest.

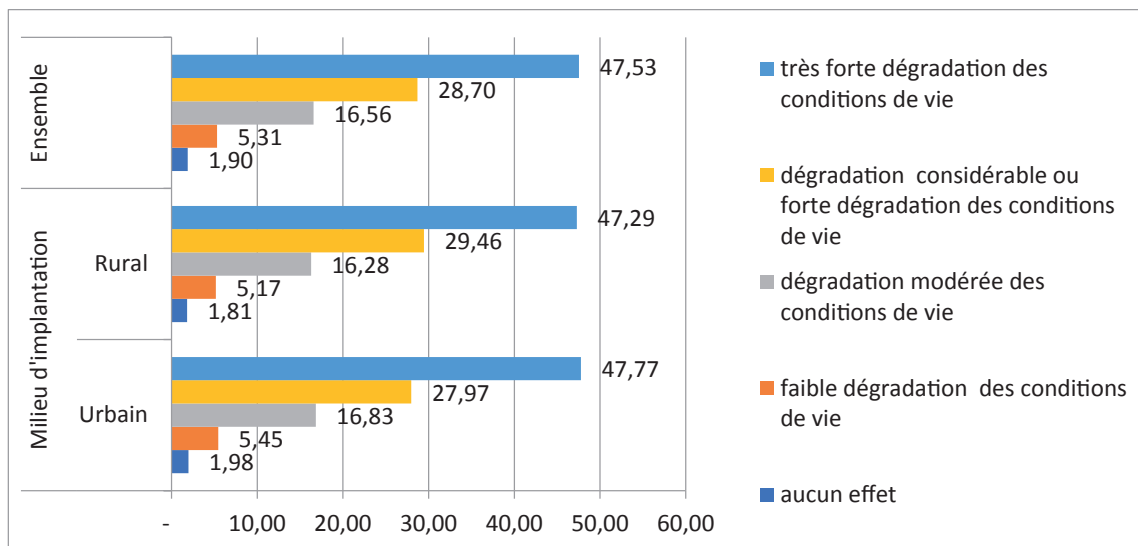
Graphique 26 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes âgées (%) par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Les souffrances apparues dans la population des personnes âgées à l’occasion du conflit présentent un profil semblable en milieu urbain et en milieu rural. Autrement dit, le fait de vivre en ville ou au village n’influence pas l’ampleur des peines observables dans le troisième âge dans le contexte du conflit.

Graphique 27 : Répartition des répondants selon l’ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes âgées (%) par région

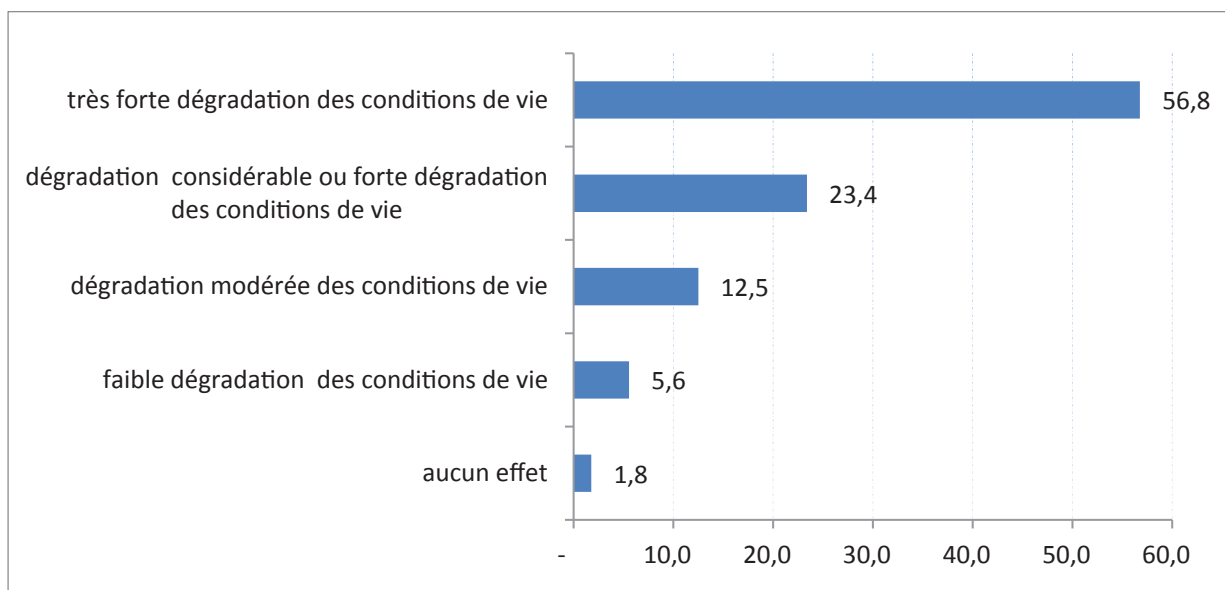


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

3.3.5. Cas des personnes vivant avec un handicap moteur

De l’avis de 80% des organisations répondants, les personnes vivant avec un handicap moteur ont vu leurs conditions de vie fortement dégradées ou très fortement dégradées. Tout comme pour les personnes âgées, les soucis physiques et la situation de dépendance de ces derniers pourraient expliquer cette situation.

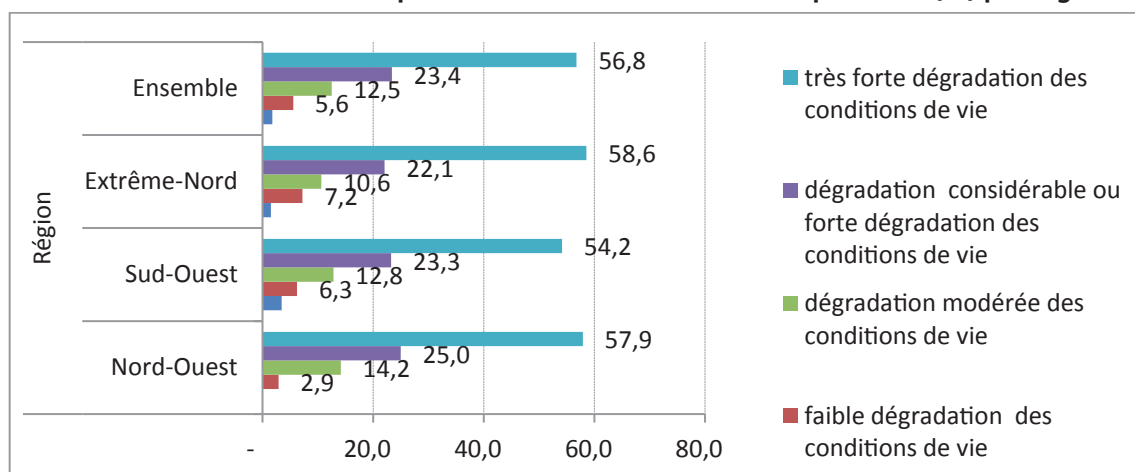
Graphique 28 : Répartition des répondants selon l’ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes vivant avec un handicap moteur (%)



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Vu sous le prisme des régions, il ressort qu'avec plus de 80% d'avis rapportant une situation existentielle des personnes vivant avec un handicap moteur fortement dégradée ou très fortement dégradée, les régions du Nord-Ouest et de l'Extrême-Nord apparaissent comme celles où les peines de cette catégorie sociale ont été les plus patentées.

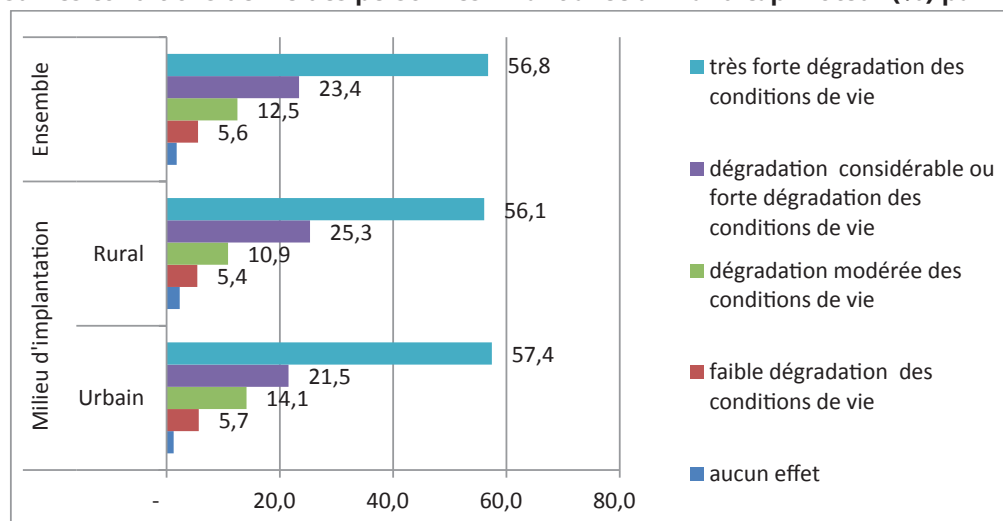
Graphique 29 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes vivant avec un handicap moteur (%) par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

De l'avis des organisations enquêtées, il n'y a pas de différence perceptible entre l'ampleur des désagréments que le conflit a infligés aux personnes handicapées moteurs en milieu urbain et en milieu rural.

Graphique 30 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes vivant avec un handicap moteur (%) par milieu

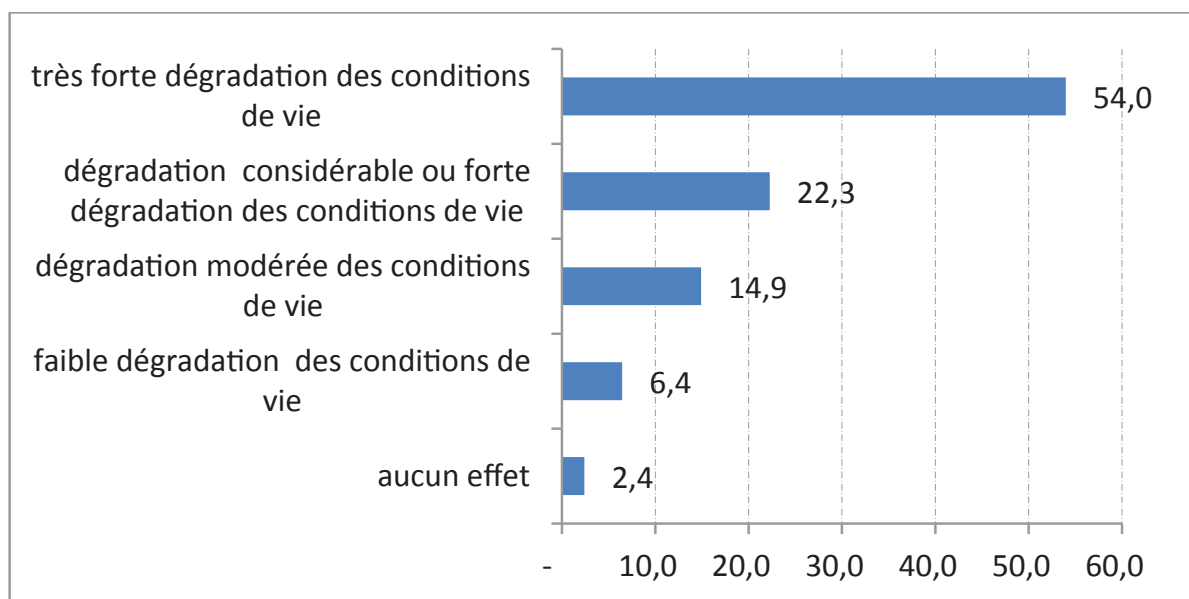


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

3.3.6. Cas de personnes présentant une déficience (audition, vue, parole ou mental)

La dégradation forte ou très forte des conditions de vie parmi les personnes déficientes est signalée par un peu plus de trois organisations sur quatre. La valeur élevée de ce dernier chiffre ne devrait pas surprendre, car le dysfonctionnement partiel ou total d'une ou de plusieurs fonctions de l'organisme peut être un sérieux désavantage dans un contexte de conflit. Il reste à voir si ce condensé cache des disparités régionales ou urbain/rural.

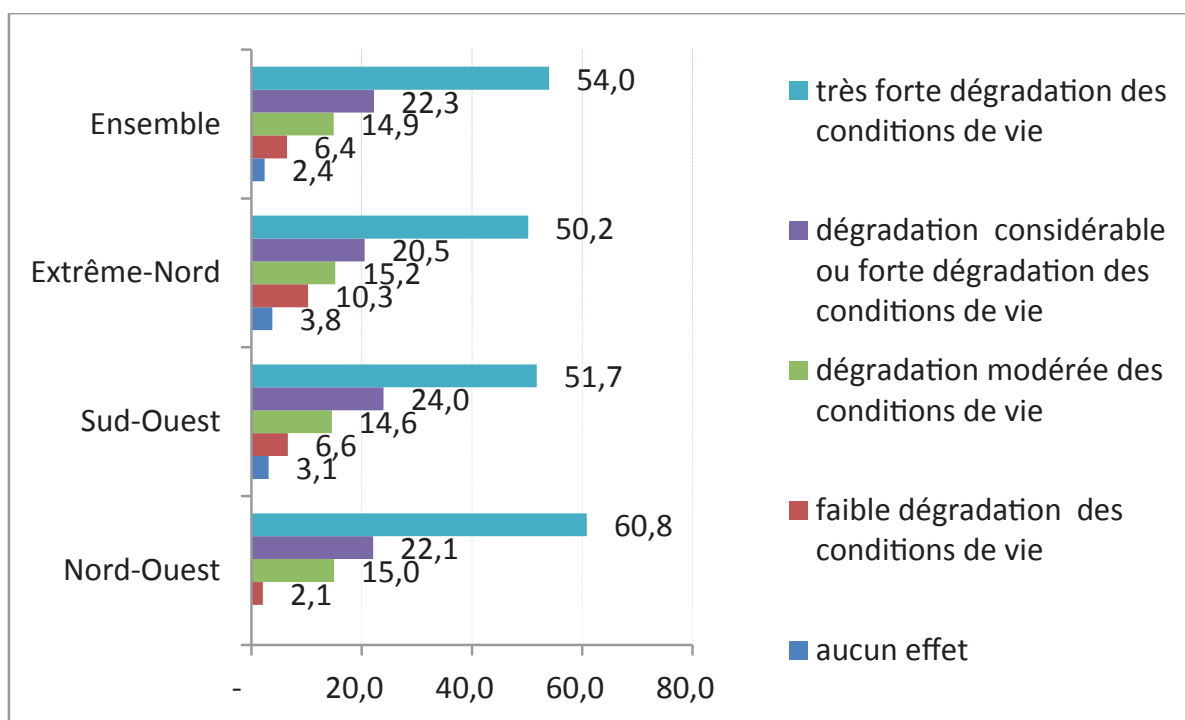
Graphique 31 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes vivant avec une déficience (%)



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Sous l'angle régional, le classement par ordre décroissant des scores de dégradation forte ou très forte des conditions de vie de cette cible s'établit comme suit : Nord-Ouest 83%, Sud-Ouest 76% et Extrême-Nord 71%.

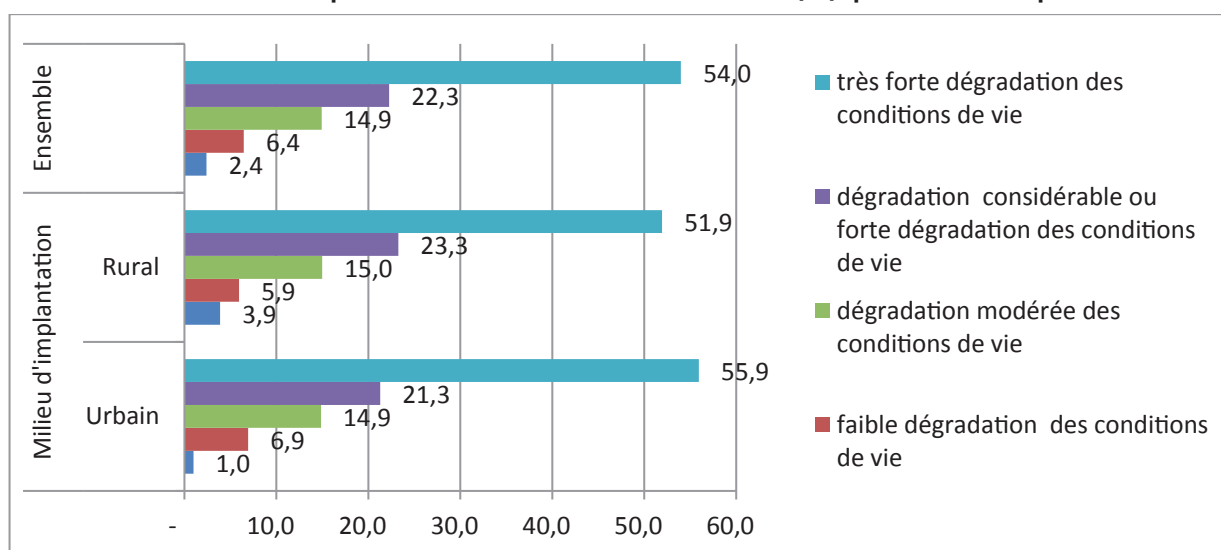
Graphique 32 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes vivant avec une déficience (%), par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Les personnes présentant une déficience, du milieu urbain, apparaissent avoir connu un peu plus de désagréments que celles du milieu rural, dans le contexte de la crise sécuritaire.

Graphique 33 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des personnes vivant avec une déficience (%), par milieu d'implantation

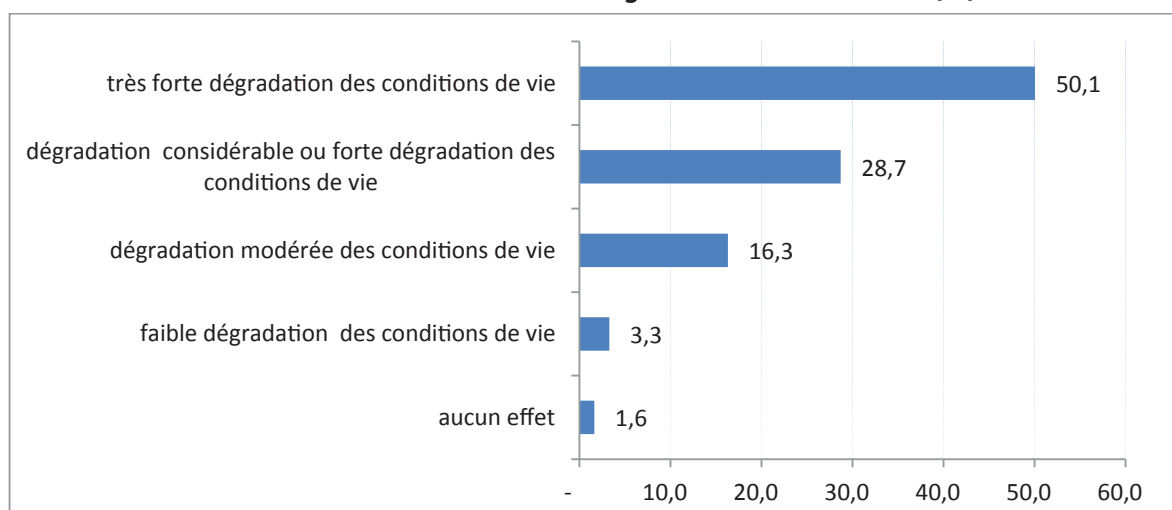


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

3.3.7. Cas des ouvriers de l'agriculture et des artisans

Dans l'ensemble, près de quatre cinquièmes (78,8%) des ouvriers de l'agriculture et des artisans ont vu leurs conditions de vie fortement dégradées ou très fortement dégradées avec l'apparition et la persistance du conflit. Ceci n'est pas surprenant lorsqu'on sait que ce domaine d'activités regorge habituellement une forte proportion d'emplois vulnérables et parfois précaires. Il reste à regarder si ce constat présente des nuances au sein des régions et entre la ville et les villages ou campagnes.

Graphique 34 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des ouvriers de l'agriculture et des artisans (%),

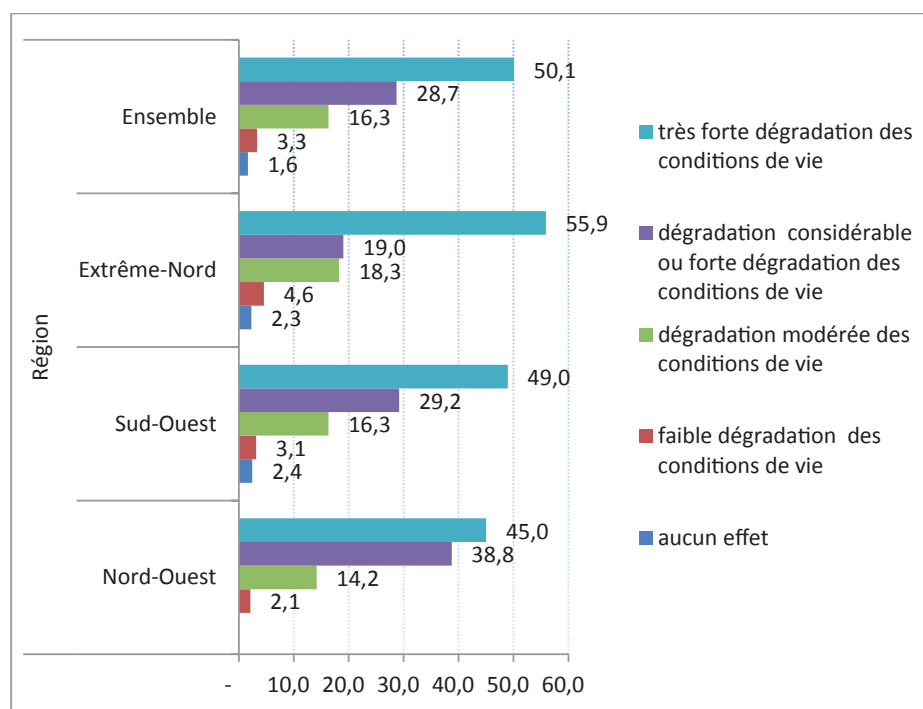


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Du point de vue des régions, on note que, même si les difficultés des agriculteurs et artisans semblent plus sévères à l'Extrême-Nord où près de 56% des organisations évoquent une dégradation très forte des conditions de vie, l'étendue des problèmes apparus avec le conflit est plus importante au Nord-Ouest avec près de 84% des avis qui signalent une dégradation forte ou très forte des dites conditions. Tout comme dans ces deux régions, les peines au moins fortement

subies de cette catégorie sociale restent préoccupantes dans le Sud-Ouest, dans la mesure où elles sont signalées par près de quatre organisations sur cinq.

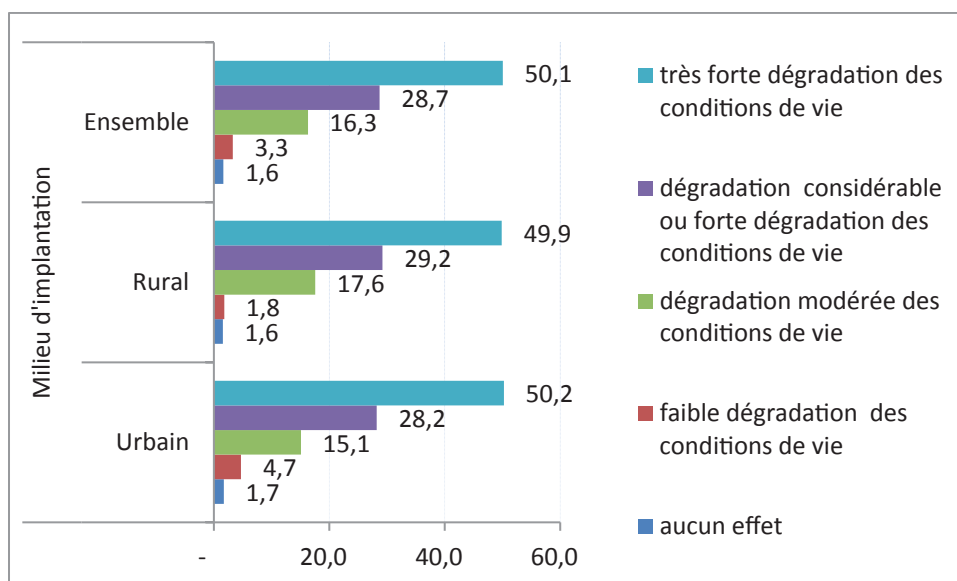
Graphique 35 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des ouvriers de l'agriculture et des artisans (%), par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Les profils des réponses selon le milieu d'implantation des répondants ne ressort pas de différence notable entre l'urbain et le rural.

Graphique 36 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des ouvriers de l'agriculture et des artisans (%), par milieu

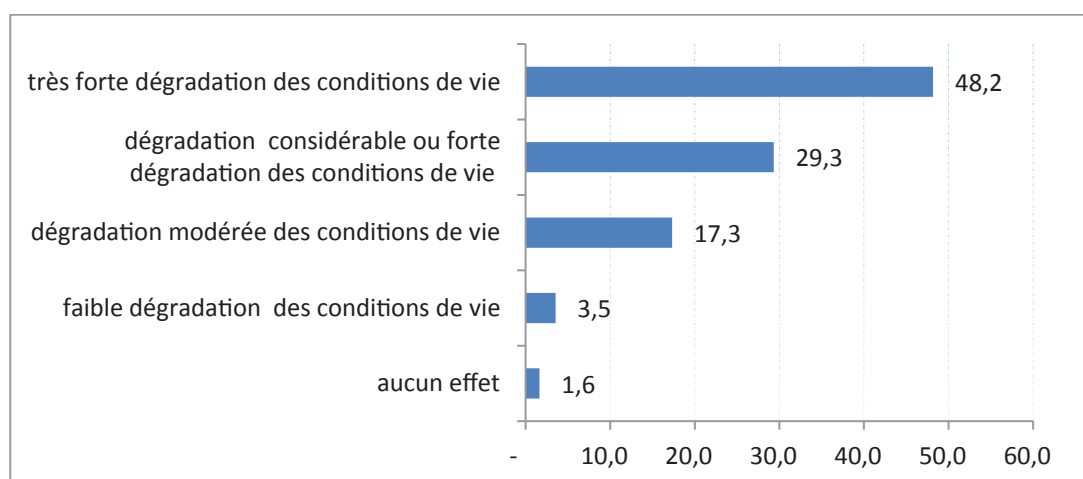


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

3.3.8. Cas des petits commerçants et travailleurs de l'économie informelle

Tout comme pour d'autres groupes cibles de la vulnérabilité, le degré des problèmes occasionnés par le conflit dans la vie des petits commerçants et travailleurs de l'économie informelle, reste élevé au sens où près de 80% des répondants mentionnent une dégradation des conditions de vie de forte à très forte. De même que pour les ouvriers et artisans, les petits commerçants et travailleurs de l'économie informelle sont pour la plupart confinés dans les emplois vulnérables et même précaires, ce qui explique leur forte sensibilité à l'apparition des chocs tels les conflits.

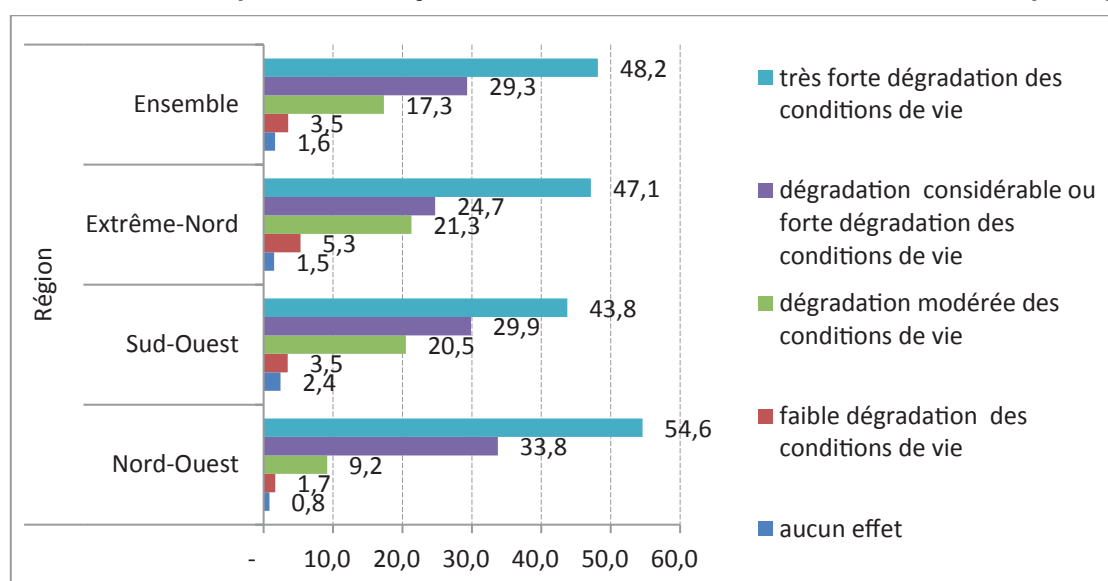
Graphique 37 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des petits commerçants et travailleurs de l'économie informelle (%)



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

La recherche d'éventuelles disparités régionales permet de noter qu'avec plus de 88% d'avis en faveur d'une dégradation de forte à très forte pour la catégorie sociale considérée, la région du Nord-Ouest apparaît bien plus sinistrée que les deux autres où cet indicateur varie entre 71% et 74%.

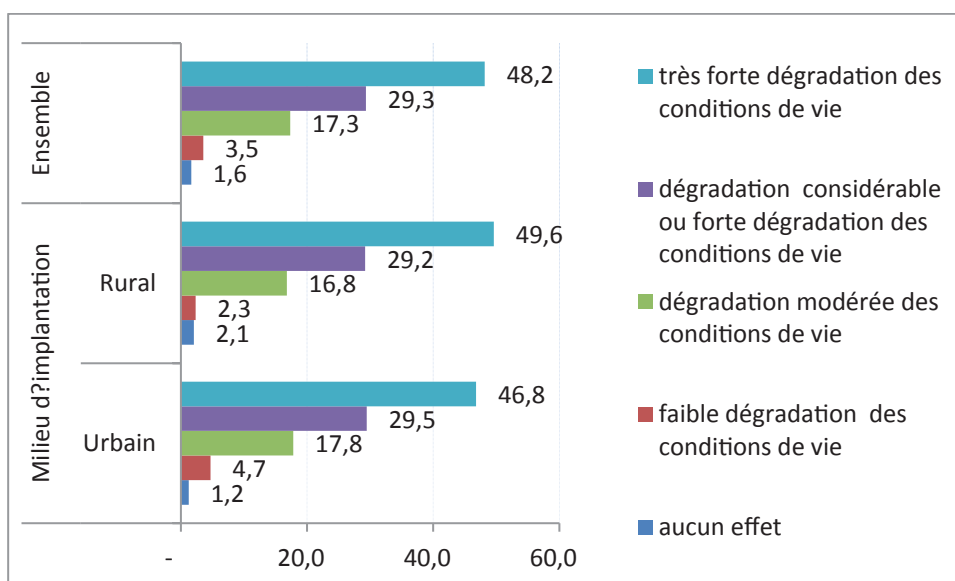
Graphique 38 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des petits commerçants et travailleurs de l'économie informelle (%), par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Les désagréments du conflit subis en milieu rural apparaissent légèrement plus importants que ceux du milieu urbain pour la catégorie sociale des petits commerçants et travailleurs de l'économie informelle.

Graphique 39 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des ravages du conflit sur les conditions de vie des petits commerçants et travailleurs de l'économie informelle (%), par milieu



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Conclusion du chapitre 3

Le décryptage des avis des entités répondantes a effectivement permis de disposer des idées sur ce qui pourrait tenir lieu de réservoir, sources et manifestations du conflit en ce qui concerne la vulnérabilité. Ainsi, en dehors des jeunes pour lesquels les avis des répondants apparaissent légèrement nuancés, l'on a obtenu un quasi plébiscite indiquant le caractère vulnérable des catégories sociales proposées.

Par ailleurs, l'on dénombre une demi-douzaine de circonstances qui émergent comme ayant une influence patente sur la survenue et la persistance de la vulnérabilité constatée.

Il s'agit par ordre d'importance :

- du dysfonctionnement des services sociaux ;
- de la restriction de la circulation des biens ;
- des exactions des groupes armés,
- de la restriction de la circulation des personnes ;
- de la perturbation des activités de production ; et,
- du dysfonctionnement des services de sécurité ou de la justice.

Sur le plan géographique, la région du Nord-Ouest se présente clairement comme celle où, du fait du conflit, la très forte dégradation des conditions de vie des personnes vulnérables est la plus fréquemment mentionnée, tandis que la localisation en ville ou en campagne, n'apporte pas une différenciation sur les désagréments subis.

Enfin, les enfants, les femmes ou les filles ainsi que les personnes vivant avec un handicap émergent distinctement comme ceux des groupes où l'ampleur des difficultés survenues à l'occasion du conflit est la plus marquée.

CHAPITRE 4 : LES IMPLICATIONS À FORTE VULNÉRABILITÉ DU CONFLIT À L'EXTRÊME-NORD ET DANS LE NOSO

Introduction

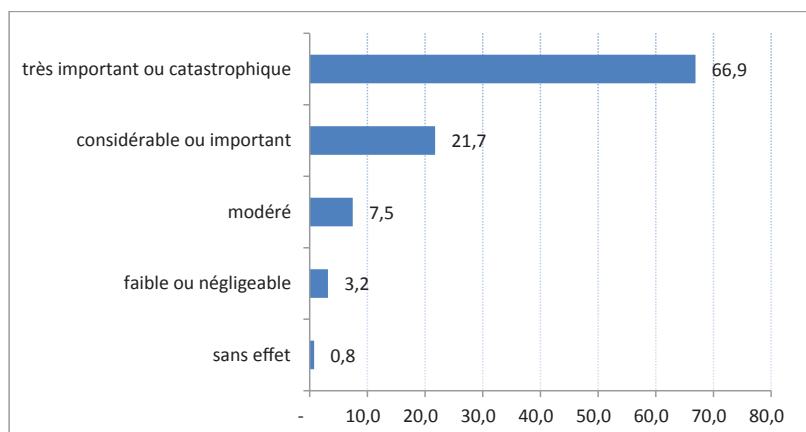
Dans ce chapitre, il sera question de passer en revue un certain nombre de besoins vitaux des populations, afin d'évaluer dans quelle mesure l'apparition et la persistance du conflit constituent une entrave à leur accessibilité, spécialement pour les groupes vulnérables. La base de cette évaluation demeure les avis exprimés par les organisations interviewées. Soulignons que celles-ci ont donné leur jugement sur l'ampleur de l'effet du conflit, en se positionnant sur une échelle allant de 1= « sans effet » à 5 = « effet très important ou catastrophique ». Pour réaliser cette ambition, près d'une dizaine de commodités sont passées au peigne fin, afin de situer sur les ravages éventuels dans les différentes régions considérées, tout en appréciant aussi l'influence éventuelle du milieu de localisation (urbain rural) sur ces désagréments. De façon précise, il s'est agi d'explorer successivement :

- les services sociaux de base (santé, éducation, assainissement, etc.) ;
- les besoins de première nécessité (alimentation, eau potable, énergie, logement, habillement, etc.) ;
- les autres besoins courants (transport, circulation de l'information, télécommunication, pratique religieuse, loisir, etc.)
- les emplois et les activités génératrices de revenus ;
- la sécurité ;
- le respect des autres droits fondamentaux des humains (liberté d'expression, liberté d'association, etc.) ;
- le système de protection et de sécurité sociale (mutuelle sociale et autres mode de mutualisation des risques sociaux) ;
- les droits et la santé sexuels et reproductifs (viol, mutilation génitale, mariage forcé/précoce, grossesse non désirée, VBG, IST/MST, etc.).

4.1. Services sociaux de base (santé, éducation, assainissement, etc.)

Près de 90% des avis exprimés mentionnent des ravages considérables et même catastrophiques subis par les groupes vulnérables pour ce qui est de l'accès aux services sociaux de base. L'importance de ce chiffre ne devrait pas surprendre quand on sait à quel point le conflit a désorganisé l'accès à l'école, aux soins de santé et autres services rendus à la communauté dans les zones touchées, si l'on s'en tient aux échos des médias et autres rapports antérieurement publiés sur ces crises. Dans la suite, il va falloir examiner à quel point ce constat d'ensemble masque d'éventuelles disparités au niveau des régions, du milieu de vie ou si les avis exprimés dépendent des centres d'intérêt des organisations répondantes.

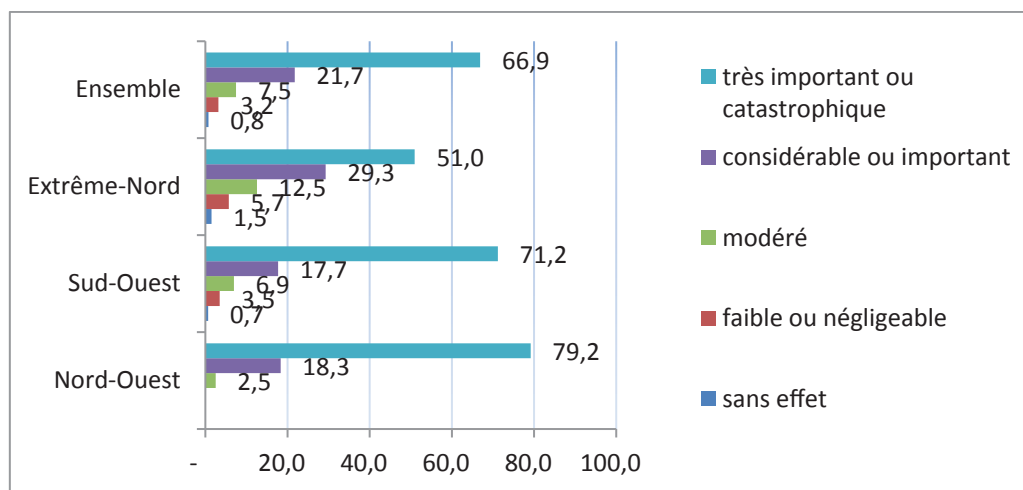
Graphique 40 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit dans les services sociaux de base (éducation, santé, assainissement, etc.) sur les groupes vulnérables (%)



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Sur le plan régional, il ressort que les difficultés rencontrées par les groupes vulnérables en matière d'éducation, de santé et d'assainissement sont de loin très répandues dans le Nord-Ouest avec plus de 97% d'avis signalant qu'elles sont importantes ou très importantes. Le Sud-Ouest et l'Extrême-Nord ne sont pas du reste avec plus de 88% et 80% des avis respectivement. Nul doute que les mots d'ordre de désobéissance civile avec à la clé des actes de violence à l'encontre des contrevenants ont particulièrement contribué à aggraver la situation dans le NOSO qu'à l'Extrême-Nord.

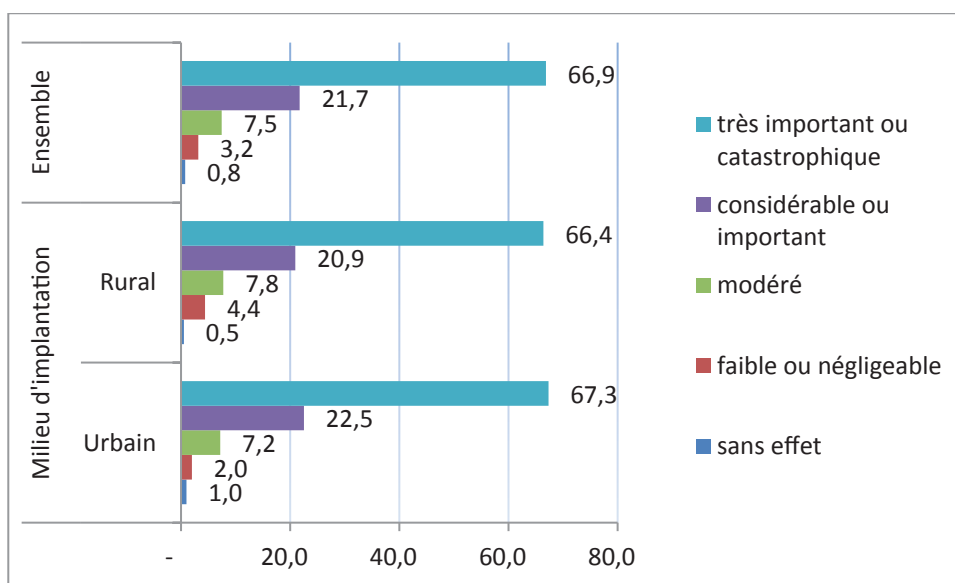
Graphique 41 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit dans les services sociaux de base (éducation, santé, assainissement, etc.) sur les groupes vulnérables (%), par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Sur le plan du milieu d'implantation des répondants, il ressort que les services sociaux de base ont été pareillement perturbés en milieu urbain et en milieu rural.

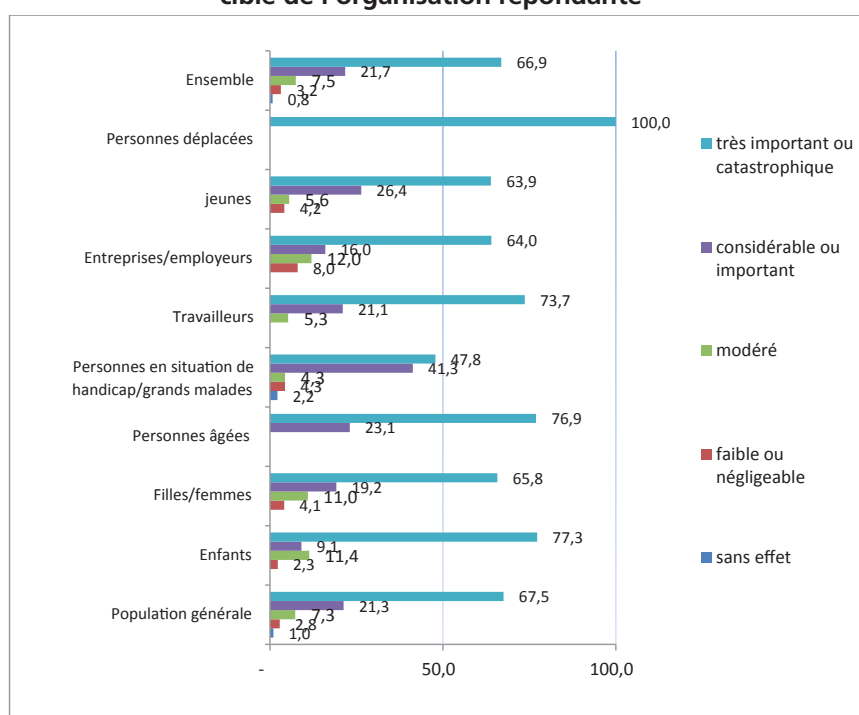
Graphique 42 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit dans les services sociaux de base (éducation, santé, assainissement, etc.) sur les groupes vulnérables (%), par milieu



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Le champ d'intervention de l'organisation pourrait lui donner un privilège sur sa capacité à analyser l'un ou l'autre domaine concerné. À ce propos, l'analyse révèle que les organisations s'occupant des personnes déplacées, des travailleurs, des personnes âgées ou des enfants sont celles où la dégradation catastrophique des services sociaux est la plus fréquemment signalée (plus de 70% des avis). Cependant, on note dans l'ensemble que les difficultés rencontrées par les groupes vulnérables pour accéder auxdits services sont unanimement constatées par la quasi-totalité des parties prenantes, indépendamment de leur champ d'intervention.

Graphique 43 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit dans les services sociaux de base (éducation, santé, assainissement, etc.) sur les groupes vulnérables (%), par cible de l'organisation répondante

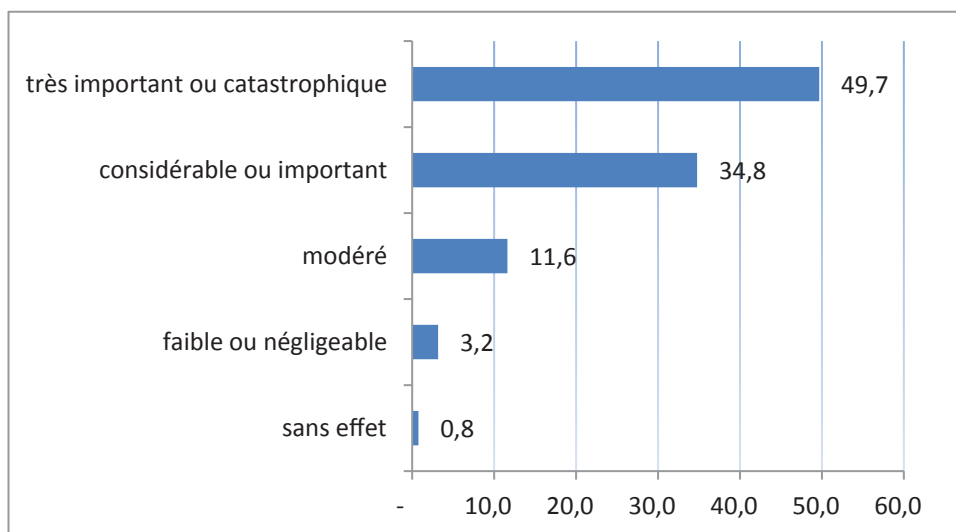


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

4.2. Besoins de première nécessité (alimentation, eau potable, énergie, logement, habillement, etc.)

Dans l'ensemble, environ dix-sept répondants sur vingt ont déclaré avoir observé des difficultés considérables ou catastrophiques de satisfaction des besoins de première nécessité du fait de la crise sécuritaire. Il y a tout lieu de penser que les blocages à la conduite des AGR et la restriction de la circulation imposée par le conflit expliquent en grande partie cette situation. Les particularités régionales, du milieu de vie et l'orientation des interventions des organisations pourraient aussi avoir une influence sur l'assouvissement desdits besoins.

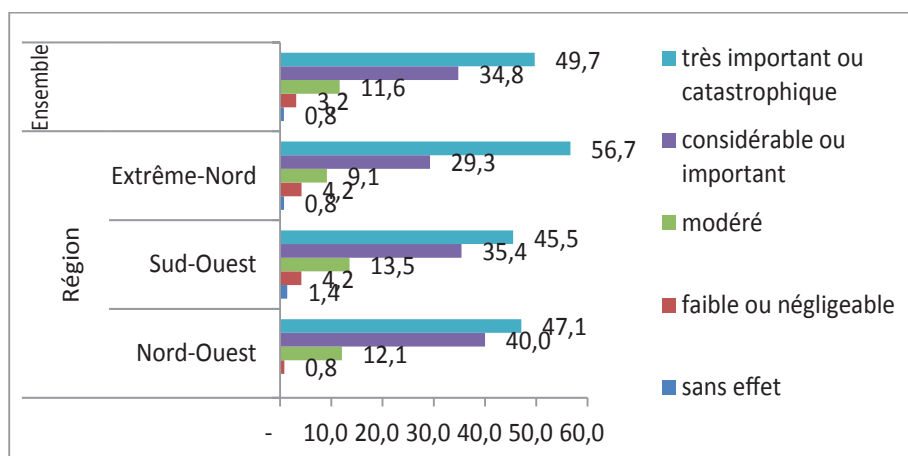
Graphique 44 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit dans l'accès aux besoins de première nécessité par les groupes vulnérables (%)



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Le détail de la situation des régions fait apparaître qu'avec l'avènement de la crise, la survie au quotidien des populations vulnérables, est devenue relativement plus difficile dans l'Extrême-Nord que dans les deux régions du NOSO. Cette région déjà très fragile (la plus pauvre du pays) a sûrement vu sa situation se dégrader rapidement avec la survenue de la crise, les premiers touchés étant les groupes vulnérables.

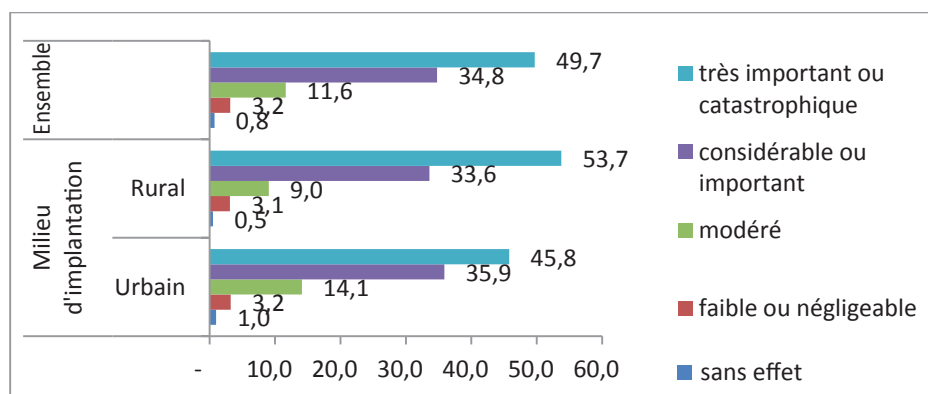
Graphique 45 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit dans l'accès aux besoins de première nécessité par les groupes vulnérables (%), par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Au niveau des deux milieux de vie, on note que les groupes vulnérables du milieu rural ont davantage subi le contrecoup du conflit que ceux du milieu urbain. Il est reconnu que le taux de pauvreté est plus élevé en milieu rural, ce qui limite la capacité de résilience aux chocs, des groupes vulnérables qui y résident.

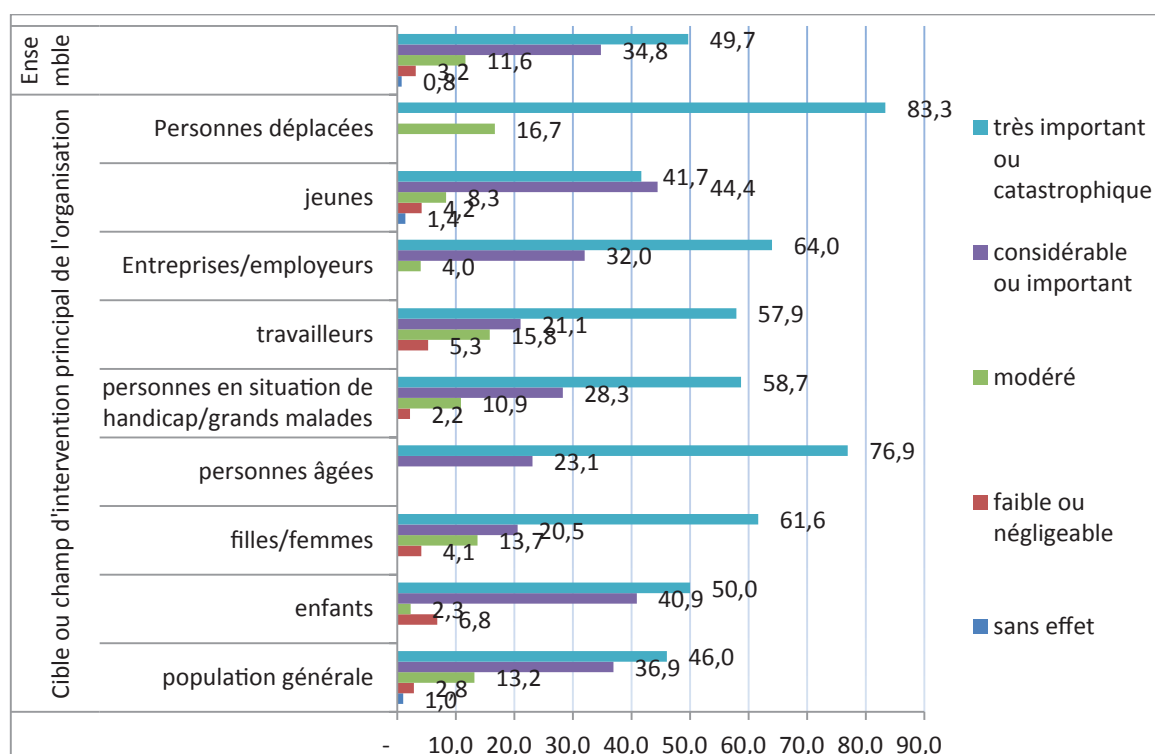
Graphique 46 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit dans l'accès aux besoins de première nécessité par les groupes vulnérables (%), par milieu



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

L'accès aux besoins de base est très fréquemment pointé du doigt par la quasi-totalité des organisations, mais quelques-unes sont relativement nombreuses à estimer que sur ce plan, la crise a rendu la situation catastrophique : il s'agit de celles ciblant surtout les personnes déplacées, les personnes âgées, les entreprises ou les femmes / filles où la proportion d'avis y dédiés dépasse les 60%. Les organisations disposent vraisemblablement des meilleures informations sur la vie des cibles qui constituent leurs centres d'intérêt.

Graphique 47 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit dans l'accès aux besoins de première nécessité par les groupes vulnérables (%), par cible de l'organisation

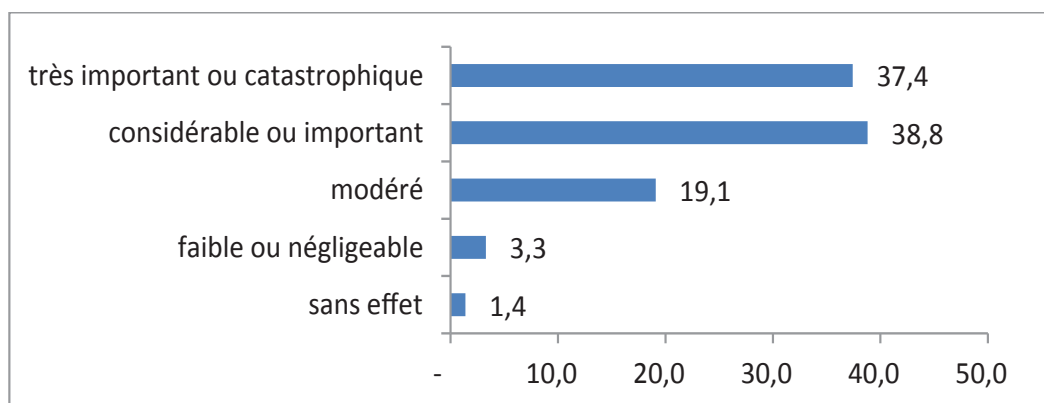


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

4.3. Autres besoins courants (transports, circulation de l'information, télécommunication, pratique religieuse, loisir, etc.)

Plus de trois quarts des organisations interrogées estiment qu'avec la survenue du conflit, la satisfaction des besoins courants s'est considérablement ou catastrophiquement durcie pour les groupes vulnérables. L'importance de ce chiffre confirme plus ou moins les échos livrés par d'autres sources qui ont fait état des contraintes vécues dans les zones de conflit telles la coupure d'internet, l'émergence des contrôles routiers clandestins ou abusifs, l'incendie et les massacres dans les lieux de cultes et biens d'autres, qui ont cours et ont contribué à priver les populations en général et les groupes vulnérables en particulier de la pleine accessibilité à ces commodités.

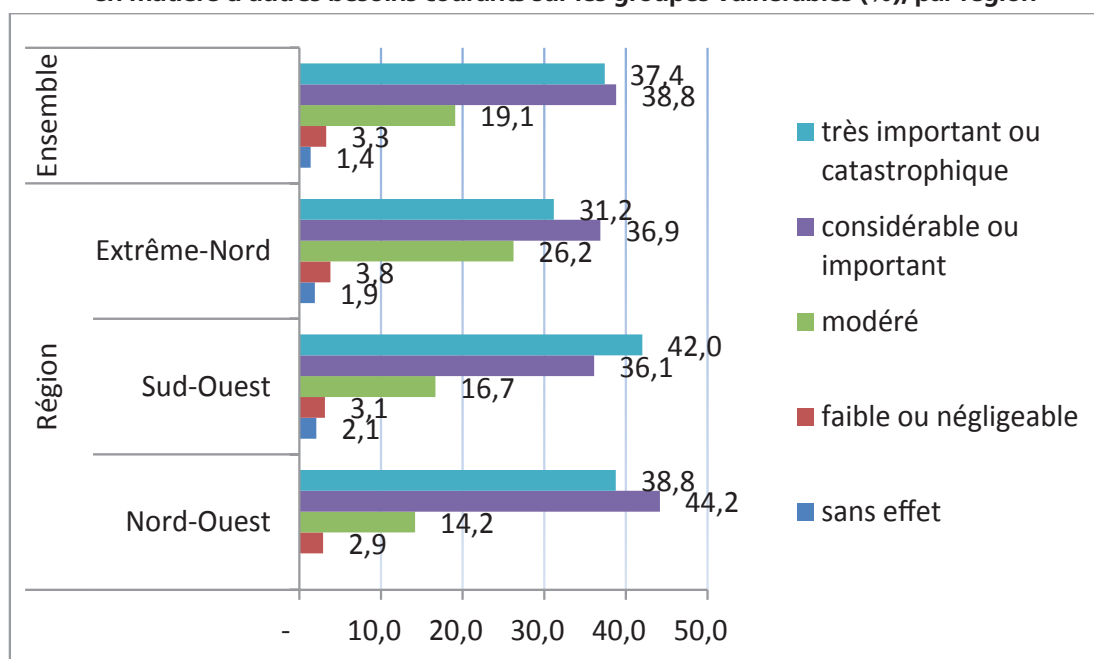
Graphique 48 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière d'autres besoins courants sur les groupes vulnérables (%),



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Sur le plan régional, il émerge que l'étendue des désagréments est plus importante au Nord-Ouest tandis que leur profondeur est plus marquée au Sud-Ouest. Tout comme au NOSO, la région de l'Extrême-Nord reste considérablement marquée par ces difficultés.

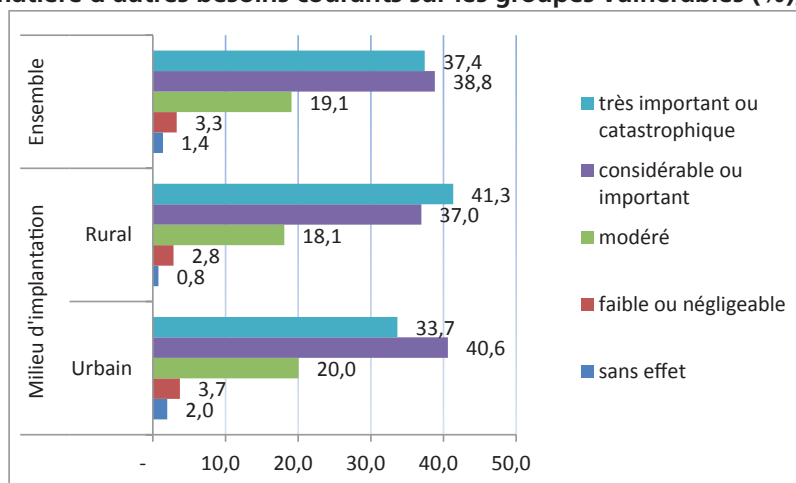
Graphique 49 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière d'autres besoins courants sur les groupes vulnérables (%), par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Comme on pouvait le prévoir, les difficultés dans ces domaines ont été plus accentuées en milieu rural qu'en milieu urbain probablement à cause de la faiblesse des offres de services et de la limitation des possibilités de substitution disponibles.

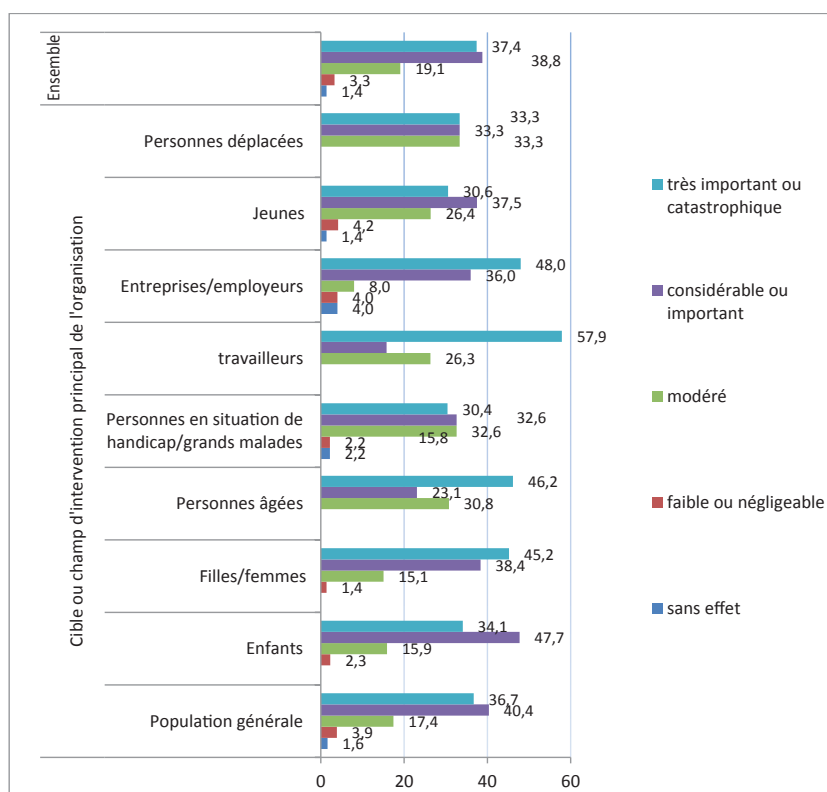
Graphique 50 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière d'autres besoins courants sur les groupes vulnérables (%), par milieu



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

En considérant les cibles des intervenants, les organisations donnant le jugement le plus sévère sont celles ciblant les groupes tels les employeurs, les travailleurs, les personnes âgées et dans une certaine mesure les femmes et filles, avec dans chacun des cas plus de 45% des avis signalant un effet catastrophique de la crise sur l'accès aux services concernés sur les groupes vulnérables. Force est de noter que ces cibles sont de grands utilisateurs des services visés.

Graphique 51: Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière d'autres besoins courants sur les groupes vulnérables (%), par cible

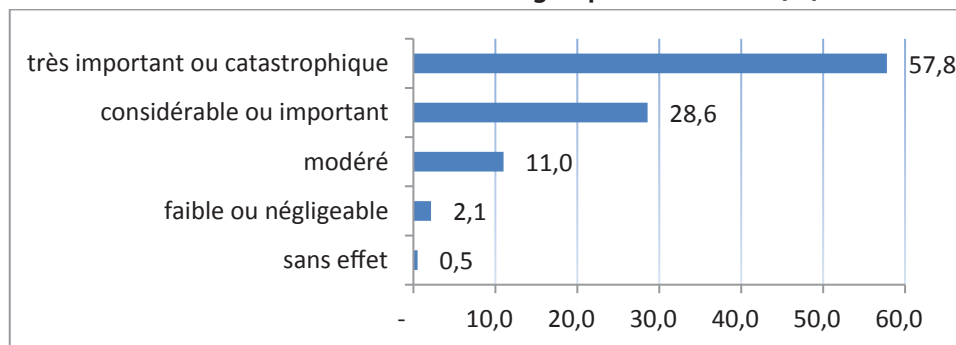


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

4.4. Emplois et activités génératrices de revenus

Plus de 85% des organisations interrogées estiment que la survenue du conflit a considérablement ou catastrophiquement perturbé les AGR des groupes vulnérables. L'attention peut aussi être retenue par l'ampleur des avis catastrophistes qui approchent les 60%. En réalité les AGR sont un maillon d'une chaîne qui ne peut fonctionner efficacement que si les autres maillons forts sont actifs. Ainsi, comme vu plus haut, lorsque les déplacements, la communication et les activités commerciales sont compromis, les AGR ne peuvent entretenir leur dynamisme habituel.

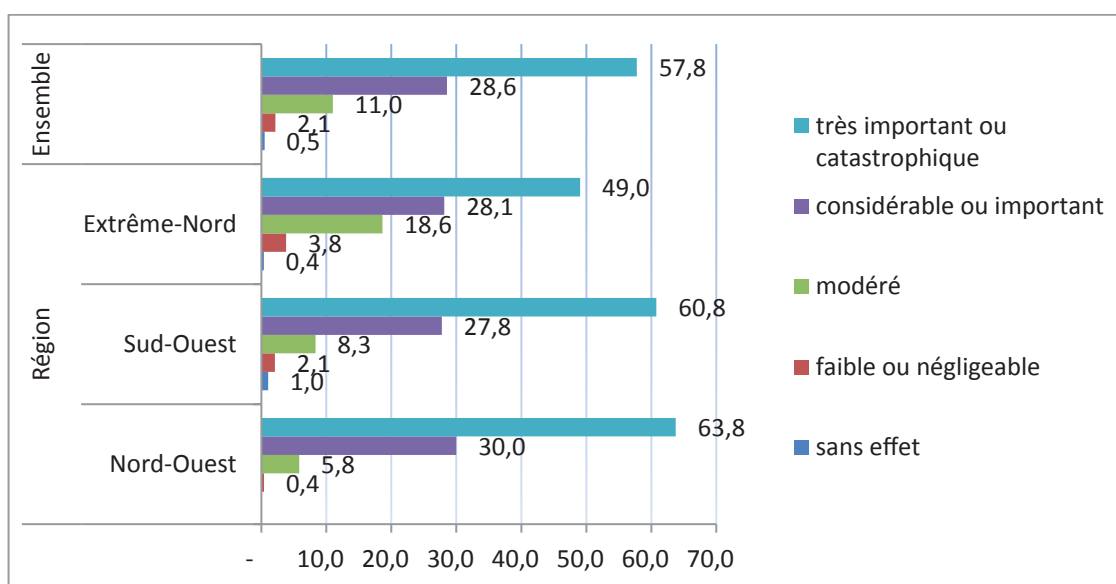
Graphique 52 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière d'AGR sur les groupes vulnérables (%)



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Au plan régional, il ressort que le conflit a davantage compromis les activités économiques dans le NOSO que dans la région de l'Extrême Nord. Nul doute que les mots d'ordre de ville morte et autres destruction/incendie des unités de production y sont pour beaucoup. Les constats ici faits sont en concordance avec les précédentes analyses, notamment celles du GICAM sur l'impact du conflit dans le NOSO, car un désagrément de portée générale ne peut épargner les groupes vulnérables.

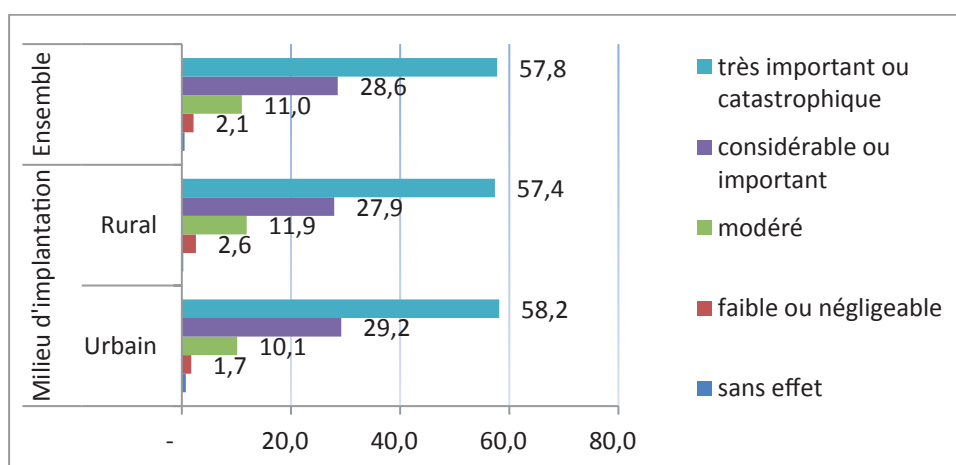
Graphique 53 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière d'AGR sur les groupes vulnérables (%), par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

L'ampleur de la perturbation des AGR est presque la même aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

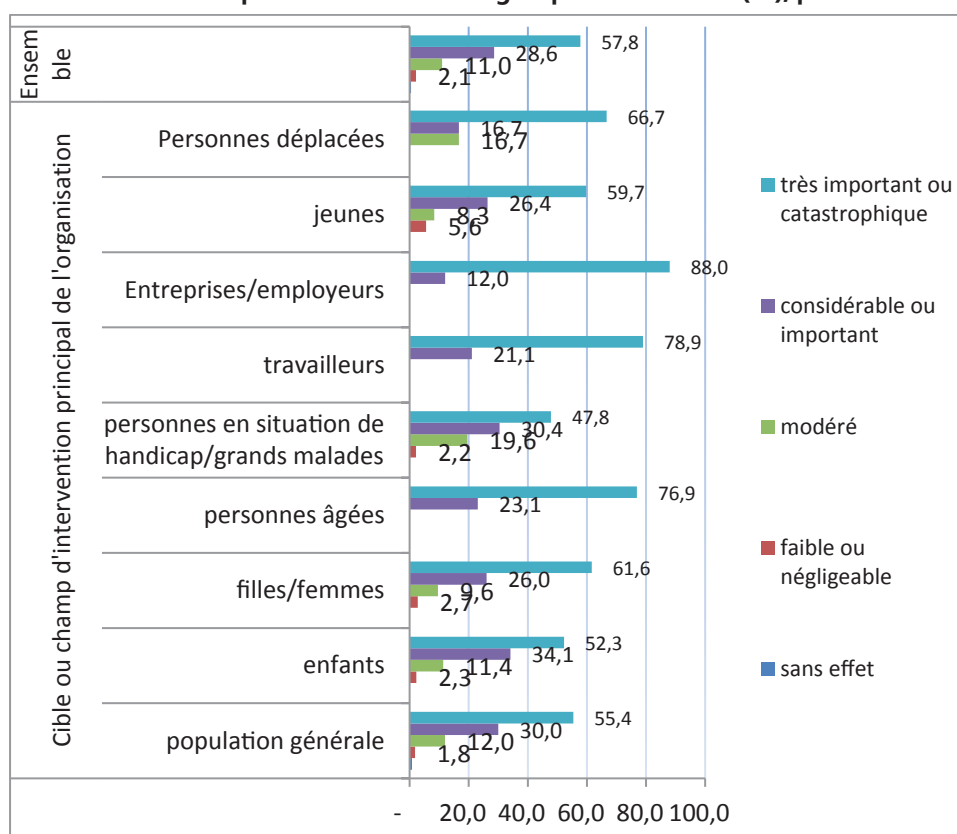
Graphique 54 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière d'AGR sur les groupes vulnérables (%), par milieu



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

En toute vraisemblance, les organisations ciblant les entreprises, les travailleurs et les personnes âgées, émergent comme celles ayant le plus de ressentiments relatifs aux effets néfastes du conflit sur les AGR des groupes vulnérables, avec pour chacune plus de trois quarts des avis signalant des conséquences catastrophiques.

Graphique 55 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière d'emplois et d'AGR sur les groupes vulnérables (%), par milieu

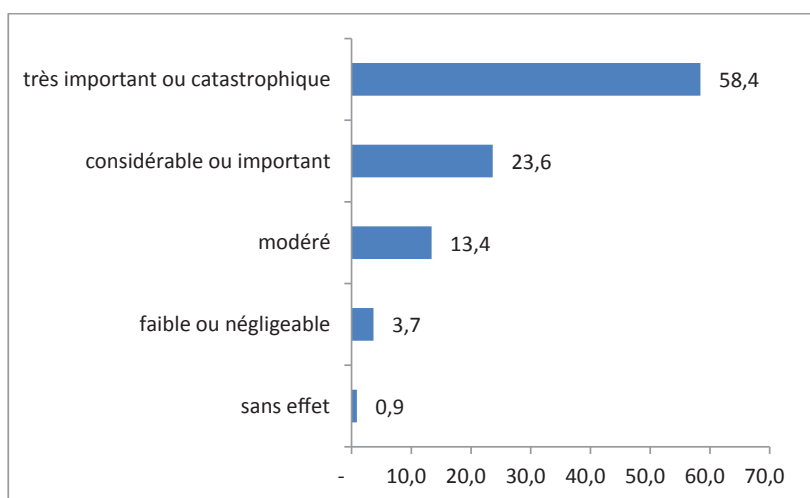


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

4.5. Sécurité

Près de trois organisations répondantes sur cinq estiment que les conditions de sécurité des groupes vulnérables sont devenues catastrophiques du fait de l'apparition et de la persistance du conflit dans leurs zones d'intervention. Le score des avis se situe même à quatre répondants sur cinq lorsqu'on élargit à ceux qui évoquent une sécurité considérablement dégradée. Ces données ne devraient pas beaucoup surprendre au vu des échos et autres témoignages habituellement relayés sur les ravages du conflit. Il serait aussi intéressant de regarder si cette situation d'ensemble masque d'éventuelles disparités, notamment spatiales ou selon les centres d'intérêt des répondants.

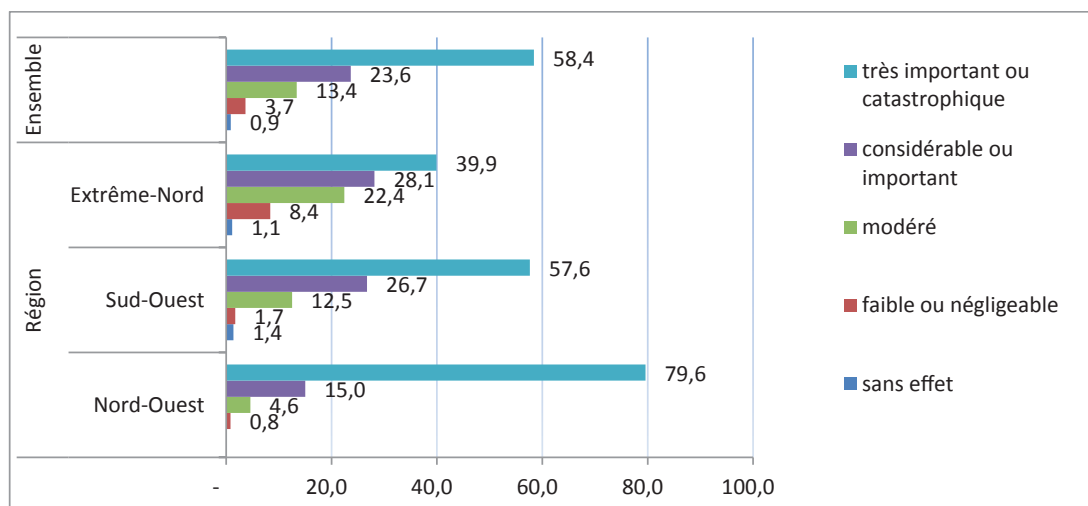
Graphique 56 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de sécurité sur les groupes vulnérables (%)



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Sous l'angle des régions, il est patent de noter des profils nettement différents d'une région à l'autre. Ainsi, le Nord-Ouest, avec près de 80% des avis témoignant d'une situation sécuritaire devenue catastrophique émerge de loin comme la région la plus affectée. Cet indicateur est de l'ordre de 58% dans le Sud-Ouest et limité à 40% dans l'Extrême-Nord.

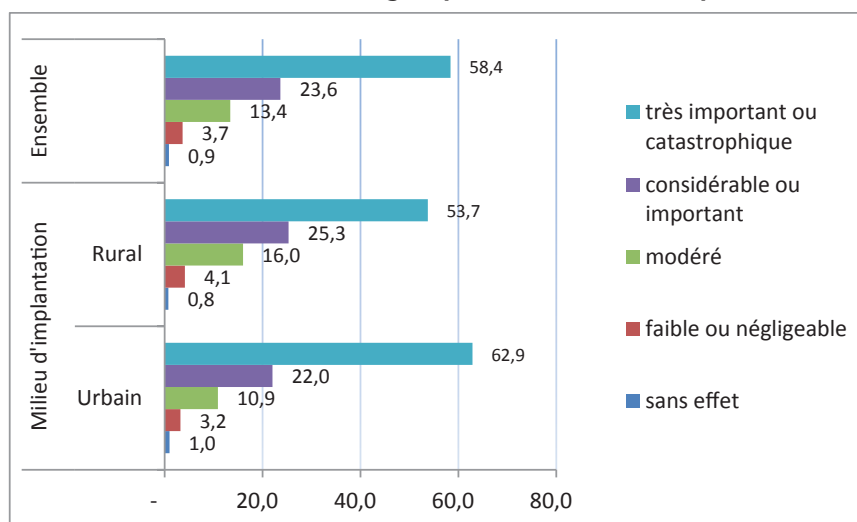
Graphique 57 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de sécurité sur les groupes vulnérables (%), par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Comparant le milieu urbain au milieu rural, il apparaît que l'étendue des problèmes de sécurité est plus marquée dans les agglomérations que dans les villages vraisemblablement du fait que les centres d'intérêt et autres objets de convoitise des protagonistes sont plus manifestes en ville qu'en campagne.

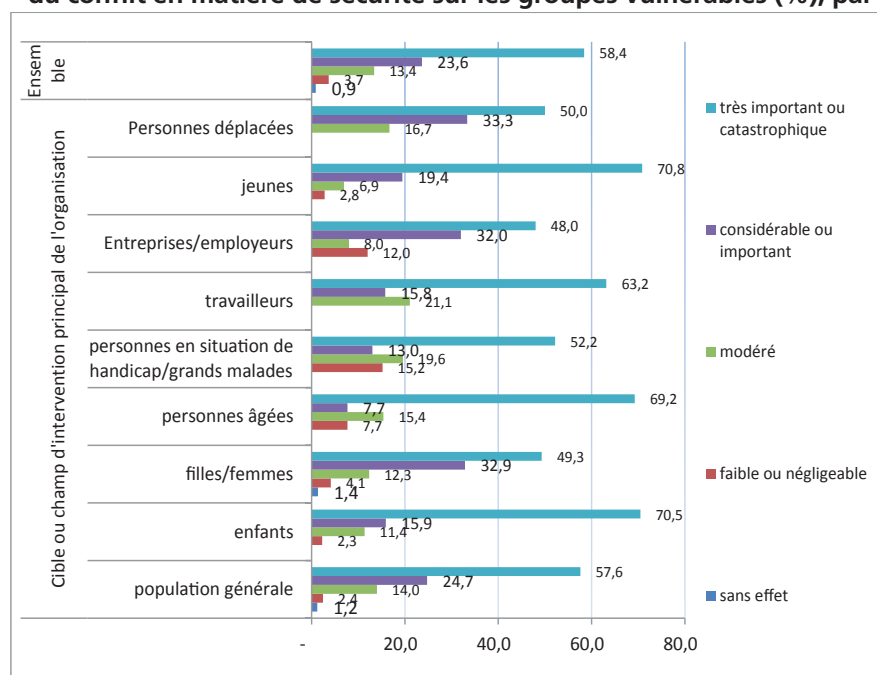
Graphique 58 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de sécurité sur les groupes vulnérables (%), par milieu



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Avec environ sept cas sur dix qui évoquent des conditions de sécurité devenues désastreuses du fait de la survenue de la crise, les organisations les plus alarmistes sont celles ciblant dans leurs interventions les jeunes, les enfants ou encore les personnes âgées. En réalité, alors que les jeunes sont souvent enlevés et enrôlés de force ou endoctrinés par des groupes combattants, les enfants et les personnes âgées restent très faibles et incapables de se défendre, de s'échapper et de se protéger en contexte de conflit armé.

Graphique 59 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de sécurité sur les groupes vulnérables (%), par milieu

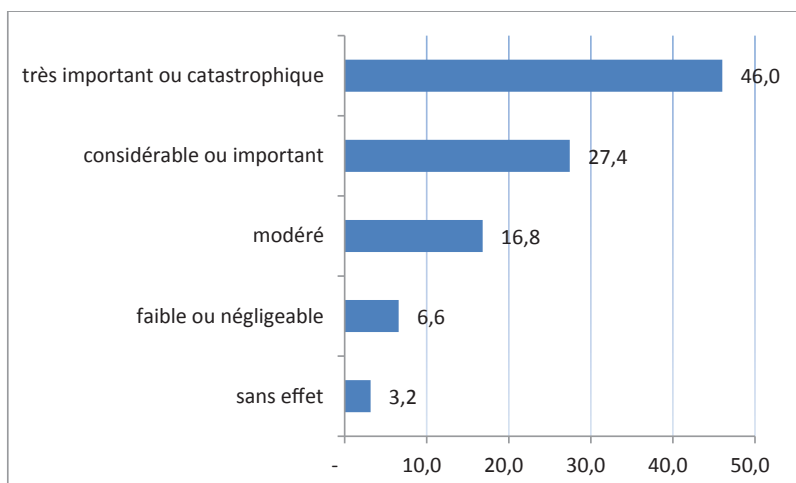


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

4.6. Respect des autres droits fondamentaux des humains (liberté d'expression, liberté d'association, etc.)

Le conflit a impacté la liberté d'expression et d'association dans les régions touchées, pour plus de sept répondants sur dix. L'importance de ce chiffre montre à quel point il a pu être difficile aux personnes vulnérables de faire face aux diverses entraves à l'exercice de ces libertés dans le contexte du conflit. Des manœuvres d'intimidation sont souvent utilisées par les acteurs au conflit pour masquer la réalité ou orienter le contenu des informations à leur guise.

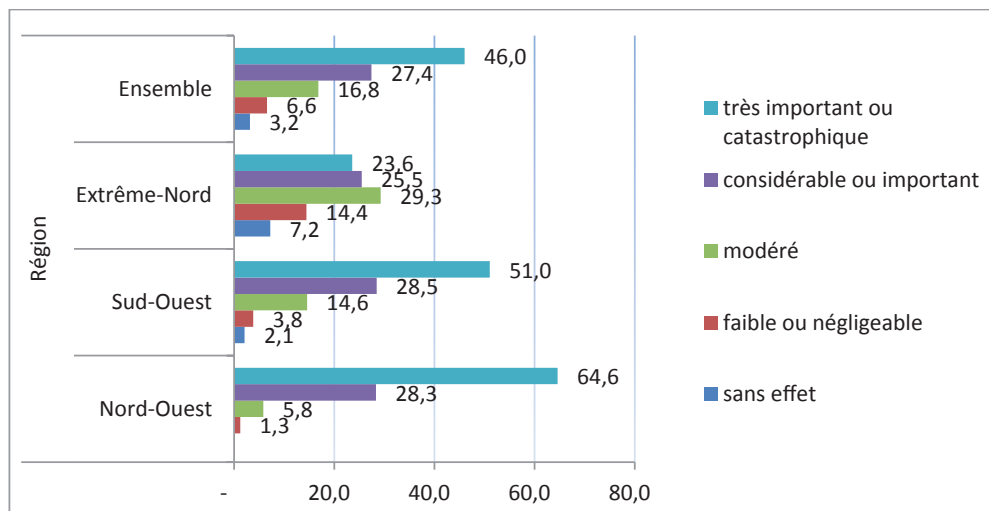
Graphique 60 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de sécurité sur les groupes vulnérables (%)



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Sur le plan régional, la région ayant le plus pâti du conflit pour les autres droits fondamentaux reste de loin le Nord-Ouest avec plus de 90% d'avis dénonçant un recul considérable à catastrophique desdits droits. Le Sud-Ouest a été également très concerné avec près de 80% de tels avis tandis que la situation est atténuée à l'Extrême-Nord où ce score approche les 50%. En réalité, les entraves à ces libertés auront été nettement plus marquées dans le conflit du NOSO que dans celui relatif à Boko Haram.

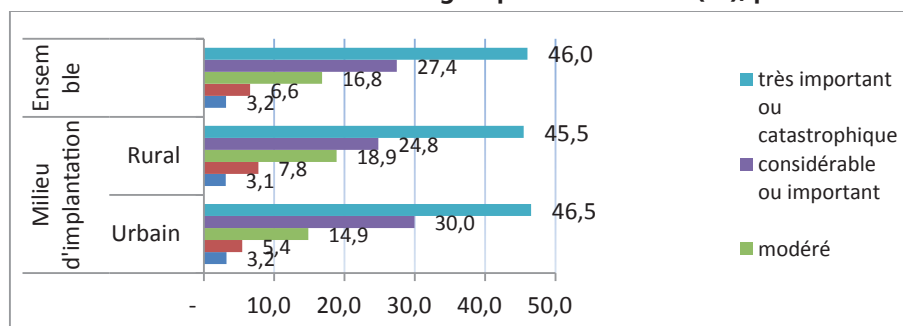
Graphique 61 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de sécurité sur les groupes vulnérables (%), par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Comme dans la plupart des domaines d'intérêt étudiés, les obstructions à la liberté auront été plus accentuées et manifestes en milieu urbain qu'en milieu rural, vraisemblablement du fait de la concentration de la population et des enjeux en ville qu'en campagne.

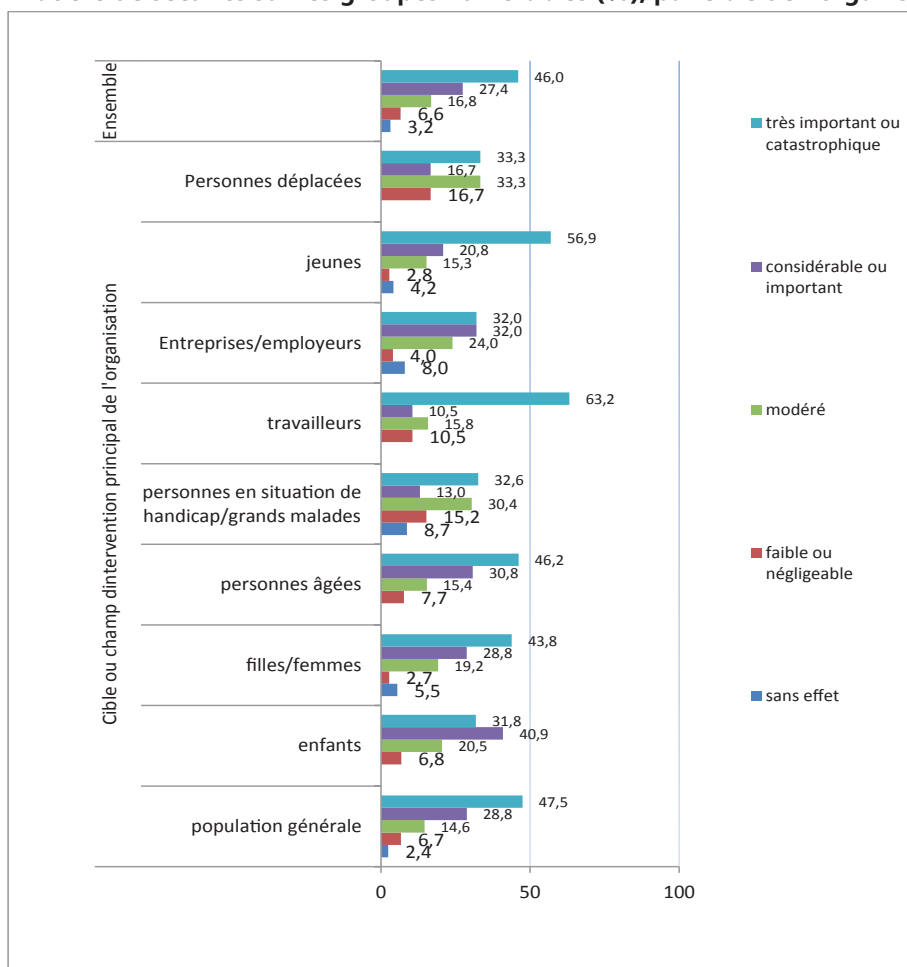
Graphique 62 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de sécurité sur les groupes vulnérables (%), par milieu



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Deux types d'organisations se dégagent nettement comme celles ayant le plus constaté la dégradation des libertés du fait du conflit, à savoir celles s'occupant des jeunes et celles s'occupant des travailleurs, pour lesquelles le caractère catastrophique de la situation des libertés est relevé par plus de 55% des avis. On voit là à quel point le conflit a provoqué la déstructuration des réseaux de communication et de concertation, notamment pour les jeunes et les travailleurs.

Graphique 63 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de sécurité sur les groupes vulnérables (%), par cible de l'organisation

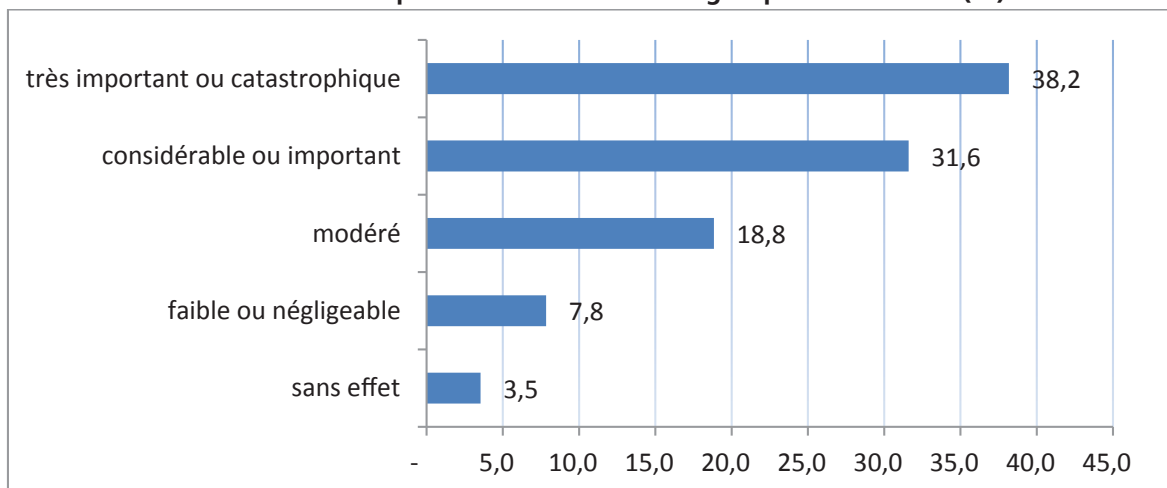


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

4.7. Système de protection sociale (mutuelle et autres modes de mutualisation des risques)

Pour plus de 70% des répondants, les systèmes de protection sociale ont été au moins considérablement perturbés par l'avènement du conflit. Ce constat vient rejoindre celui fait plus haut sur la liberté d'association, car les associations sont très souvent le cadre d'exercice de la mutualisation des risques.

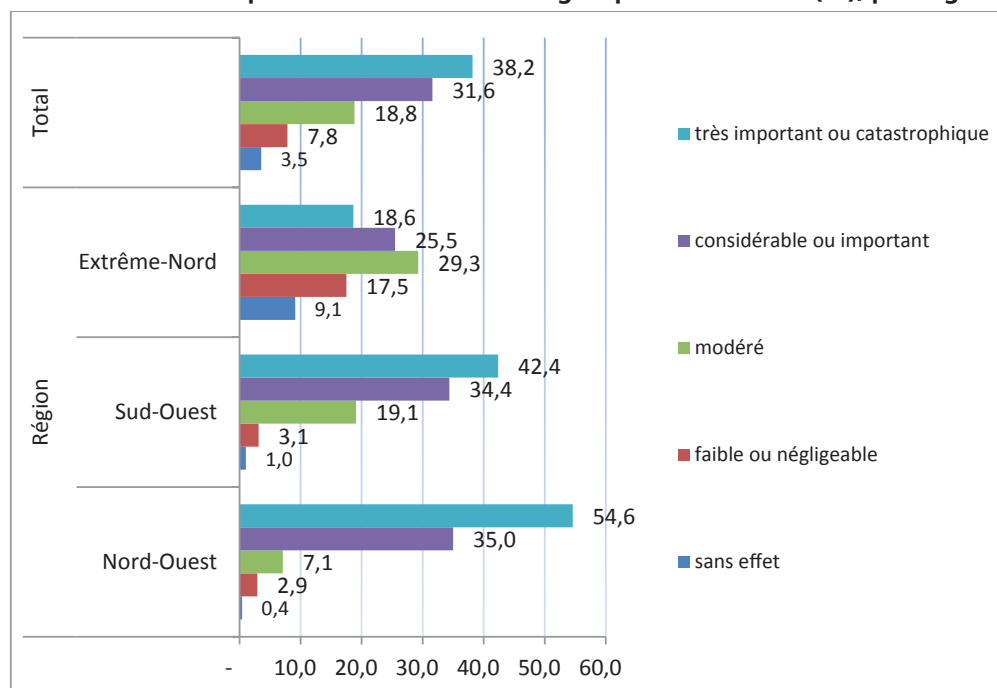
Graphique 64 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de protection sociale sur les groupes vulnérables (%)



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

La situation d'ensemble présentée plus haut masque de fortes disparités observables au niveau des régions. Ainsi, on note que le Nord-Ouest émerge de loin comme la région où les réseaux mutualistes ont été le plus perturbés par le conflit avec près de 90% des avis dénonçant un désagrément de considérable à catastrophique. Cet indicateur reste aussi élevé dans le Sud-Ouest où il dépasse 75%, tandis qu'il reste en dessous de 45% dans l'Extrême-Nord.

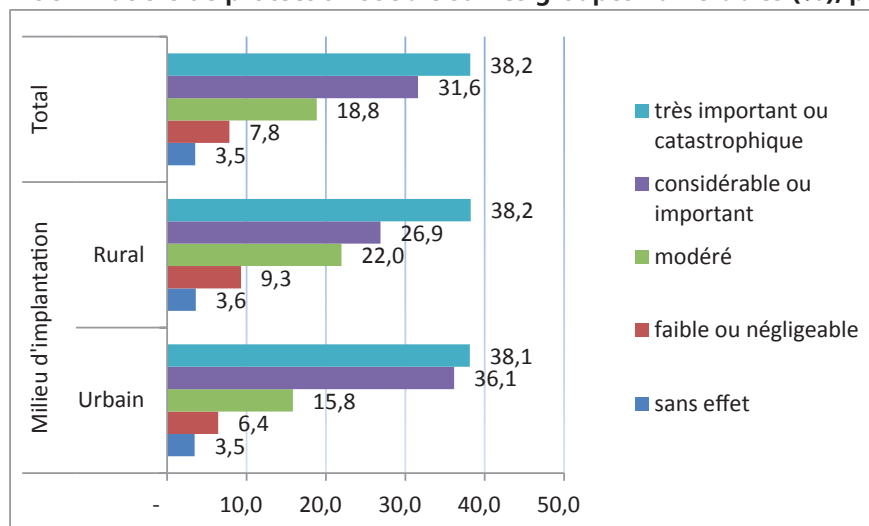
Graphique 65 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de protection sociale sur les groupes vulnérables (%), par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Sur la base des avis des organisations enquêtées, les réseaux mutualistes ont davantage subi les conséquences néfastes du conflit en milieu urbain qu'en milieu rural. En général, les ravages du conflit sont plus marqués en milieu urbain.

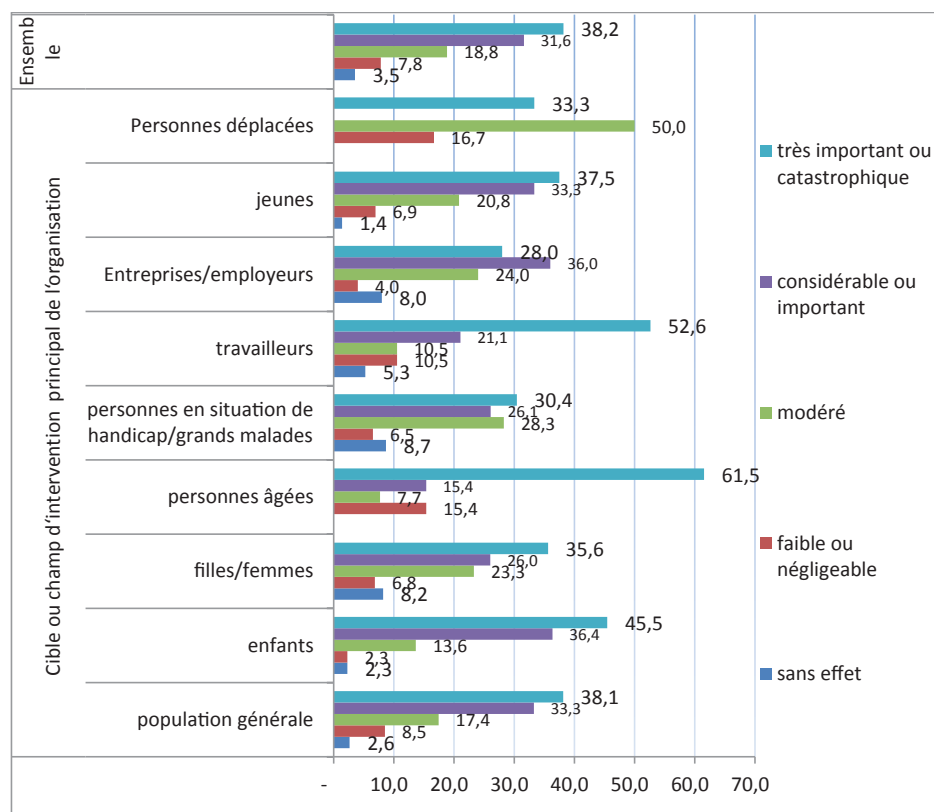
Graphique 66 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de protection sociale sur les groupes vulnérables (%), par milieu



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Avec plus de 50% d'avis relatant une détérioration catastrophique des dispositifs de protection sociale, les OSC ciblant les travailleurs et les personnes âgées apparaissent les plus alarmistes sur les dérives occasionnées par le conflit. Ces deux cibles sont assez représentatives des groupes sociaux où les pratiques mutualistes sont près fréquentes.

Graphique 67 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de protection sociale sur les groupes vulnérables (%), par cible

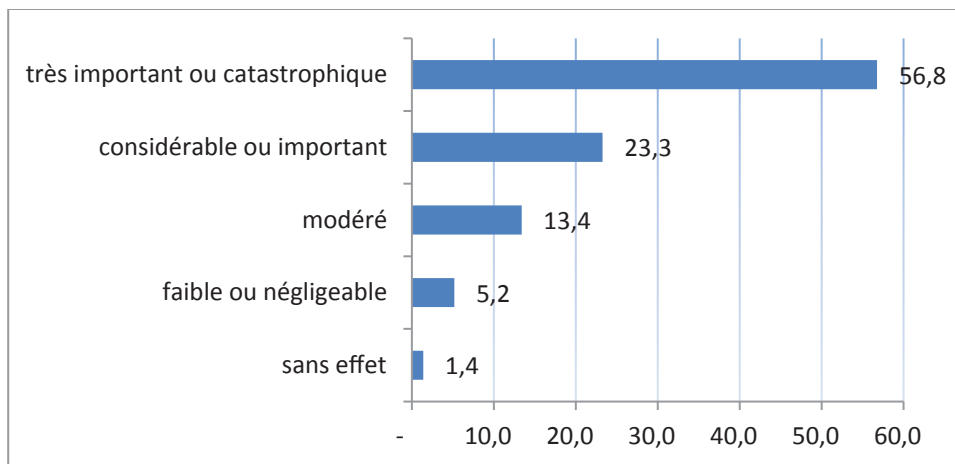


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

4.8. Droits et santé sexuels et reproductifs

Les conflits ont souvent débouché sur des dérives dont les plus marquées concernent les violences et autres abus basés sur le genre. Dans le cadre de l'étude, plus de 80% des avis dénoncent un recul de considérable à catastrophique des droits et de la santé sexuels et reproductifs consubstantiels au conflit. Ce chiffre bien élevé ne surprend pas beaucoup si l'on se réfère aux échos et autres publications déjà connus sur les crises étudiées. Il reste à voir si les différentes régions et les milieux de vie connaissent les sorts semblables.

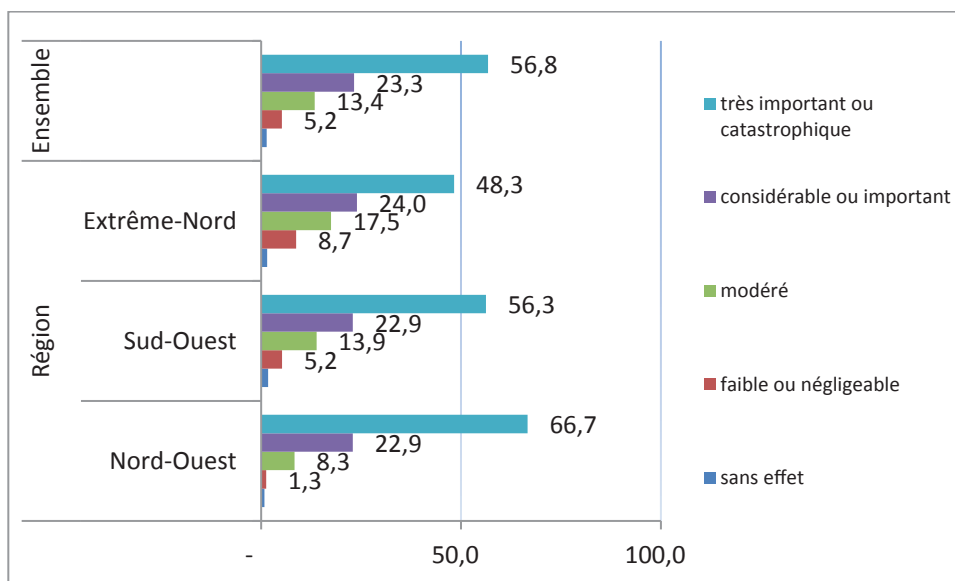
Graphique 68 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de droits et santé sexuels et reproductifs sur les groupes vulnérables (%)



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Les avis des OSC sur les abus en matière de droits sexuels et reproductifs sont les plus négatifs pour le Nord-Ouest, avec près de 90% des avis de considérables à catastrophiques. La situation apparaît aussi assez préoccupante dans le Sud-Ouest avec près de 80% des tels avis tandis que dans l'Extrême-Nord on se limite à 72% de ces avis.

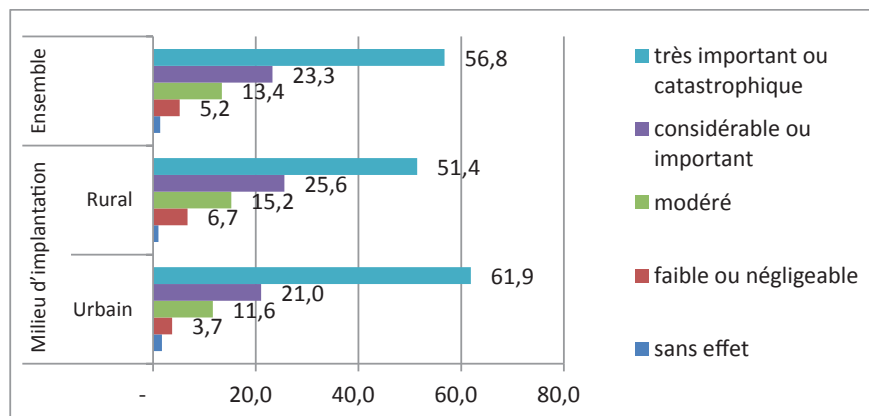
Graphique 69 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de droits et santé sexuels et reproductifs sur les groupes vulnérables (%), par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Par rapport au milieu d'implantation des structures interrogées, les abus basés sur le genre apparaissent plus marqués en milieu urbain (83% d'avis dénonciateurs) qu'en milieu rural (77% d'avis dénonciateurs).

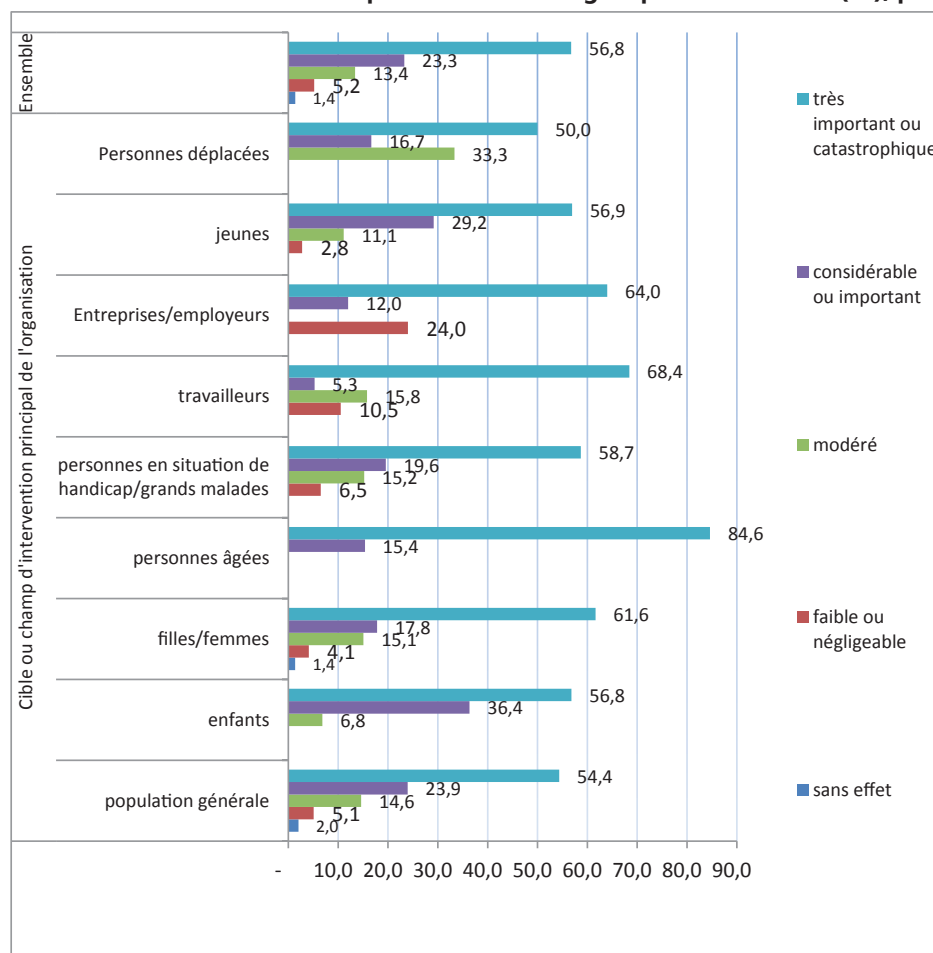
Graphique 70 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de droits et santé sexuels et reproductifs sur les groupes vulnérables (%), par milieu



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Avec plus de trois cas sur cinq dénonçant des abus catastrophiques, les organisations les plus critiques sur les excès liés au genre regroupent celles ayant les cibles telles les personnes âgées, les employeurs, les travailleurs, les femmes et filles.

Graphique 71 : Répartition des répondants selon l'ampleur déclarée des conséquences du conflit en matière de droits et santé sexuels et reproductifs sur les groupes vulnérables (%), par cible.



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Il est notable de constater que la quasi-totalité des acteurs dénoncent dans une grande proportion une résurgence des infractions à caractère sexuel survenant à l'occasion du conflit.

Conclusion du chapitre 4

L'évaluation des effets du conflit sur les groupes vulnérables s'est réalisée par l'appréciation de l'accessibilité aux différentes commodités.

Un des constats qui se dégage révèle que les services sociaux de base, les biens de première nécessité, les autres besoins courants et les AGR à l'instar des commodités ayant présenté le plus de perturbations pour leur accessibilité, avec plus de quatre cinquième des répondants évoquant des effets du conflit considérable à catastrophiques sur lesdites commodités.

Le Nord-Ouest reste partout champion de la désolation, sauf pour ce qui est des biens de première nécessité où elle cède cette mauvaise réputation à l'Extrême-nord.

Dans bon nombre de cas, le ressentiment est pareillement présent en milieu urbain qu'en milieu rural, même si les besoins de première nécessité (alimentation, eau potable, énergie, logement, habillement, etc.) et les autres besoins courants (transport, circulation de l'information, télécommunication, pratique religieuse, loisir, etc.) sont devenus plus difficiles d'accès en milieu rural qu'en milieu urbain. Contrairement à la sécurité et aux droits et la santé sexuels et reproductifs (viol, mutilation génitale, mariage forcé/précoce, grossesse non désirée, VBG, IST/MST, etc.) dont la dégradation a été révélée plus drastiquement en ville qu'en campagne.

En définitive, l'occasion du conflit aura considérablement consacré la restriction de l'accès des groupes vulnérables aux commodités concernées en ce sens que, dans chacun des cas, plus de sept avis sur dix relèvent des effets néfastes considérables, voire catastrophiques.

CHAPITRE 5 : TYPOLOGIE ET ÉVALUATION DES BESOINS DES PERSONNES VULNÉRABLES EN SITUATION DE CONFLIT

Introduction

Ce chapitre vise à apprécier la consistance des besoins d'urgence des personnes vulnérables tout en évaluant les effectifs des personnes pour lesquelles une aide d'urgence s'avère cruciale en contexte de conflit. Pour apprécier les besoins des groupes vulnérables, une douzaine de commodités allant de « l'alimentation », la « paix et à la cohésion sociale » ont été explicitement ciblées pour être explorées. Le but étant d'appréhender l'expression des besoins constatés au sein des différents groupes vulnérables. Il sera ici question d'une part, de voir comment les besoins se répartissent ou s'expriment, ainsi que les approches de réponses déployées par les organisations, et d'autre part, l'ampleur des besoins à travers l'estimation de l'effectif des personnes jugées nécessiteuses. Les analyses faites ici sont basées sur les déclarations des structures interrogées. Il convient de préciser qu'au regard de la volatilité des déclarations et considérant que les variables s'apparentent à une distribution de revenus, les quantiles et, spécialement la médiane est privilégiée comme caractéristique d'intérêt, étant donné qu'elle est moins sensible aux valeurs aberrantes que la moyenne qui est le plus souvent utilisée. Ainsi, le chapitre analyse successivement :

- le domaine d'expression des besoins et la réponse aux besoins fournis par les organisations des groupes vulnérables ;
- les besoins d'aide d'urgence au sein des groupes vulnérables.

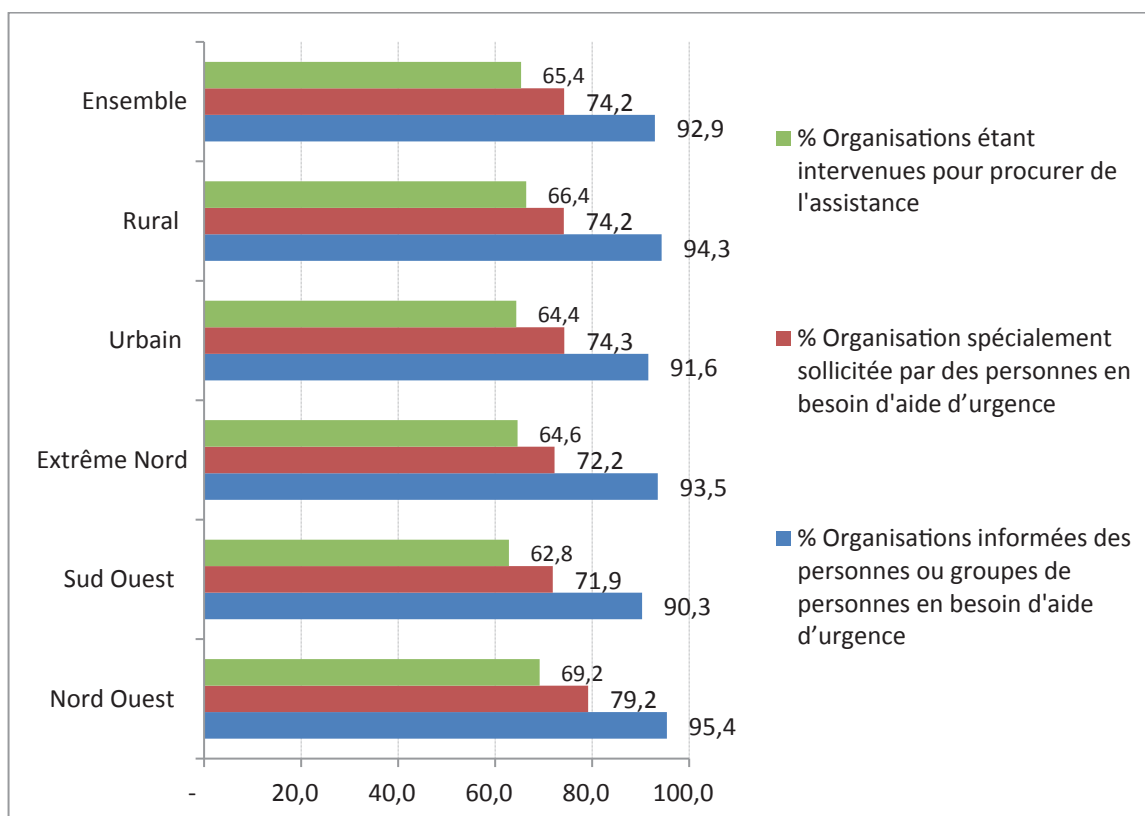
5.1. Domaine d'expression et réponse aux besoins des groupes vulnérables

L'objectif ici est d'explorer pour chaque bien ou service considéré, dans quelle mesure les organisations répondantes ont eu accès à l'information sur le bien ou service en manque dans les groupes vulnérables et à quel point (évaluation financière) les organisations ont participé à solutionner la sollicitation ainsi exprimée.

5.1.1. Alimentation

L'alimentation est habituellement l'un des besoins les plus cruciaux auxquels les humains sont confrontés, étant donné qu'on ne peut vivre sans manger. Ainsi, il ressort que ce besoin a été au centre de l'information et de la communication sur l'assistance à apporter au nécessiteux. Dans l'ensemble des régions en crise sécuritaire, plus de neuf organisations sur dix ont été au courant des besoins d'aide alimentaire avec à l'appui environ trois d'entre elles sur quatre qui ont été spécialement saisies pour ladite préoccupation. Par ailleurs, près de deux tiers des organisations reconnaissent s'être investies pour fournir une aide alimentaire aux personnes en besoins. Au niveau des régions, le problème semble s'être posé avec plus de gravité au Nord-Ouest que dans les deux autres régions où l'ampleur des récriminations est assez similaire. Le passage du milieu urbain au milieu rural ne marquait aucune variation sensible sur l'étendue des plaintes.

Graphique 72 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour l'aide en alimentation



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Pour ce qui est des interventions opérées par les organisations pour soulager les difficultés d'accès aux ressources alimentaires, l'on a été de loin plus généreux dans le NOSO que dans l'Extrême Nord. En effet, la moitié des bienfaiteurs ont fait des dons d'une valeur d'au moins 400 000 FCFA dans le Nord-Ouest et de 500 000 FCFA dans le Sud-Ouest tandis que cette donnée s'est limitée 200 000 F CFA dans l'Extrême-Nord. Dans le même ordre d'idées, on note que les donateurs ont été plus larges en milieu urbain qu'en milieu rural. Tout compte fait, les tendances observées en matière d'interventions au titre d'aide alimentaire paraissent en adéquation avec le niveau de pauvreté révélé par d'autres études socioéconomiques menées par ailleurs dans le pays.

Tableau 6 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin d'alimentation

Zone d'implantation de l'organisation	nombre de donateur	Estimation de la valeur totale de l'assistance fournie par l'organisation au titre d'aide d'urgence (montant en FCFA)					
		Minimum	premier quartile	Médiane	Moyenne	troisième quartile	Maximum
Nord-Ouest	150	10 000	140 000	400 000	4 342 511	1 600 000	90 000 000
Sud-Ouest	164	5 000	110 000	500 000	4 023 982	2 000 000	99 000 000
Extrême-Nord	170	2 000	50 000	200 000	2 590 562	1 000 000	96 000 000
Urbain	236	5 000	100 000	455 000	4 692 331	200 0000	99 000 000
Rural	248	2 000	7 5000	300 000	2 598 045	1 000 000	85 000 000
Ensemble	484	2 000	9 8500	300 000	3 619 225	1 200 000	99 000 000

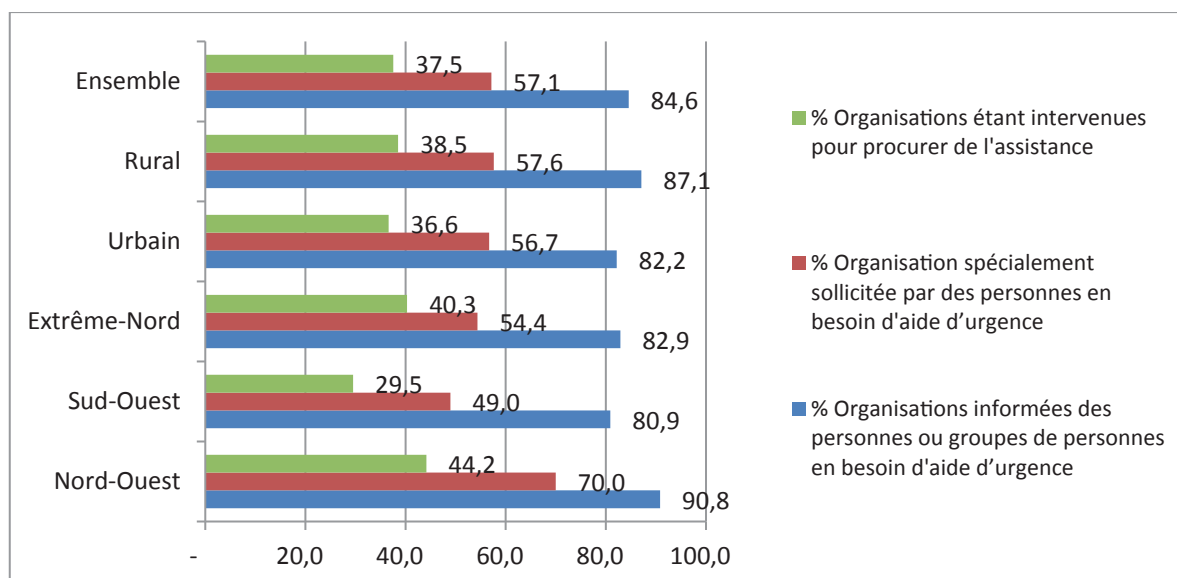
Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

5.1.2. Logement

En contexte de conflit, les populations peuvent rapidement et en grand nombre se retrouver sans abri du fait d'avoir fui leur lieu d'implantation pour leur sécurité ou de la destruction, de leur logis par les protagonistes. Ceci justifie à souhait que la question du logement puisse se poser avec acuité en temps de crise.

Les organisations répondantes étaient au courant des déficits en matière de logement dans environ dix-sept cas sur vingt tandis que près de trois sur cinq d'entre elles ont été explicitement saisies pour une aide en la matière. Bien plus, un peu moins de deux sur cinq d'entre elles sont intervenues pour offrir des logis aux nécessiteux. La gravité du problème était la même aussi bien en ville qu'en campagne, alors que sous l'angle régional, les difficultés sont les plus marquées au Nord-Ouest à l'opposé du Sud-Ouest où la situation, quoique restant préoccupante, est la moins désolante au moment de la réalisation de cette enquête.

Graphique 73 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour l'aide en logement



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Concernant les apports fournis par les donateurs et relatifs à la préoccupation du logement, les interventions paraissent homogènes dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, les deux régions présentant une situation nettement plus favorable que celle de l'Extrême-nord. En réalité, les valeurs des interventions étaient tendanciellement deux fois plus élevées dans les régions du NOSO que dans celle de l'Extrême-Nord, au regard des quartiles observés. Par ailleurs, les structures répondantes du milieu urbain ont manifesté plus de largesse que celles du milieu rural vraisemblablement en rapport avec le niveau de vie observable dans chacun de ces milieux.

Tableau 7 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin de logement

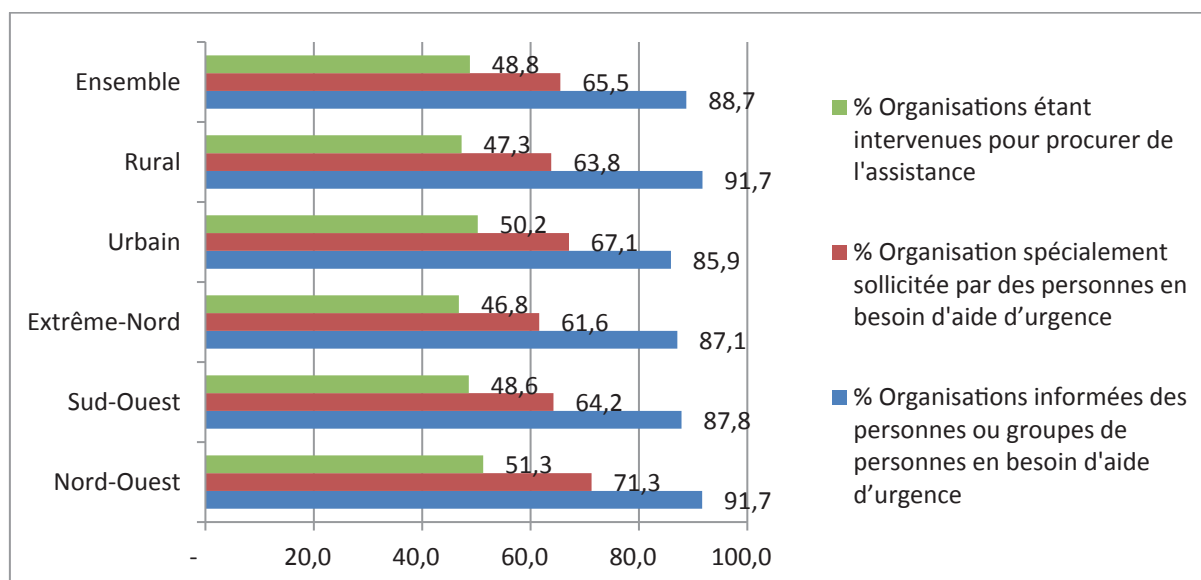
Zone d'implantation de l'organisation		nombre de donateur	Estimation de la valeur totale de l'assistance fournie par l'organisation au titre d'aide d'urgence (montant en FCFA)					
			Minimum	premier quartile	Médiane	Moyenne	troisième quartile	Maximum
Région	Nord-Ouest	83	1 000	65 000	200 000	2 323 398	925 000	90 000 000
	Sud-Ouest	64	1 000	90 000	200 000	2 264 703	1 000 000	60 000 000
	Extrême-Nord	99	1 200	40 000	100 000	3 123 790	525 000	90 000 000
Milieu	Urbain	120	1 000	50 000	200 000	3 493 083	1 750 000	90 000 000
	Rural	126	1 000	50 000	165 000	1 808 478	700 000	90 000 000
Ensemble		246	1 000	50 000	200 000	2 630 237	862 500	90 000 000

Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

5.1.3 Soins de santé

La survenue du conflit pourrait désorganiser les structures sociales et entraver l'accès à divers services sociaux parmi lesquels la santé. Bien plus, les exactions et abus enregistrés à l'occasion du conflit sont susceptibles d'augmenter la charge morbide des populations concernées. Dans l'ensemble des régions étudiées, près de 90% des structures contactées déclarent être au courant des cris de détresse des personnes en besoin de soins de santé avec à l'appui deux tiers d'entre elles ayant été explicitement saisies pour ladite cause et près de la moitié qui sont intervenues pour contribuer à offrir lesdits soins aux indigents. Les sollicitations ont été plus fréquentes au Nord-Ouest que dans les deux autres régions, ces dernières ayant des profils assez proches sur la question. Aussi, les requêtes étaient légèrement plus accentuées en ville qu'en campagne.

Graphique 74 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour la santé



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

La valeur estimée des aides au titre des soins de santé est nettement plus élevée (trois à quatre fois) dans le NOSO qu'à l'Extrême-nord si l'on s'en tient aux médianes. Par contre, la moitié des donateurs ont contribué à hauteur d'au moins 300 000 FCFA en milieu urbain contre seulement 148 000 FCFA en milieu rural. En réalité, des efforts plus importants ont été faits en milieu urbain pour prendre en charge les soins de santé, vraisemblablement parce qu'ils s'y sont posés avec plus d'acuité, combinés à ce que les bienfaiteurs y avaient de plus grandes capacités d'intervention.

Tableau 8 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin de soins de santé

Zone d'implantation de l'organisation	nombre de donateur	Estimation de la valeur totale de l'assistance fournie par l'organisation au titre d'aide d'urgence (montant en FCFA)					
		Minimum	premier quartile	Médiane	Moyenne	troisième quartile	Maximum
Nord-Ouest	108	1 000	75 000	200 000	2 464 417	1 225 000	70 000 000
Sud-Ouest	126	5 000	100 000	300 000	3 115 377	1 000 000	80 000 000
Extrême-Nord	119	400	22 500	80 000	2 830 945	900 000	72 000 000
Urbain	178	3 000	90 000	300 000	2 847 430	1 040 000	80 000 000
Rural	175	400	27 750	148 500	2 792 768	900 000	80 000 000
Ensemble	353	400	50 000	200 000	2 820 331	1 000 000	80 000 000

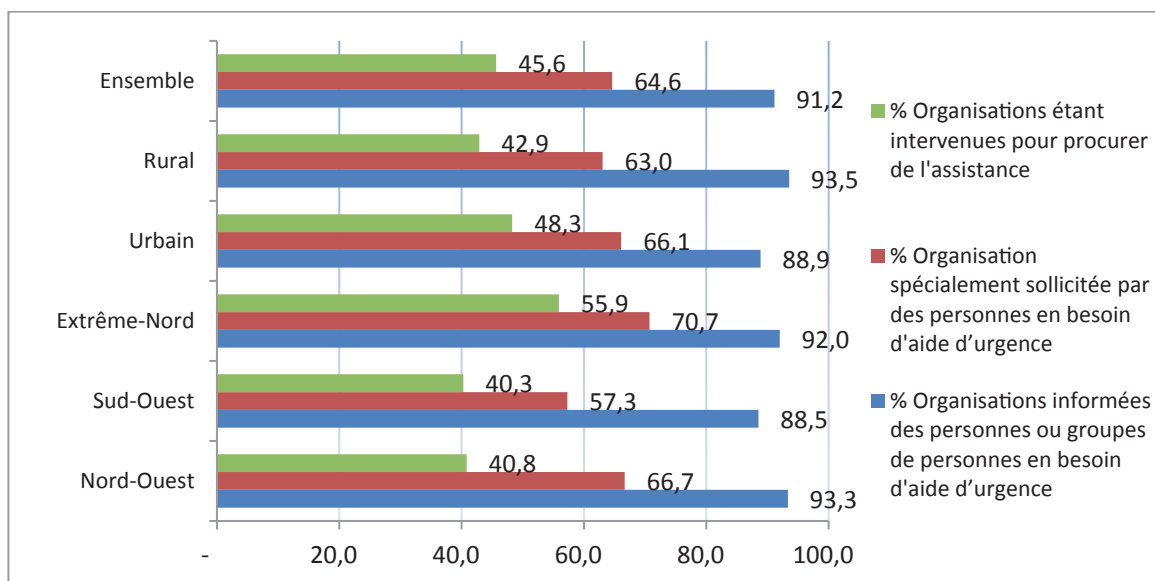
Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

5.1.4. Scolarisation

Dans chacune des deux crises étudiées lors de l'enquête, que ce soit celle du NOSO ou celle liée à Boko Haram, le système éducatif a été reconnu comme l'un de ceux ayant payé le plus lourd tribut. En effet, dans un cas comme dans l'autre, alors que les infrastructures de scolarisation étaient objets de destructions, des enseignants et des apprenants ont été la cible de maltraitance. Au-delà de ces faits, c'est surtout la désorganisation des économies régionales consécutives au conflit qui pourrait expliquer la difficulté pour les parents de disposer des moyens de prise en charge scolaire de leurs enfants dans les lieux où cela était encore possible.

La proportion des organisations au courant des difficultés de scolarisation dans les régions concernées dépasse les 90%, même si à peine deux tiers des organisations ont été directement invitées à venir en aide à des indigents pour cette commodité pour laquelle neuf organisations sur vingt ont mis la main à la pâte pour venir en aide à des personnes nécessiteuses. Avec 70% de saisine directe des organisations et 56% des structures intervenantes, les sollicitations ont été beaucoup plus accentuées dans la région de l'Extrême-Nord que dans celles du NOSO où ce dernier indicateur est de deux cinquièmes. On rappelle que les conditions de vie sont réputées plus difficiles dans l'Extrême-Nord qui en plus, fait traditionnellement l'objet d'appuis divers à la scolarisation compte tenu du retard structurel de la région dans le domaine éducatif.

Graphique 75 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour la scolarisation



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

La valeur financière des interventions réalisées par les enquêtés au titre d'aide à l'éducation est nettement plus substantielle dans le NOSO que dans l'Extrême-Nord. En effet, tandis qu'une moitié des donateurs avait une participation ne dépassant pas 100 000 F CFA dans l'Extrême Nord, 50% des donateurs sont intervenus à hauteur d'au moins 250 000 et 400 000 F CFA au Nord-Ouest et au Sud-Ouest respectivement. Dans le même ordre d'idées, la valeur des appuis déployés par les structures d'implantation urbaines tranche très nettement avec celle du milieu rural. En effet, on note que les donateurs sont deux fois plus généreux en ville qu'en campagne. Cette dernière observation rime avec le coût de l'éducation et le niveau de la vie en général en milieu urbain par rapport au milieu rural.

Tableau 9 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin de scolarisation

Zone d'implantation de l'organisation	nombre de donateur	Estimation de la valeur totale de l'assistance fournie par l'organisation au titre d'aide d'urgence (montant en FCFA)					
		Minimum	premier quartile	Médiane	Moyenne	troisième quartile	Maximum
Nord-Ouest	83	5000	125 000	250 000	3 126 193	1 150 000	95 000 000
Sud-Ouest	96	7000	100 000	400 000	2 293 615	1 200 000	40 000 000
Extrême-Nord	142	450	35 000	100 000	2 775 785	750 000	80 000 000
Urbain	177	2000	100 000	400 000	3 031 864	1 500 000	80 000 000
Rural	144	450	43 500	150 000	2 341 545	600 000	95 000 000
Ensemble	321	450	67 500	241 000	2 722 188	1 000 000	95 000 000

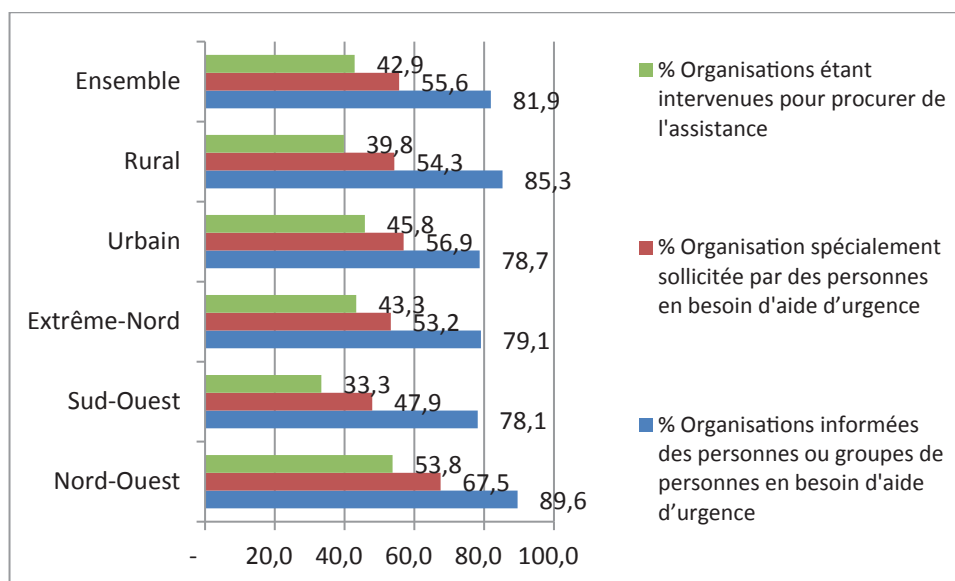
Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

5.1.5. Habillement

En temps de conflit, les gens pourraient manquer de tout, et basculer dans l'indigence, du fait d'avoir perdu leurs sources de revenu ou d'avoir été ébranlés par les affres du conflit. L'habillement étant un besoin de première nécessité, il apparaît judicieux de voir à quel point la disponibilité de celui-ci pour les groupes vulnérables a pu poser problème.

La proportion des organisations ayant entendu parler des difficultés à se vêtir chez les groupes vulnérables approchent les 82% tandis que plus de onze sur vingt d'entre elles ont été appelées à l'aide pour ce besoin. Par ailleurs, elles sont intervenues pour aider à vêtir les plus fragilisés dans 43% des cas. Les organisations implantées en ville ont été un peu plus enclines à intervenir que celles du milieu rural. Au plan régional, le Nord-Ouest, avec près de 54% de taux de participation à l'assistance effective, émerge comme la région ayant enregistré relativement le plus de sollicitation et d'intervention des bienfaiteurs, aux antipodes du Sud-Ouest où juste le tiers des organisations reconnaissent avoir contribué à fournir des vêtements aux requérants.

Graphique 76 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour l'habillement



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

La valeur des interventions au titre d'aide vestimentaire montre qu'une grande proportion des donateurs est restée confinée à des faibles montants puisque dans l'ensemble, une moitié des interventions ne dépasse pas 100 000 F CFA. Aussi, les contributeurs ont tendancielllement été au moins deux fois plus larges en ville qu'en campagne tandis qu'en termes de régions, les valeurs des contributions restent très comparables dans les régions du NOSO tout en représentant dans la plupart des cas, au moins le double de celles enregistrées à l'Extrême-Nord.

Tableau 10 : Situation de la communication et des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin d'habillement

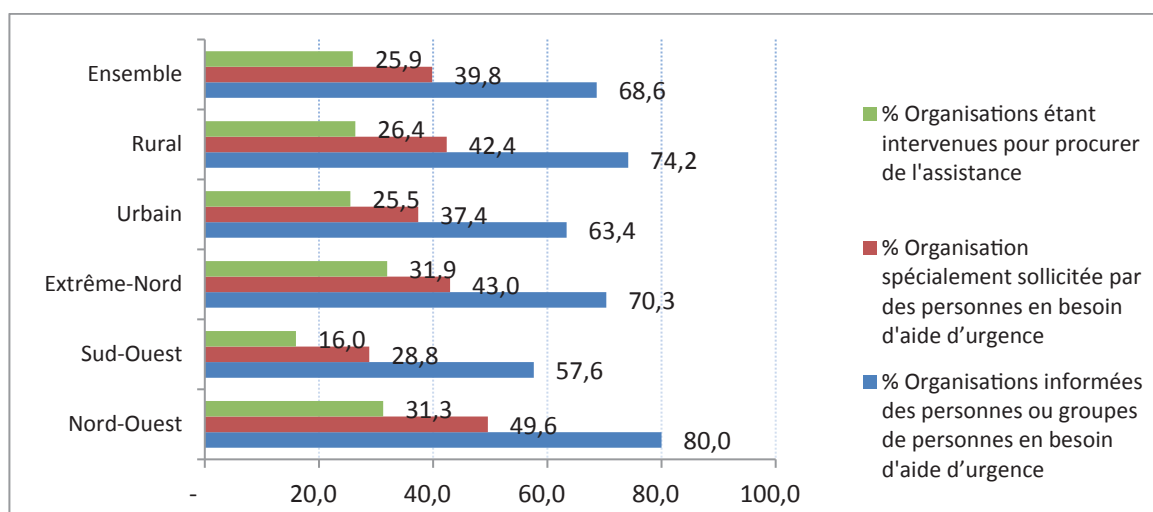
Zone d'implantation de l'organisation	nombre de donateur	Estimation de la valeur totale de l'assistance fournie par l'organisation au titre d'aide d'urgence (montant en FCFA)					
		Minimum	Premier quartile	Médiane	Moyenne	troisième quartile	Maximum
Nord-Ouest	104	2 000	50 000	100 000	1 728 132	500 000	60 000 000
Sud-Ouest	80	10 000	50 000	125 000	1 126 250	500 000	50 000 000
Extrême-Nord	116	800	20 000	50 000	1 801 830	450 000	50 000 000
Urbain	158	1 000	50 000	180 000	2 159 823	800 000	60 000 000
Rural	142	800	25 000	68 000	968 915	200 000	50 000 000
Ensemble	300	800	30 000	100 000	1 596 127	500 000	60 000 000

Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

5.1.6. Regroupement familial

La survenue du conflit consacre dans certains cas la dispersion géographique forcée des familles, étant donné que les conditions de vie et de sécurité sont devenues difficiles à plusieurs égards. Tout compte fait, l'information sur le besoin de regroupement familial est parvenue à un peu plus de deux tiers des organisations, avec deux cinquièmes d'entre elles qui ont été explicitement sollicitées, et un quart qui sont intervenues pour ladite cause. La gravité du problème reste plus perceptible dans le Nord-Ouest et l'Extrême-Nord, tout comme le milieu rural apparaît légèrement plus marqué que le milieu urbain.

Graphique 77 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour le regroupement familial



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Concernant l'apport fourni par les intervenants pour assouvir le regroupement familial des personnes en besoin, il y a eu environ un quart d'enquêtés ayant mis la main à la poche, avec des acteurs davantage généreux au Sud-Ouest qu'au Nord-Ouest et à l'Extrême-Nord. Bien plus, la qualité des interventions réalisées en milieu urbain tranche très nettement avec celle du milieu rural où les valeurs des mises sont moins élevées.

Tableau 11 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin de regroupement familial

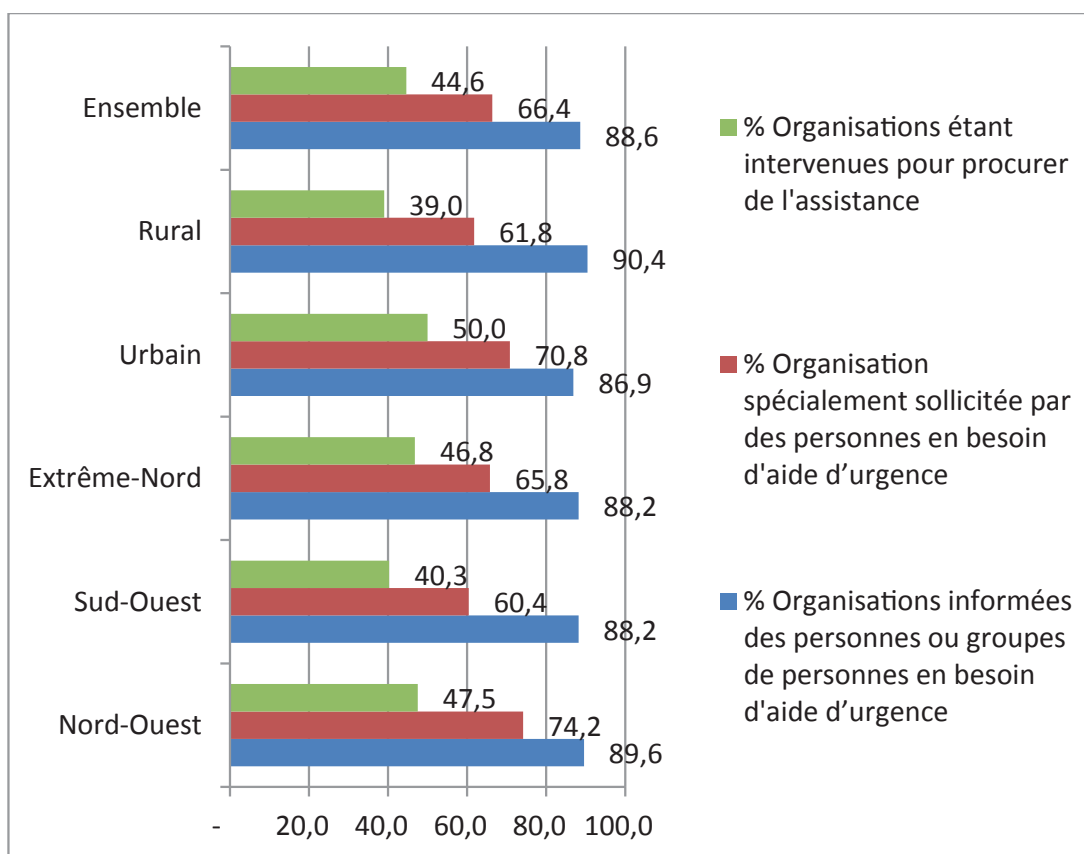
Zone d'implantation de l'organisation	nombre de donateur	Estimation de la valeur totale de l'assistance fournie par l'organisation au titre d'aide d'urgence (montant en FCFA)					
		Minimum	premier quartile	Médiane	Moyenne	troisième quartile	Maximum
Nord-Ouest	50	1 000	50 000	97 500	1 809 100	200 000	40 000 000
Sud-Ouest	31	1 000	50 000	200 000	1 275 581	500 000	20 000 000
Extrême-Nord	68	500	18 500	52 500	2 553 176	525 000	50 000 000
Urbain	75	500	50 000	150 000	2 451 127	650 000	50 000 000
Rural	74	1 000	15 000	55 000	1 618 642	200 000	40 000 000
Ensemble	149	500	22 500	95 000	2 037 678	500 000	50 000 000

Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

5.1.7. Emploi et autres AGR

La question de l'insertion ou inclusion sociale et économique reste en tout temps un grand défi notamment chez les jeunes. Dans un environnement perturbé par la persistance d'un conflit, le problème peut se poser avec plus d'acuité étant donné que le climat de crise réduit les opportunités. C'est pourquoi, les groupes vulnérables peuvent rapidement se retrouver dans ce besoin. À l'analyse, près de 90% des structures enquêtées ont été sensibilisées sur la question tandis que deux tiers d'entre elles ont été directement contactées pour aider en la matière. Aussi, près de 45% des organisations affirment avoir fait un geste pour pourvoir des nécessiteux en emploi ou AGR. Les sollicitations ont été particulièrement plus exprimées au Nord-Ouest qu'à l'Extrême-Nord et au Sud-Ouest où elles restent malgré tout assez importantes. Par ailleurs, les suites favorables aux requêtes des indigents ont été enregistrées plus fréquemment au Nord-Ouest et à l'Extrême Nord. Les sollicitations et les soutiens directs ont été davantage constatés en ville qu'en campagne.

Graphique 78 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour l'emploi et les AGR



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Les valeurs les plus significatives ont été enregistrées dans le Nord-Ouest laissant entrevoir que c'est davantage dans cette région que l'impact le plus significatif en matière d'appui est attendu. Aussi, les interventions enregistrées en milieu urbain, du fait de leurs plus grandes valeurs contrastent-elles très nettement avec celles enregistrées en milieu rural.

Tableau 12 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin d'emploi ou d'AGR

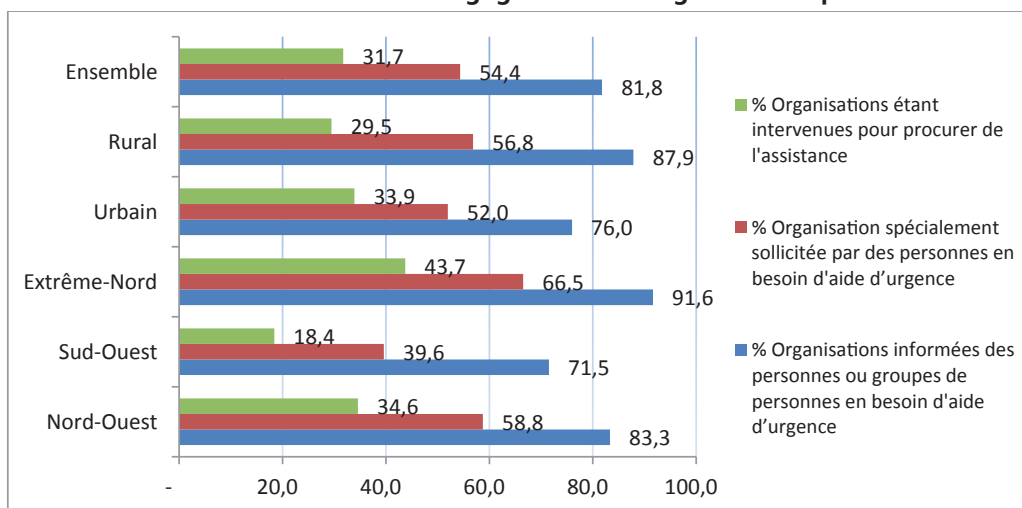
Zone d'implantation de l'organisation	nombre de donateur	Estimation de la valeur totale de l'assistance fournie par l'organisation au titre d'aide d'urgence (montant en FCFA)					
		Minimum	premier quartile	Médiane	Moyenne	troisième quartile	Maximum
Nord-Ouest	95	15 000	212 500	500 000	5 152 895	2 250 000	97 000 000
Sud-Ouest	104	15 000	100 000	500 000	3 802 644	1 750 000	60 000 000
Extrême-Nord	121	10 000	80 000	300 000	6 588 574	2 000 000	84 000 000
Urbain	185	12 000	120 000	500 000	5 530 365	2 500 000	84 000 000
Rural	135	10 000	100 000	400 000	4 882 222	1 750 000	97 000 000
Ensemble	320	10 000	100 000	500 000	5 256 930	2 000 000	97 000 000

Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

5.1.8. Assistance juridique

L'assistance juridique pourrait être très importante dans un environnement où le conflit a semé une ambiance de confusion, rendant les systèmes d'identité fragiles. Dans le cadre des conflits étudiés, la communication sur cette préoccupation a été forte avec plus de 80% de structures mises au courant des difficultés rencontrées par les groupes vulnérables, dont plus de 54% explicitement sollicitées pour venir en aide. Près de 32% sont intervenues pour aider sur la question dans l'ensemble, avec des proportions plus marquées à l'Extrême-Nord, qui contraste avec le Sud-Ouest où les interventions sont restées assez rares.

Graphique 79 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour l'assistance juridique



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Au plan des valeurs des interventions des organisations dédiées à la préoccupation, le Nord-Ouest et l'Extrême-Nord émergent comme celles des régions où une plus grande massification des ressources a été observée. De même, les ressources déployées par un acteur implanté en ville ont été deux à trois fois plus importantes que celles de l'acteur logé en milieu rural. Dans l'ensemble, 50% des contributeurs se sont investis pour une valeur d'au moins 130 000 FCFA pour la préoccupation juridique des vulnérables, ce qui témoigne d'un engagement considérable pour cette préoccupation.

Tableau 13 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin d'assistance juridique

Zone d'implantation de l'organisation	nombre de donateur	Estimation de la valeur totale de l'assistance fournie par l'organisation au titre d'aide d'urgence (milliers de FCFA)					
		Minimum	premier quartile	Médiane	Moyenne	troisième quartile	Maximum
Nord-Ouest	49	1 000	50 000	200 000	2 615 512	650 000	79 000 000
Sud-Ouest	34	1 000	25 000	75 000	1 635 735	500 000	30 125 000
Extrême-Nord	108	2 000	37 500	145 000	3 423 343	1 000 000	70 000 000
Urbain	109	3 000	50 000	300 000	3 356 394	1 000 000	70 000 000
Rural	82	1 000	20 000	52 500	2 288 403	300 000	79 000 000
Ensemble	191	1 000	35 000	130 000	2 897 885	800 000	79 000 000

Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

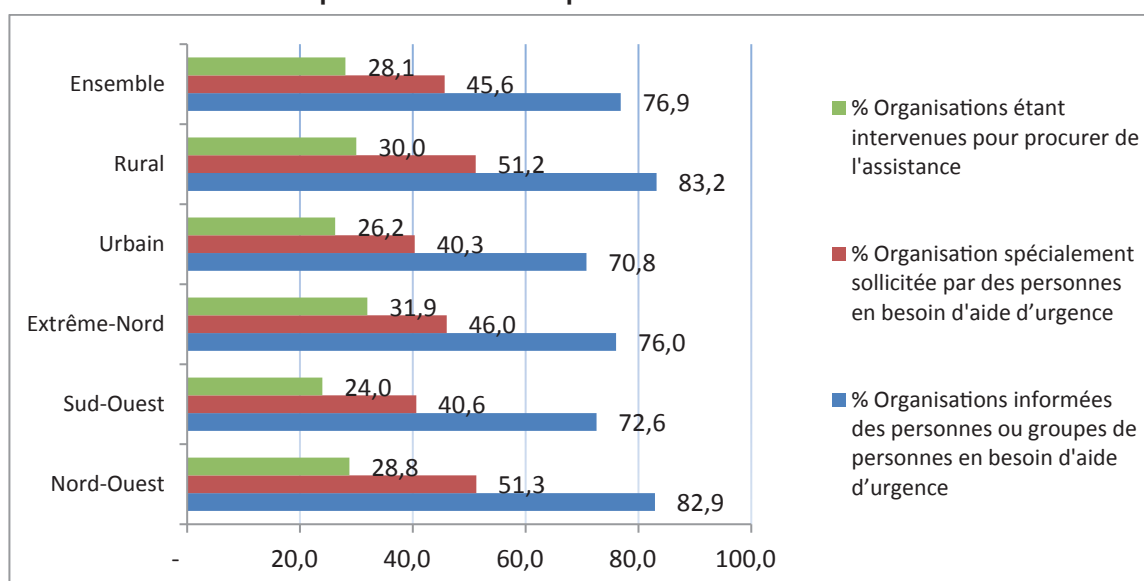
5.1.9. Sécurité des personnes et des biens

Dans l'ensemble des régions concernées, trois organisations sur quatre reconnaissent avoir été au courant des besoins d'aide des laissés pour compte en terme de sécurité. Cependant, elles ne sont que neuf sur vingt à avoir été directement saisies pour cette préoccupation. Au bout du compte, moins de trois organisations sur dix admettent être intervenues pour contribuer éventuellement de façon indirecte à l'assistance sécuritaire des personnes fragilisées en contexte de crise.

Au plan régional, le Nord-Ouest et l'Extrême-Nord témoignent d'une plus importante circulation de l'information sur le besoin de sécurité, tout en étant celles où les organisations répondantes se sont le plus déployées.

Dans le même ordre d'idée, il émerge que les enjeux de sécurité ont été plus poignants en milieu rural qu'en milieu urbain avec une riposte proportionnelle des organisations. Ce dernier constat ne doit pas surprendre lorsqu'on sait que les villes bénéficient d'une meilleure surveillance des forces régulières, facilitée par une plus grande concentration de la population.

Graphique 80 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour la sécurité des personnes et des biens



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Concernant les ressources déployées, dans l'ensemble, plus de la moitié des structures enquêtées ont dépensé au moins 200 000 FCFA pour subvenir aux besoins de sécurité des requérants, avec au niveau régional, le Sud-Ouest qui devance le Nord-Ouest comme le lieu où l'intervention était la plus couteuse. En réalité, la tendance à intervenir pour sécuriser les personnes et les biens a été la plus forte dans l'Extrême-Nord que dans les deux autres régions, mais en moyenne une intervention a coûté au moins deux fois plus chère dans ces dernières.

Tableau 14 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin de sécurité

Zone d'implantation de l'organisation	nombre de donateur	Estimation de la valeur totale de l'assistance fournie par l'organisation au titre d'aide d'urgence (milliers de FCFA)					
		Minimum	premier quartile	Médiane	Moyenne	troisième quartile	Maximum
Nord-Ouest	39	1 000	35 000	200 000	4 954 782	2 000 000	88 000 000
Sud-Ouest	46	10 000	100 000	500 000	5 130 043	5 000 000	70 000 000
Extrême-Nord	78	1 000	25 000	100 000	2 449 538	500 000	80 000 000
Urbain	79	1 000	75 000	500 000	3 774 759	2 500 000	80 000 000
Rural	84	1 000	20 000	100 000	3 834 244	700 000	88 000 000
Ensemble	163	1 000	50 000	200 000	3 805 414	1 500 000	88 000 000

Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

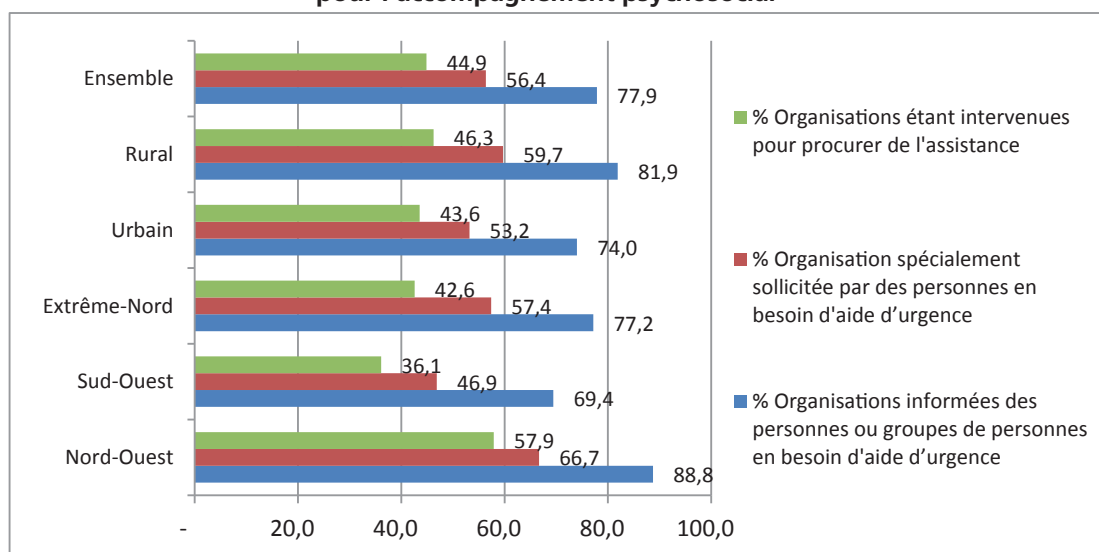
5.1.10. Accompagnement psychosocial

Les traumatismes et autres affres physiques (victimes directes) ou psychologiques (personne dont un proche est victime) que peut engendrer la situation de conflit justifient à souhait que l'accompagnement psychosocial apparaisse comme un besoin important à satisfaire en contexte de crise. Il ressort que 78% des structures enquêtées étaient sensibilisées sur la demande de soutien psychosocial tandis que plus de onze sur vingt d'entre elles ont été directement saisies pour ladite préoccupation.

Aussi neuf sur vingt d'entre elles reconnaissent être intervenues pour assurer aux requérants une aide en la matière. Par ordre de gravité décroissante, le Nord-Ouest et l'Extrême-Nord ont connu plus de dynamisme informatif et réactionnel pour cette préoccupation.

Aussi, la question de la réparation des traumatismes psychiques, tout comme la riposte y afférente, s'est-elle posée avec plus d'acuité en campagne qu'en ville. Ceci vraisemblablement du fait que le milieu rural avec des populations souvent dispersées et isolées a constitué un théâtre plus important des exactions résultant du conflit et de ses multiples dérives.

Graphique 81 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour l'accompagnement psychosocial



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

L'analyse de l'équivalent financier des efforts déployés en matière d'accompagnement psychosocial montre que c'est au Nord-Ouest que l'on a le plus investi pour cette question même si les deux autres régions restent très concernées. Par contre, la valeur de l'intervention en milieu urbain, par sa supériorité, se démarque très nettement de celle du milieu rural valant dans la plupart des cas, au moins deux fois celle de ce dernier milieu.

Tableau 15 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin d'accompagnement psychosocial

Zone d'implantation de l'organisation	nombre de donateur	Estimation de la valeur totale de l'assistance fournie par l'organisation au titre d'aide d'urgence (montant en FCFA)					
		Minimum	premier quartile	Médiane	Moyenne	troisième quartile	Maximum
Nord-Ouest	89	1 000	50 000	100 000	3 313 212	1 150 000	80 000 000
Sud-Ouest	70	2 500	50 000	200 000	2 765 693	2 000 000	80 000 000
Extrême-Nord	82	1 000	30 000	136 250	3 160 030	1 000 000	70 000 000
Urbain	119	2 000	67 500	300 000	3 597 819	2 000 000	80 000 000
Rural	122	1 000	25 000	85 000	2 618 495	500 000	80 000 000
Ensemble	241	1 000	50 000	200 000	3 102 062	1 075 000	80 000 000

Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

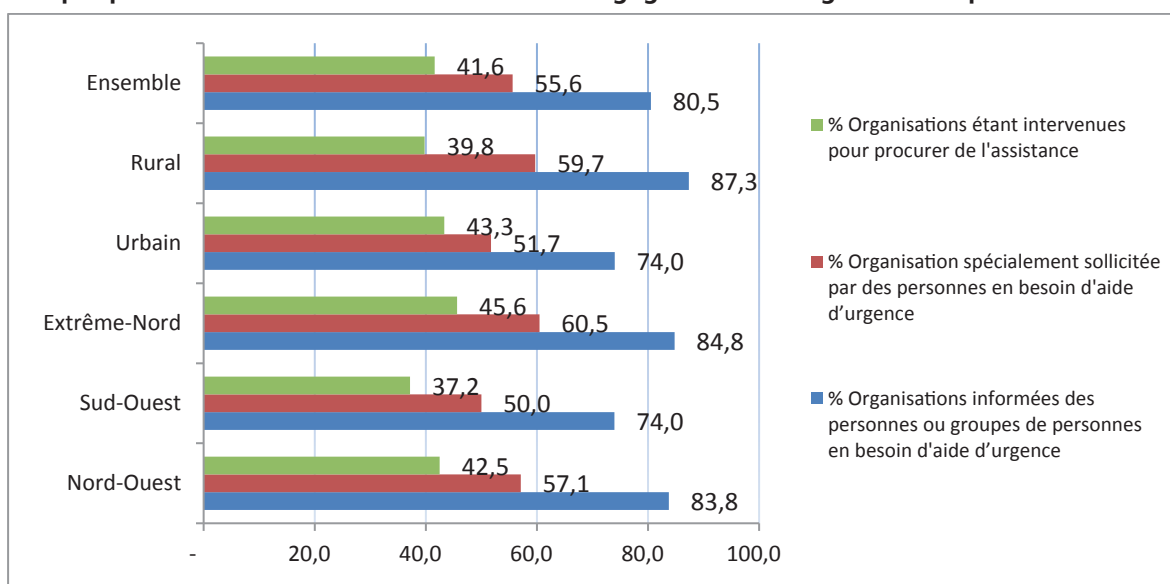
5.1.11. Eau, assainissement, hygiène et salubrité (WASH)

Le conflit consacre la désorganisation sociale avec à l'appui le rationnement de l'eau et des services qui en dépendent. Du fait notamment de la promiscuité créée par les mouvements incontrôlés et subits des populations, le dysfonctionnement des services de salubrité, justifie la nécessité de secourir ceux qui seraient les plus affectés par les difficultés d'accès à ces services. Globalement, quatre cinquièmes des organisations ont eu écho des besoins d'aide d'urgence en matière de WASH, même si elles n'ont été que 55% à être explicitement saisies pour cette préoccupation avec

à l'appui deux cinquièmes qui sont intervenues de façon concrète pour secourir les nécessiteux. Au plan régional, c'est à l'Extrême-Nord que l'enjeu du WASH pour les nécessiteux a fait parler le plus, tout en suscitant le maximum d'apport pour les organisations enquêtées.

Ce résultat ne devrait pas surprendre étant donné les informations disponibles sur la difficulté légendaire d'accès à l'eau et du défaut de WASH dans ladite région. La préoccupation a également retenu l'attention au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, mais à des degrés différents qui pourraient découler des configurations hydrographiques respectives des deux régions. On note enfin que l'information et la communication sur le sujet ont été plus perceptibles en milieu rural, même si c'est en milieu urbain que davantage d'interventions à titre d'aide ont été enregistrées.

Graphique 82 : Circulation de l'information et engagement des organisations pour le WASH



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

S'agissant de la valeur estimée des appuis déployés en matière de WASH, une moitié des interventions a représenté moins de 100 000 FCFA dans l'Extrême-Nord contre 200 000 FCFA dans les régions du NOSO, ce qui suggère une prolifération des interventions de faibles valeurs dans l'Extrême-Nord. Aussi, les montants consacrés par les structures aux WASH sont nettement plus élevés en ville qu'en campagne, vraisemblablement du fait d'une moindre concentration de la population dans ce dernier milieu.

Tableau 16 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin de WASH

Zone d'implantation de l'organisation	nombre de donateur	Estimation de la valeur totale de l'assistance fournie par l'organisation au titre d'aide d'urgence (montant en FCFA)					
		Minimum	premier quartile	Médiane	Moyenne	troisième quartile	Maximum
Nord-Ouest	68	100	65 750	200 000	4 700 419	1 000 000	70 000 000
Sud-Ouest	93	2 000	55 000	200 000	2 211 737	1 000 000	50 000 000
Extrême-Nord	113	1 000	20 000	100 000	3 132 130	1 500 000	50 000 000
Urbain	141	300	50 000	250 000	3 720 727	2 000 000	50 000 000
Rural	133	100	30 000	100 000	2 666 377	600 000	70 000 000
Ensemble	274	100	44 500	200 000	3 208 944	1 000 000	70 000 000

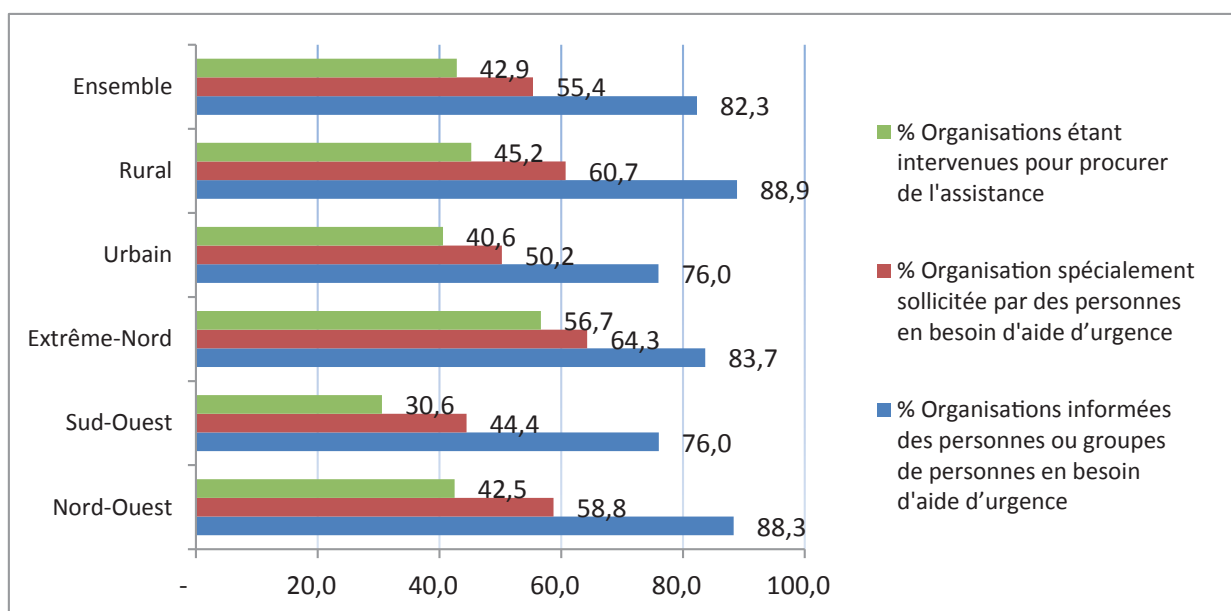
Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

5.1.12. Promotion de la paix et de la cohésion sociale

La survenue du conflit peut dans certains cas conduire à des dérives perturbant la paix et l'harmonie sociale au sens où l'arbitraire peut s'installer entre les individus ou les communautés coutumières de la paix. Dans le cas échéant, l'apport d'un tiers ne serait-ce qu'à travers des actes de communication, d'éducation ou de sensibilisation, pourrait être salutaire.

Un peu plus de huit organisations sur dix ont eu connaissance du besoin de soutien de la paix et de la cohésion sociale tandis que 55% étaient directement contactées à cet effet. Ils ne sont cependant que 43% à avoir mis la main à la pâte pour soutenir les actions de paix et de sociabilité harmonieuse. C'est à l'Extrême-Nord que les plus grands scores sont enregistrés, suivi du Nord-Ouest de du Sud-Ouest. Ce classement pourrait s'expliquer par la durée du conflit dans les différentes régions. Bien plus, les enjeux de paix ont retenu davantage l'attention en milieu rural qu'en milieu urbain, vraisemblablement en rapport avec la configuration des affrontements.

Graphique 83 : Circulation de l'information et engagement des organisations



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Les dépenses déclarées par les enquêtées pour la promotion de la paix dans la moitié des cas sont inférieures à 200 000 FCFA par organisation sauf pour l'Extrême-Nord où ce montant est limité à 100 000 FCFA. En zone rurale, une prolifération de petits montants est constatée avec une valeur médiane limitée à 50 000 FCFA, ce qui tranche avec la zone urbaine où ce montant est dix fois plus élevé.

Tableau 17 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin de paix et cohésion sociale

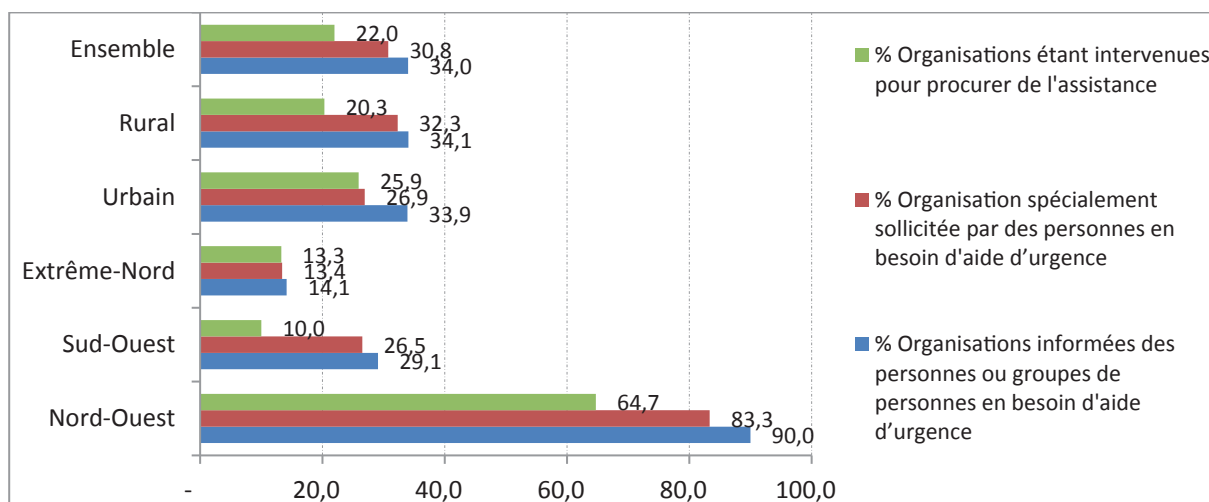
Zone d'implantation de l'organisation	nombre de donateur	Estimation de la valeur totale de l'assistance fournie par l'organisation au titre d'aide d'urgence (montant en FCFA)					
		Minimum	premier quartile	Médiane	Moyenne	troisième quartile	Maximum
Nord-Ouest	66	2 000	37 500	200 000	2 315 250	1 000 000	49 000 000
Sud-Ouest	64	10 000	50 000	200 000	2 202 031	2 000 000	40 000 000
Extrême-Nord	133	1 000	20 000	100 000	3 552 866	1 000 000	80 000 000
Urbain	130	5 000	70 000	500 000	4 015 755	2 800 000	80 000 000
Rural	133	1 000	20 000	50 000	1 836 237	500 000	49 000 000
Ensemble	263	1 000	30 000	200 000	2 913 565	1 000 000	80 000 000

Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

5.1.13. Autres biens et services

En dehors des commodités déroulées ci-dessus, c'est essentiellement au Nord-Ouest que les enquêtés ont évoqué d'autres enjeux sur lesquels ils ont eu connaissance et pour lesquels ils sont intervenus. Dans tous les cas, les préoccupations relatives à « autres biens et services » recouvrent les domaines tels la justice, la liberté, l'électricité, l'argent, la formation et le matériel agricole.

Graphique 84 : Circulation de l'information et engagement des organisations rencontrées au titre du besoin d'autres biens et services



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

La modestie des effectifs des répondants incite à une pondération dans l'interprétation des valeurs de l'assistance déclarée.

Tableau 18 : Situation des interventions des organisations rencontrées au titre du besoin d'autres biens et services

Zone d'implantation de l'organisation	nombre de donateur	Estimation de la valeur totale de l'assistance fournie par l'organisation au titre d'aide d'urgence (montant en FCFA)					
		Minimum	premier quartile	Médiane	Moyenne	troisième quartile	Maximum
Nord-Ouest	22	20 000	200 000	900 000	7 550 909	6 000 000	70 000 000
Sud-Ouest	4	30 000	40 000	1 025 000	1 520 000	3 000 000	4 000 000
Extrême-Nord	13	10 000	50 000	60 000	2 538 231	100 000	32 000 000
Urbain	15	20 000	70 000	200 000	4 119 333	4 000 000	32 000 000
Rural	24	10 000	65 000	400 000	5 975 292	2 250 000	70 000 000
Ensemble	39	10 000	60 000	200 000	5 261 461	2 500 000	70 000 000

Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

5.2. Les groupes vulnérables et l'urgence des besoins sociaux de base

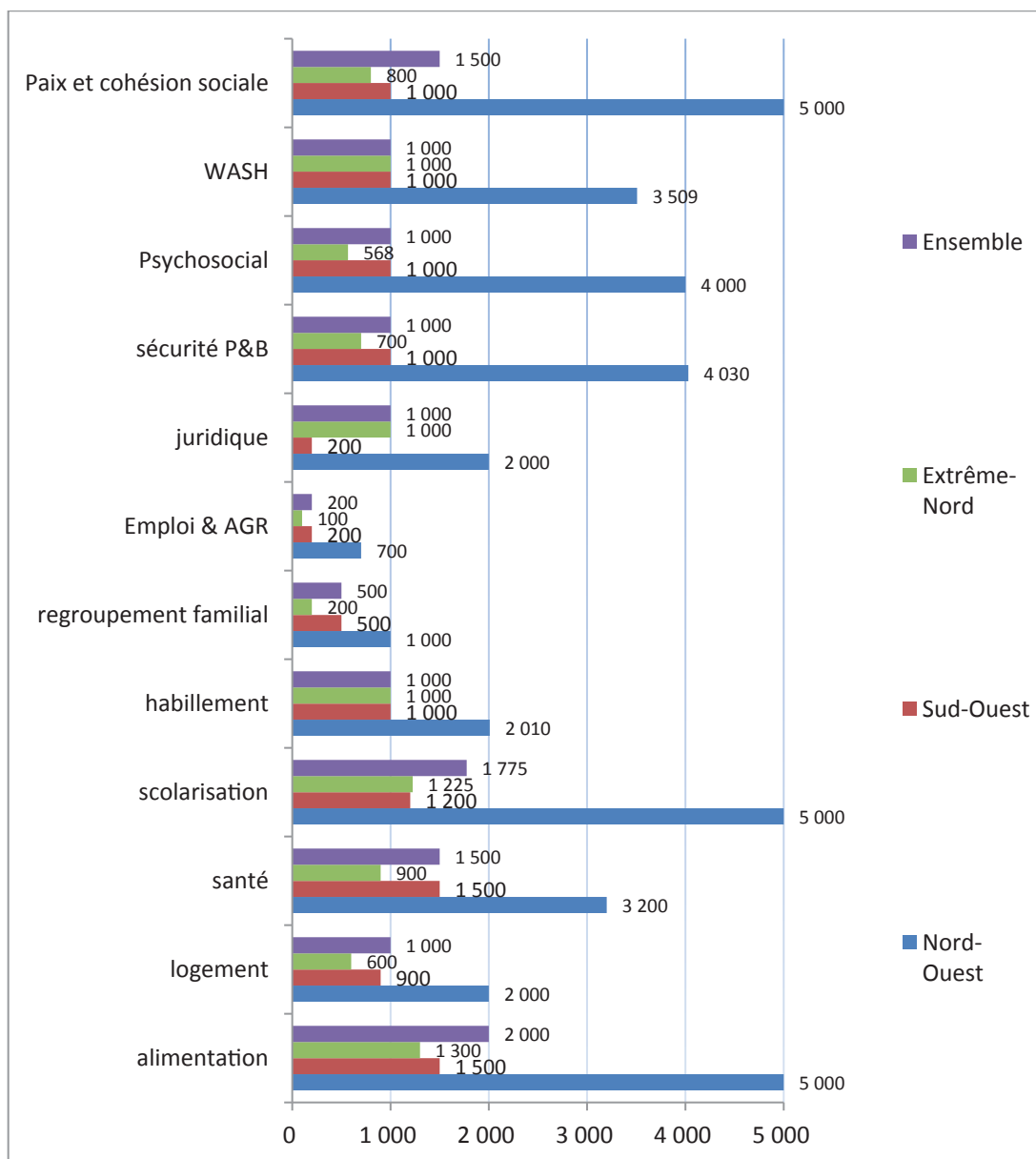
Cette section vise à estimer l'ampleur des besoins sociaux de base dans les groupes vulnérables. Ladite estimation est faite à travers le nombre de personnes vulnérables en besoins d'aide d'urgence pour chaque commodité tel que déclaré par l'organisation interrogée, au moment de la collecte. Pour mener à bien cette manœuvre, chacune des catégories de groupe vulnérable sera explorée successivement à travers les données collectées. Aussi, compte tenu du caractère extrêmement épars des valeurs enregistrées sur déclarations, et au vu de ce que les moyennes sont très sensibles aux valeurs aberrantes, les analyses privilégieront la médiane, c'est-à-dire celle pour laquelle une moitié des organisations répondantes a déclaré une valeur supérieure et l'autre moitié a déclaré une valeur inférieure.

5.2.1. Situation des enfants

Sur la base des valeurs médianes des estimations des besoins par les organisations, il ressort que la région du Nord-Ouest se dégage très nettement comme celle où la détresse des enfants est la plus importante et ceci quelle que soit la commodité considérée. Plus spécialement, les domaines où l'étendue des besoins des enfants y sont les plus élevés sont l'alimentation, la scolarisation et la cohésion sociale avec des caractéristiques de l'ordre de 5000 enfants. Les volets tels l'accompagnement psychosocial, la sécurité, le WASH et la santé y sont également très préoccupants avec des valeurs dépassant 3 000 enfants. Cette situation ne surprend pas beaucoup si l'on se réfère aux échos souvent relayés de l'ampleur de la dévastation des structures et des infrastructures sociales dans ladite région.

Pour le reste, les besoins des enfants exprimés aux Sud-Ouest sont très comparables à ceux exprimés à L'Extrême-Nord sauf pour la santé et le soutien psychosocial où l'on devrait déployer environ une fois et demie à deux fois plus d'efforts au Sud-Ouest qu'à l'Extrême Nord, alors que les préoccupations juridiques sont cinq fois plus importantes à l'Extrême-Nord qu'au Sud-Ouest.

Graphique 85 : Valeurs médianes du nombre d'enfants en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités, par région



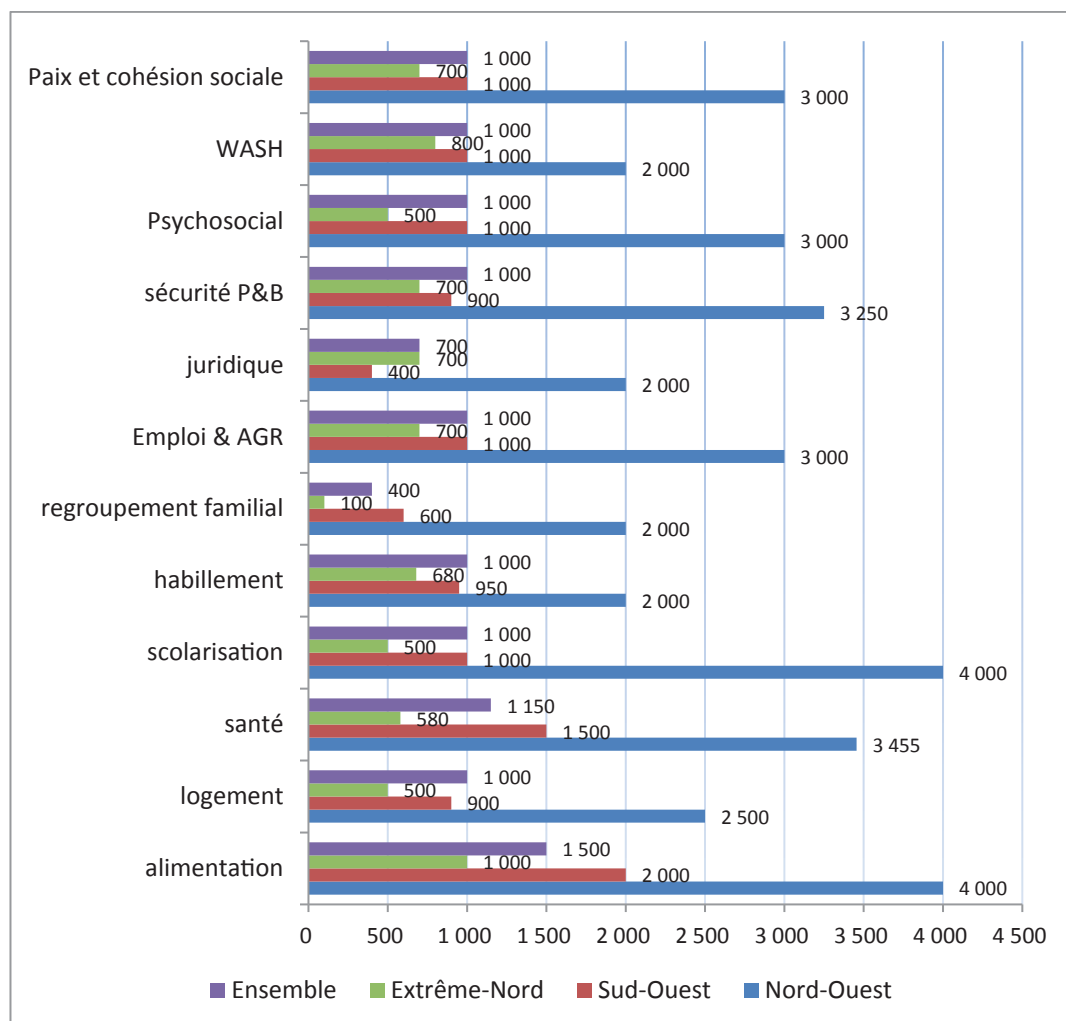
Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

5.2.2. Situation des femmes et des filles

L'appréciation de la situation des femmes met au-devant de la scène la région du Nord-Ouest qui affiche un visage aux difficultés marquées pour toutes les commodités étudiées avec sept des douze domaines fortement indexés au sens où les médianes des déclarations se situent au-dessus de 3 000 cas. Dans le même ordre d'idée, le Sud-Ouest suit le Nord-Ouest comme la région où l'ampleur des difficultés des femmes est la plus importante, tout domaine confondu. En effet, en dehors du volet relatif au juridique, où l'étendue des difficultés est plus large à l'Extrême-Nord, la gent féminine est plus nécessiteuse au Sud-Ouest qu'à l'Extrême-Nord pour tous les biens et services évalués. Force est de constater qu'alors que les valeurs enregistrées au Sud-Ouest et à l'Extrême-Nord sont comparables, le niveau des besoins des femmes dans le Nord-Ouest vaut deux

à quatre, voire cinq fois celui du Sud-Ouest. En réalité, au-delà des affres qu'auraient occasionnées le conflit dans le Nord-Ouest, aggravant par là même la situation des femmes, celles-ci ont vu leur situation se dégrader considérablement dans une région déjà réputée parmi les plus pauvres du pays. Le marquage du volet emploi et AGR indique si besoin est le désarroi que vivrait ces dernières.

Graphique 86 : Valeurs médianes du nombre des filles/femmes en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités, par région

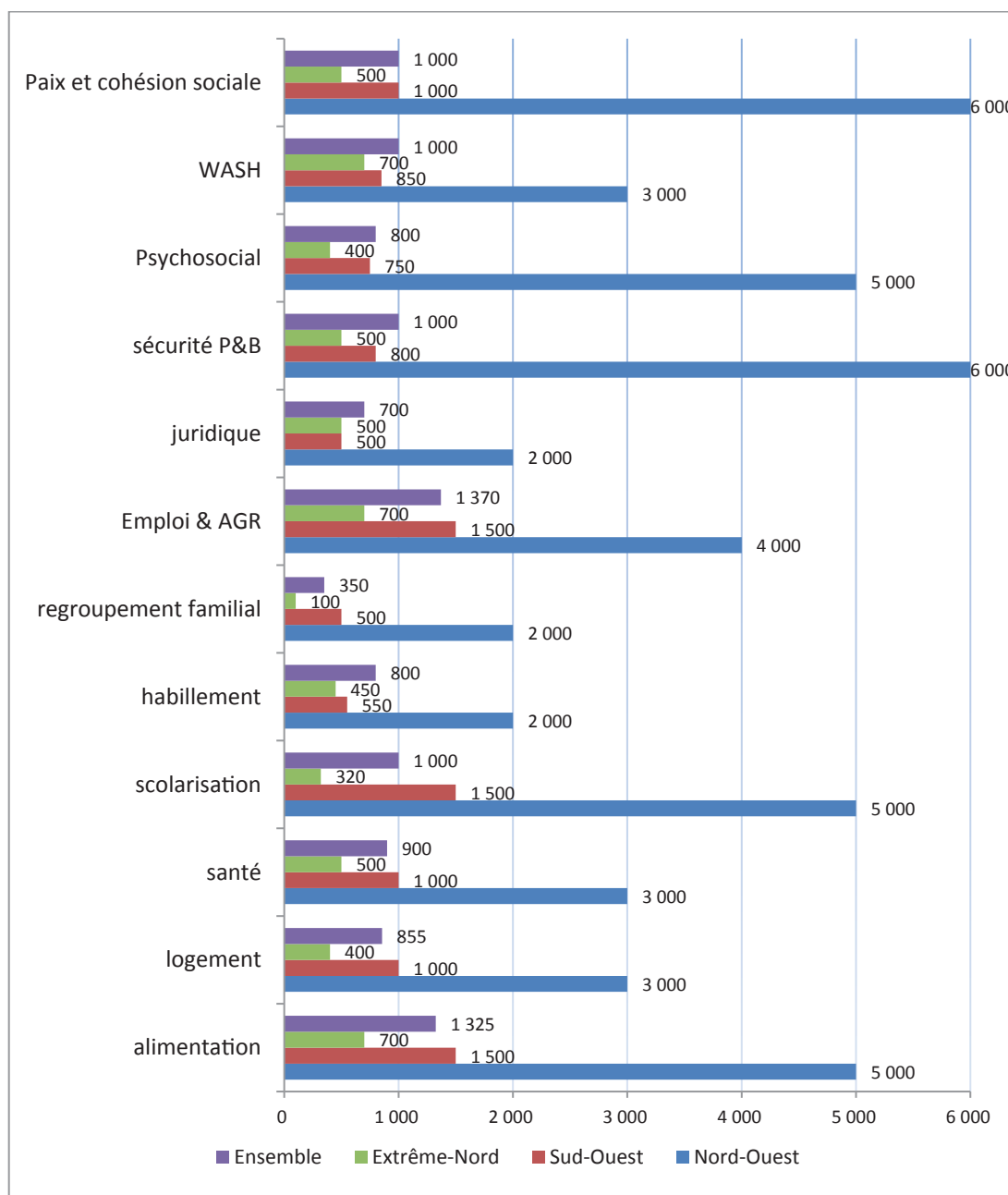


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

5.2.3. Situation des jeunes (19-35 ans)

L'exploration des besoins pressants des jeunes fait une fois de plus ressortir le démarquage très net de la région du Nord-Ouest, comme celle où l'ampleur des difficultés est de loin la plus exprimée pour l'ensemble des volets étudiés, avec à l'appui six domaines où la masse à secourir d'urgence est très importante à savoir la paix et cohésion sociale, la sécurité, le soutien psychosocial, la scolarisation et l'alimentation. Par ailleurs, les effectifs des jeunes en besoin d'aide d'urgence sont parfois jusqu'à sept fois plus importants dans le Nord-Ouest que le Sud-Ouest ou l'Extrême-Nord, sauf dans les domaines tels l'habillement, l'accompagnement juridique et le WASH où les positions sont assez comparables.

Graphique 87 : Valeurs médianes du nombre de jeunes en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités, par région

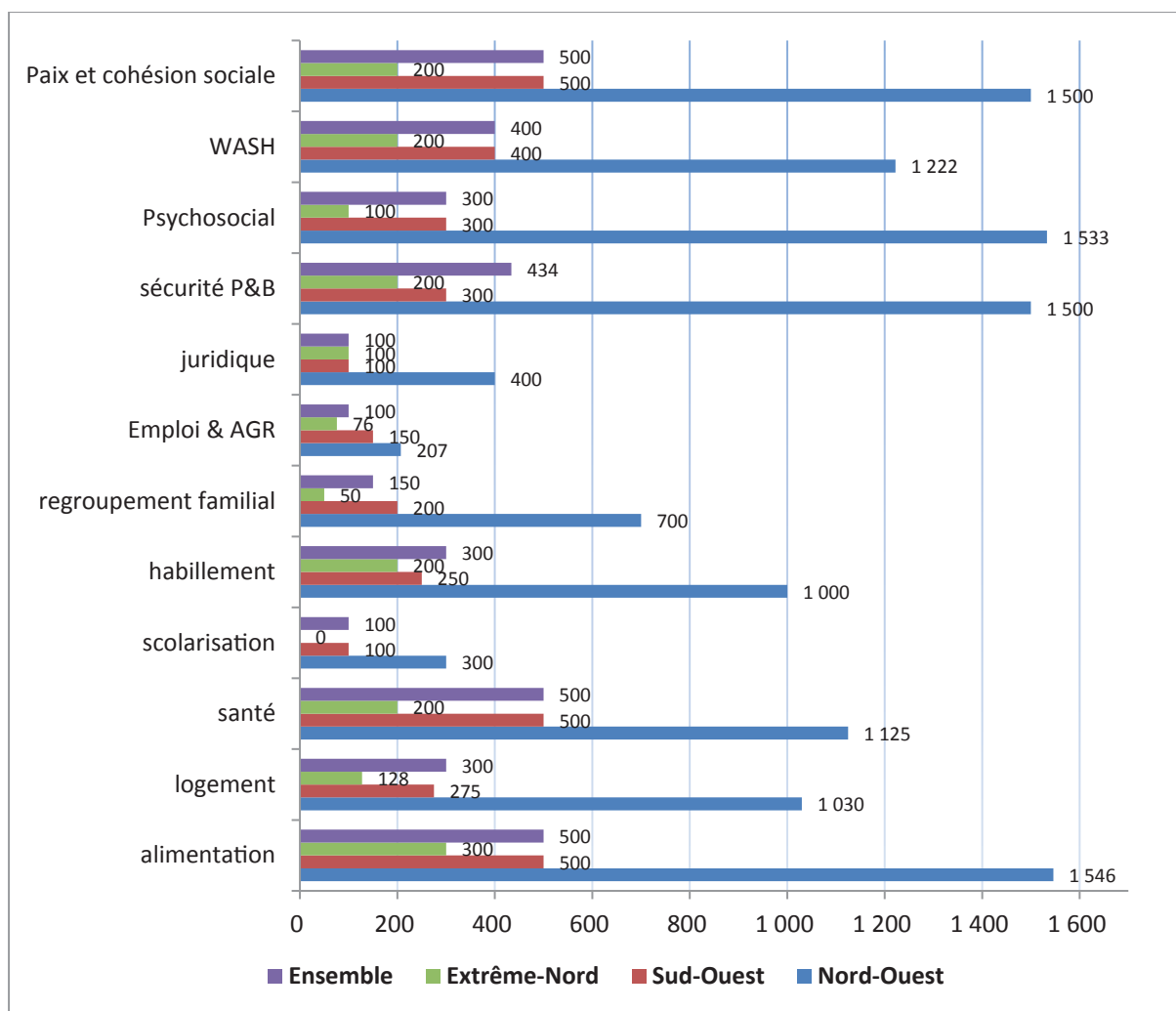


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

5.2.4. Situation des personnes âgées

Le nombre déclaré de personnes âgées à secourir dans chacun des domaines d'intérêt est plus élevé au Nord-Ouest que dans les deux autres régions considérées. Ce nombre varie de 207 pour les emplois et AGR à 1546 pour l'alimentation. A côté du Nord-Ouest, le Sud-Ouest reste la région la plus touchée par les préoccupations recensées chez le troisième âge. Avec des extrêmes allant de 100 pour le juridique à 500 pour l'alimentation, la santé ou la paix et cohésion sociale. Les difficultés les plus en vue à l'Extrême-Nord restent l'accès à l'alimentation et au logement avec environ 300 cas à secourir d'urgence, même si les besoins tels la santé, l'habillement, la sécurité, le WASH, la paix et cohésion sociale y tiennent une place importante avec 200 cas d'urgence.

Graphique 88 : Valeurs médianes du nombre de personnes âgées en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités, par région

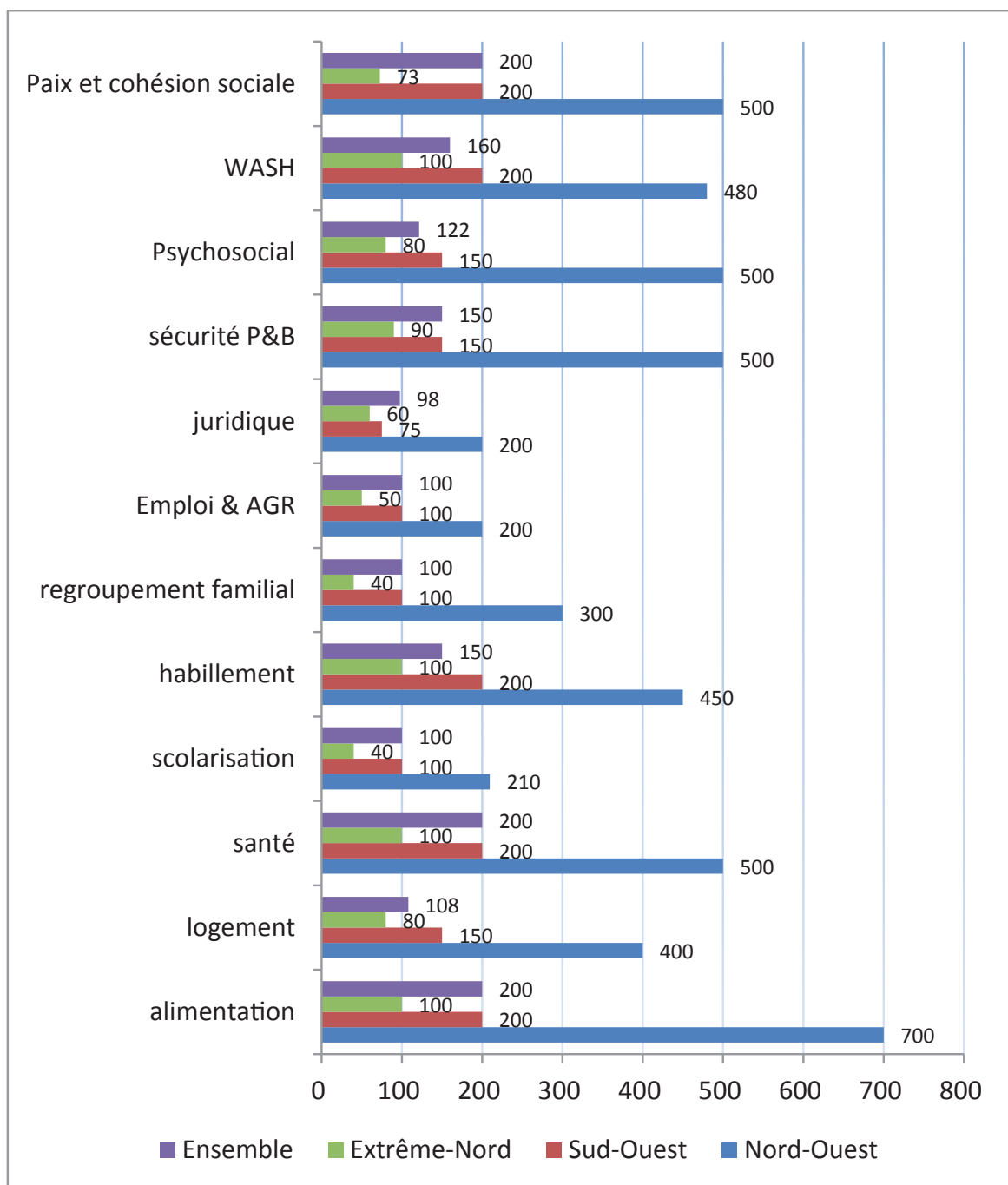


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

5.2.5. Situation des personnes en situation de handicap moteur

Les personnes vivant avec un handicap moteur sont les plus sinistrées dans la région du Nord-Ouest et ceci, quel que soit le domaine vital évalué. La charge indigente ici varie de 200 pour le juridique et les AGR à 700 pour l'alimentation. Le Sud-Ouest, avec deux fois et demie moins de cas que le Nord-Ouest reste cependant plus catastrophé que l'Extrême-Nord où l'ampleur des urgences de cette catégorie sociale est deux fois moins élevée. Les volets où les personnes vivant avec un handicap moteur sont un peu épargnées recouvrent la scolarisation, les AGR et le juridique et ceci dans les trois régions.

Graphique 89 : Valeurs médianes du nombre de personnes en situation de handicap moteur, en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités, par région

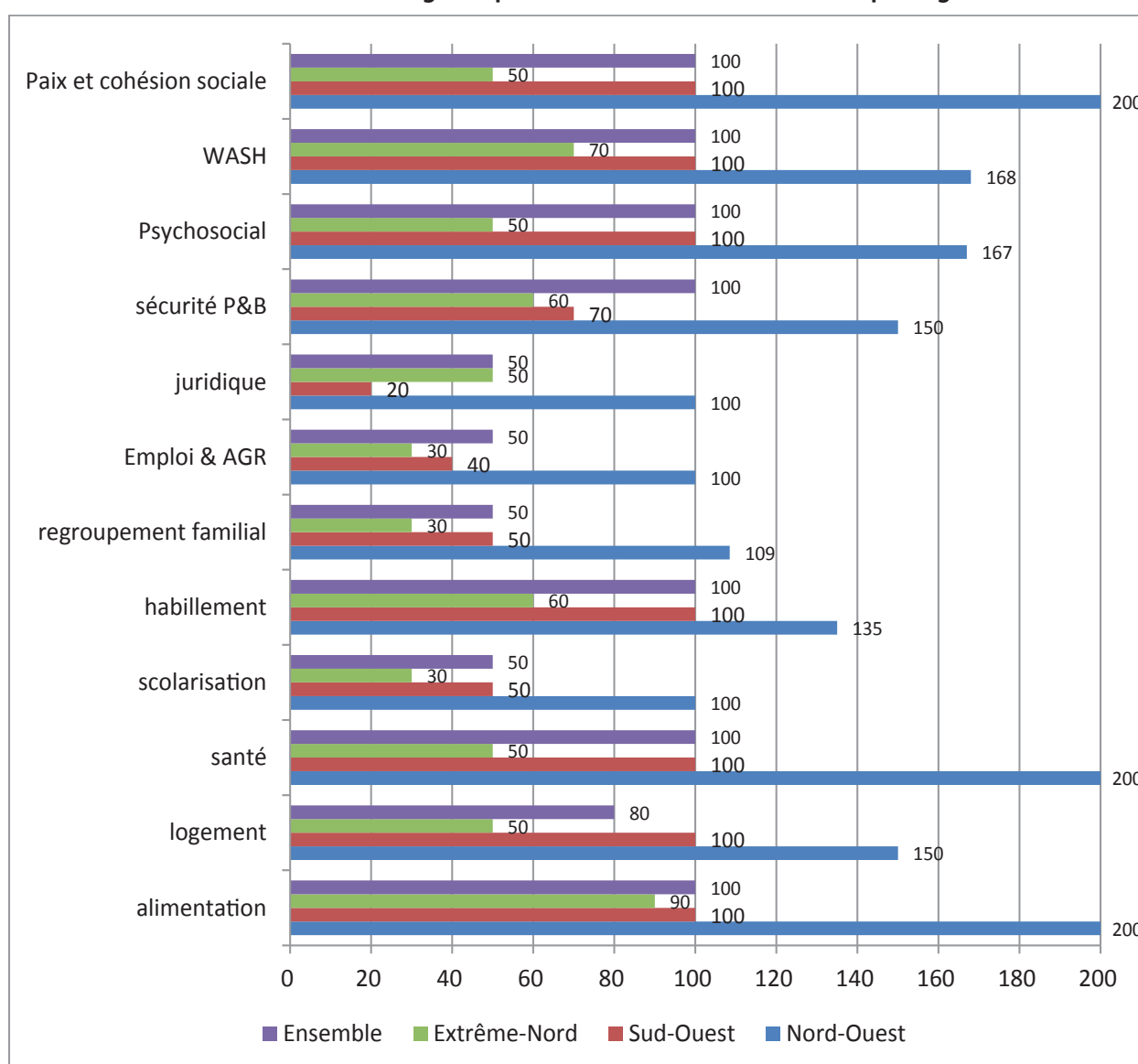


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

5.2.6. Situation des personnes en situation de handicap sensoriel

Les domaines où le secours d'urgence se pose le plus pour cette catégorie sociale regroupent l'alimentation, la santé, le WASH et le soutien psychosocial. Dans tous les domaines d'intérêt, le Nord-Ouest est systématiquement la région la plus touchée avec une charge variant entre 100 et 200 nécessiteux. Aussi, le Sud-Ouest présente des attentes concernant également tous les biens et services évalués, les effectifs à secourir variant entre 20 cas pour l'assistance juridique et 100 cas pour la majorité des autres commodités. Les besoins sont limités dans l'Extrême-Nord qui se situe généralement autour de 50 personnes à soutenir d'urgence.

Graphique 90 : Valeurs médianes du nombre de personnes en situation de handicap sensoriel, en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités, par région



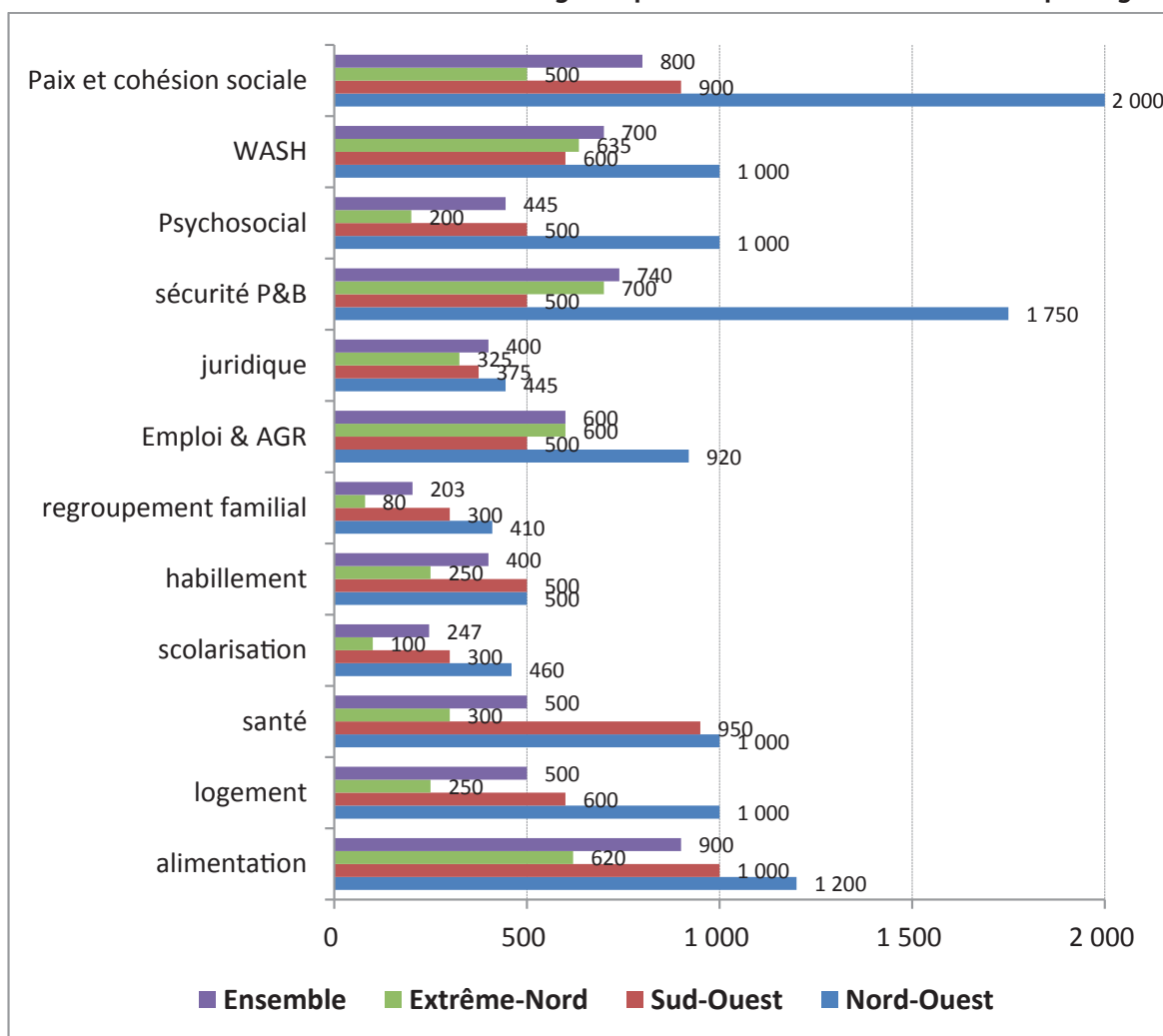
Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

5.2.7. Situation des ouvriers de l'agriculture, artisans et autres opérateurs des activités du monde rural

La catégorie sociale des ouvriers de l'agriculture, artisans et autres opérateurs des activités du monde rural présente des effectifs en situation d'urgence assez disparate d'une région à l'autre. Ainsi, il ressort que leurs besoins pressants sont plus massifs dans le Nord-Ouest que dans les deux autres régions, quelle que soit la commodité considérée. L'attention peut y être retenue par la préoccupation de sécurité et celle de la paix et cohésion sociale qui affichent les plus grands effectifs avec 1 750 et 2 000 cas respectivement.

En dehors des besoins tels le WASH, la sécurité des personnes et des biens, l'emploi et les AGR, les besoins au Sud-Ouest sont partout plus importants que ceux recensés à l'Extrême-Nord. Pour les volets tels le logement, la santé, la scolarisation, l'habillement, le regroupement familial et le soutien psychosocial, il va falloir déployer deux fois plus de ressources au Sud-Ouest qu'à l'Extrême-Nord si l'on veut y combler les attentes de cette catégorie sociale.

Graphique 91 : Valeurs médianes du nombre d'ouvriers agricoles, artisans et autres opérateurs des activités du monde rural, en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités, par région

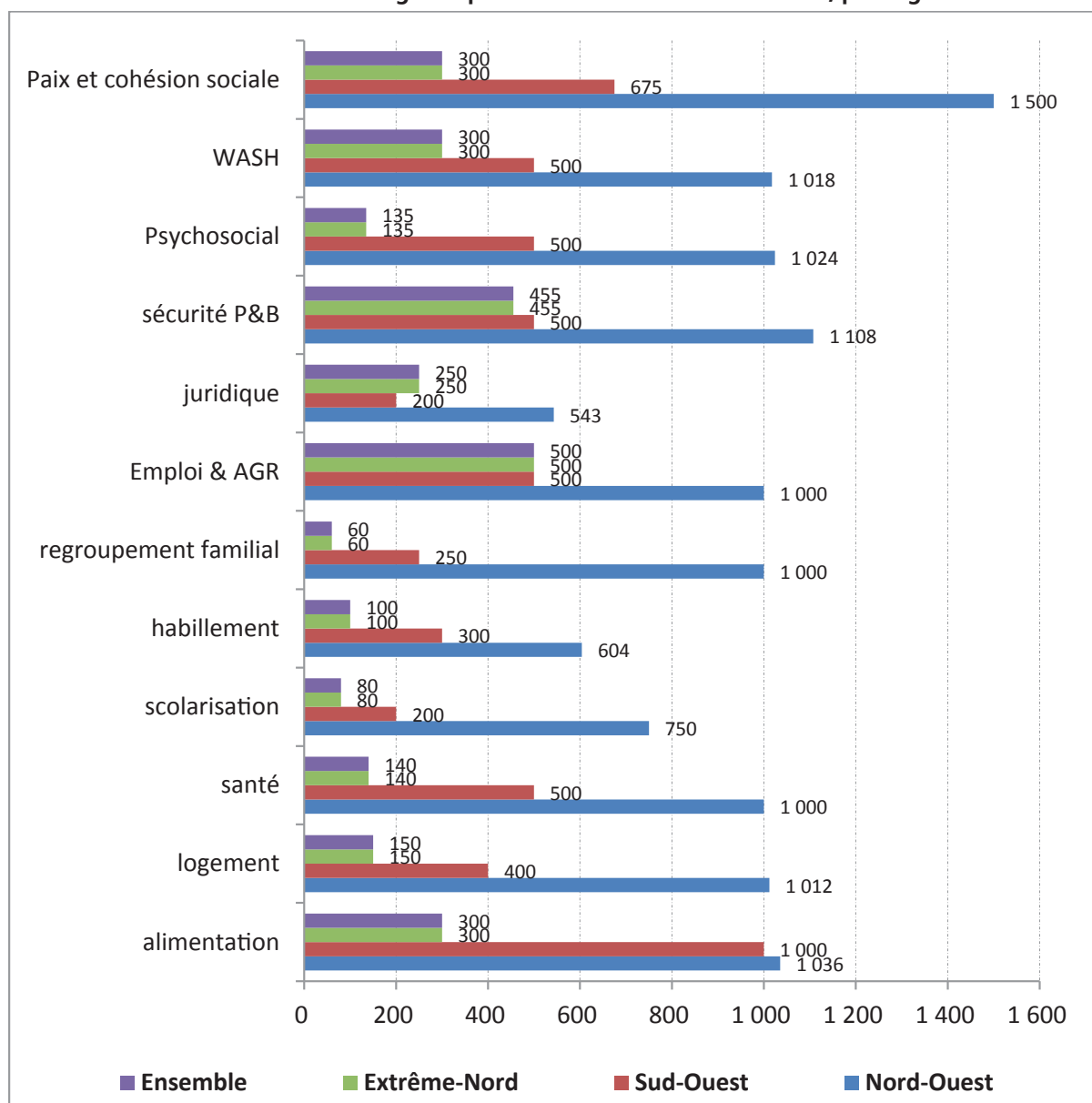


Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

5.2.8. Situation des petits commerçants et autres acteurs de l'économie informelle

Les petits commerçants et les acteurs de l'économie informelle sont relativement nombreux qui nécessitent une aide d'urgence pour la quasi-totalité des biens et services visés spécialement dans la région du Nord-Ouest où au moins 1 000 cas sont déclarés. Avec une charge d'indigence d'environ 500 cas, les volets paix et cohésion sociale, le WASH, le soutien psychosocial, la sécurité, l'emploi et AGR, la santé et la scolarisation sont considérablement préoccupants dans le Sud-Ouest, même si la question alimentaire y prédomine avec 1 000 cas à secourir. La catégorie sociale étudiée ici est relativement épargnée dans l'Extrême-Nord, sauf pour l'emploi et la sécurité où les attentes pressantes portent sur 450 à 500 cas.

Graphique 92 : Valeurs médianes du nombre de commerçants et autres acteurs de l'économie informelle, en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités, par région



Source : Enquête sur les groupes vulnérables dans les zones touchées par le conflit en 2020

Conclusion du chapitre 5

Le développement du présent chapitre a effectivement permis d'évaluer l'engagement des organisations interrogées, de manière à apporter de l'aide aux populations vulnérables tout au long du déroulement des conflits actuels.

L'occasion a également permis d'évaluer la consistance de l'aide d'urgence en ciblant pour chaque bien ou service requis, les différentes catégories sociales cibles qui seraient en situation de nécessité.

En tout état de cause, il en ressort que l'alimentation émerge comme le besoin pour lequel le plus grand nombre de parties prenantes sont intervenues pour secourir des indigents. C'est le cas de près de deux organisations sur trois interrogées.

A côté des besoins alimentaires, 45 à 50% des structures interrogées sont intervenues explicitement pour venir en aide en matière de santé, de WASH, de scolarisation, de soutien psychosocial et d'AGR.

Au demeurant, chacune des commodités fait l'objet de l'intervention bienfaitrice d'au moins 25% des organisations en faveur des groupes vulnérables. Les valeurs les plus élevées des appuis concernent l'alimentation et les AGR, tandis que les contributions médianes sont tendanciellement deux fois plus élevées au NOSO qu'à l'Extrême-Nord.

Sur le plan prospectif, il ressort que les catégories en besoins d'aide d'urgence sont massivement constituées des enfants surtout les filles et des femmes. Ces jeunes auxquels en l'occurrence, on pourrait ajouter les opérateurs en agriculture et ceux de l'économie informelle.

Le nombre médian de nécessiteux vulnérables perçus dans la région du Nord-Ouest atteint 5000 pour certaines commodités.

En général, l'effectif des indigents au Nord-Ouest est tendanciellement de trois à cinq fois plus élevé que dans chacune des deux autres régions.

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'étude a permis d'explorer la situation des groupes vulnérables à travers la perception de diverses organisations interviewées sur le sujet. Il en ressort essentiellement que :

- les organisations interrogées sont majoritairement de la société civile que secondent les entreprises et l'administration publique. Les entités de la société civile sont pour la plupart généralistes au sens où elles ne sont pas spécialisées à un champ d'intervention en particulier. Le niveau de représentativité rencontré des personnes ayant répondu pour le compte de leurs organisations est bon, suggérant une forte crédibilité des avis exprimés ;
- ciblant la vulnérabilité dans le contexte de conflit, les enfants, les filles/femmes, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées ont été quasiment plébiscitées, même si la presque totalité des groupes sociaux envisagés récoltent un fort pourcentage d'adhésion des répondants ;
- aussi, la restriction de la circulation (que ce soit des personnes, des biens ou des services), le dysfonctionnement des services (sociaux et de sécurité), les exactions des groupes armés, la perturbation des activités des entreprises sont apparus comme les manifestations des conflits ayant le plus d'effets pervers sur la vie des populations touchées ;
- les manifestations du conflit sur les groupes concernés sont jugées néfastes. Chez les enfants de moins de 18 ans, les jeunes filles et les femmes, les personnes vivant avec un handicap moteur, la dégradation des conditions de vie est encore la plus considérable. En revanche, la dégradation des conditions de vie est modérée pour les petits commerçants, les ouvriers de l'agriculture, de l'artisanat ou autres activités du monde rural, ainsi que les personnes âgées ;
- les conséquences des conflits ont impacté sensiblement plusieurs domaines de la vie des populations. Les services sociaux, la sécurité et l'économie paient le plus lourd tribut aux conflits, tandis que les ravages du conflit sont plutôt considérables en ce qui concerne les besoins de première nécessité (alimentation, eau potable, énergie, logement, habillement, etc.) et les autres besoins courants (transport, circulation de l'information, télécommunication, pratique religieuse, loisir, etc.).

En ce qui concerne les besoins recensés dans les groupes vulnérables, il est apparu que l'information circule assez bien pour communiquer sur ces besoins, les organisations étant informées fortuitement (jusqu'à 95% des cas selon la commodité), ou saisies explicitement par les nécessiteux (jusqu'à 75% des cas). Entre 25 et 65 % des organisations sont intervenues en portant un secours concret aux indigents suite à des sollicitations. Il apparaît que la circulation de l'information et l'engagement des intervenants varient considérablement selon la commodité considérée. Un accent particulier a été mis sur l'alimentation, la scolarisation, la santé, le soutien psychosocial et les AGR, où des appuis ont été les plus fréquemment enregistrés.

Aussi, les médianes des valeurs des aides sont-elles très disparates, avec des valeurs généralement autour de 200 000 FCFA, marquées par des extrêmes de : 500 000 FCFA pour l'emploi et les AGR et 95 000 FCFA pour le regroupement familial. Bien plus, les élans de cœur sont apparus plus prolifiques et prodigieux dans la région du Nord-Ouest d'une part, et en zone urbaine d'autre part.

L'analyse de l'ampleur des besoins d'urgences des personnes vulnérables a fait ressortir que la région du Nord-Ouest est de loin celle où la demande est la plus massive et ceci, quelle que soit la commodité considérée. Les groupes les plus indigents sont les enfants et la gent féminine, tandis que les besoins les plus pressants concernent l'alimentation, la paix et la cohésion sociale, la santé et le WASH.

ANNEXES

Annexe 1 : Résumé de l'assistance fournie par les organisations à titre d'aide d'urgence selon la commodité et le type d'organisation (montant en FCFA)

Type d'organisation	Commodité													Autres
	Alimentation	logement	santé	Scolari- sation	Habile- ment	Regroupe- ment familial	Emploi & AGR	juridique	sécurité B&S	Psychosocial	WASH	Paix et cohésion sociale		
Association/ groupe- ment apollitique	réponse valide	125	54	90	88	76	41	75	49	40	52	68	75	12
	Minimum	4 000	1 000	400	2 000	1 000	500	10 000	2 000	1 000	1 000	1 000	2 000	10 000
	Médiane	200 000	95 000	100 000	155 000	70 500	35 000	400 000	75 000	51 000	57 500	65 750	50 000	400 000
	Moyenne	1 591 949	2 394 231	1 715 854	2 871 091	1 144 443	3 798 817	5 271 140	2 405 867	2 592 037	2 527 868	2 844 053	2 844 053	9 611 667
	Maximum	60 000 000	90 000 000	70 000 000	95 000 000	45 000 000	50 000 000	97 000 000	79 000 000	88 000 000	70 000 000	50 000 000	70 000 000	70 000 000
ONG locale/nationale	réponse valide	62	30	42	39	37	20	34	21	14	45	38	39	5
	Minimum	10 000	8 000	5 000	25 000	10 000	9 000	25 000	20 000	5 000	5 000	10 000	1 000	200 000
	Médiane	500 000	400 000	500 000	400 000	100 000	200 000	550 000	500 000	175 000	200 000	450 000	400 000	2 000 000
	Moyenne	5 122 339	2 132 267	2 066 631	5 521 000	1 794 730	1 419 800	9 248 676	3 949 524	1 109 107	3 504 556	3 841 447	6 319 179	9 240 000
	Maximum	96 000 000	22 500 000	20 000 000	80 000 000	30 000 000	20 000 000	84 000 000	45 000 000	10 000 000	10 000 000	32 000 000	80 000 000	32 000 000
ONG internationale	réponse valide	34	17	34	24	27	13	26	15	13	23	27	23	3
	Minimum	10 000	40 000	10 000	30 000	10 000	15 000	80 000	5 000	22 000	10 000	8 000	45 000	20 000
	Médiane	2 070 000	2 000 000	1 270 000	2 900 000	800 000	400 000	3 000 000	4 500 000	3 000 000	2 000 000	2 500 000	1 000 000	300 000
	Moyenne	10 885 382	7 712 353	8 282 176	5 131 667	5 409 667	4 565 000	11 112 500	10 018 667	4 254 769	9 635 804	6 268 837	3 084 565	1 440 000
	Maximum	90 000 000	90 000 000	50 000 000	30 000 000	60 000 000	50 000 000	70 000 000	50 000 000	12 000 000	80 000 000	35 000 000	30 000 000	4 000 000
Organisation religieuse	réponse valide	72	41	54	43	54	28	39	19	21	35	36	32	4
	Minimum	2 000	1 200	1 000	450	800	2 000	10 000	1 000	10 000	5 000	300	5 000	30 000
	Médiane	300 000	200 000	200 000	400 000	87 500	95 000	480 000	25 000	120 000	100 000	100 000	72 500	75 000
	Moyenne	4 167 924	2 161 700	2 292 803	1 793 150	1 122 302	321 571	2 225 642	242 583	1 965 381	909 143	491 146	1 606 719	2 545 000
	Maximum	85 000 000	31 000 000	80 000 000	40 000 000	25 000 000	3 000 000	25 000 000	2 000 000	20 000 000	10 890 000	7 500 000	15 000 000	9 999 999

		Commodité												
Type d'organisation	Alimentation	logement	santé	Scolari- sation	Habile- ment	Regroupe- ment familial	Emploi & AGR	juridique	sécurité B&S	Psychosocial	WASH	Paix et cohésion sociale	Autres	
Admin de souveraineté (MINDEF, MINAT, DGSN, MINJUSTICE)	réponse valide	12	5	8	4	4	2	5	9	11	5	8	9	1
	Minimum	5 000	150 000	60 000	500 000	30 000	300 000	100 000	50 000	50 000	30 000	50 000	50 000	100 000
	Médiane	1 250 000	500 000	3 500 000	6 000 000	100 000	1 150 000	5 000 000	3 000 000	500 000	2 000 000	1 000 000	1 000 000	100 000
	Moyenne	5 642 917	3 030 000	4 807 500	8 125 000	6 307 500	1 150 000	17 140 000	10 133 333	10 059 091	2 726 000	8 668 750	5 616 667	100 000
	Maximum	30 000 000	10 000 000	15 000 000	20 000 000	25 000 000	2 000 000	50 000 000	70 000 000	70 000 000	10 000 000	50 000 000	30 000 000	100 000
autre administration publique	réponse valide	31	19	27	34	18	6	20	20	9	28	21	22	3
	Minimum	10 000	10 000	2 000	10 000	10 000	5 000	30 000	5 000	25 000	10 000	10 000	10 000	150 000
	Médiane	300 000	100 000	750 000	200 000	140 000	2 000 000	650 000	315 500	500 000	600 000	250 000	520 000	200 000
	Moyenne	4 947 355	5 115 526	4 256 741	1 128 824	1 094 444	2 417 500	6 136 250	2 685 050	2 419 444	1 120 357	909 082	1 254 393	283 333
	Maximum	99 000 000	60 000 000	72 000 000	16 000 000	10 000 000	5 000 000	50 000 000	30 125 000	10 000 000	7 000 000	10 000 000	5 000 000	500 000
parlement	réponse valide	1					1			1	1	1	1	
	Minimum	500 000					10 000		10 000	120 000	120 000	20 000	20 000	
	Médiane	500 000					10 000		10 000	120 000	120 000	20 000	20 000	
	Moyenne	500 000					10 000		10 000	120 000	120 000	20 000	20 000	
	Maximum	500 000					10 000		10 000	120 000	120 000	20 000	20 000	
CTD	réponse valide	19	10	17	16	12	9	12	7	9	6	10	11	1
	Minimum	50 000	42 000	100 000	50 000	50 000	10 000	100 000	100 000	60 000	200 000	50 000	100 000	6 000 000
	Médiane	1 200 000	2 750 000	1 000 000	2 850 000	300 000	200 000	2 750 000	1 000 000	5 000 000	7 000 000	12 000 000	5 000 000	6 000 000
	Moyenne	6 145 263	9 534 200	7 450 000	5 540 625	5 028 750	3 231 667	7 045 833	4 985 714	5 001 111	19 116 667	18 515 000	8 154 545	6 000 000
	Maximum	26 000 000	50 000 000	80 000 000	20 000 000	50 000 000	20 000 000	30 000 000	15 000 000	10 000 000	80 000 000	50 000 000	40 000 000	6 000 000
autorité traditionnelle	réponse valide	26	14	15	9	12	8	6	10	12	9	16	11	1
	Minimum	10 000	24 000	15 000	15 000	20 000	15 000	50 000	18 000	50 000	30 000	40 000	10 000	2 000 000
	Médiane	500 000	200 000	300 000	400 000	125 000	125 000	125 000	150 000	400 000	200 000	200 000	100 000	2 000 000
	Moyenne	2 797 308	750 286	911 667	1 566 889	222 500	459 375	308 333	183 300	510 833	191 667	1 570 625	370 909	2 000 000
	Maximum	50 000 000	6 000 000	5 000 000	10 000 000	600 000	2 030 000	1 200 000	700 000	1 500 000	500 000	15 000 000	1 500 000	2 000 000

		Commodité												
Type d'organisation		Alimentation	logement	santé	Scolari- sation	Habile- ment	Regroupe- ment familial	Emploi & AGR	juridique	sécurité B&S	Psychosocial	WASH	Paix et cohésion sociale	Autres
	réponse valide	3	1	3	2	1		1	1	1	1	1	1	
Parti politique	Minimum	700 000	700 000	700 000	800 000	500 000		1 000 000	500 000	800 000	500 000	400 000	1 200 000	
	Médiane	1 000 000	700 000	800 000	1 000 000	500 000		1 000 000	500 000	800 000	500 000	400 000	1 200 000	
	Moyenne	1 233 333	700 000	833 333	1 000 000	500 000		1 000 000	500 000	800 000	500 000	400 000	1 200 000	
	Maximum	2 000 000	700 000	1 000 000	1 200 000	500 000		1 000 000	500 000	800 000	500 000	400 000	1 200 000	
	réponse valide	98	54	62	62	59	21	101	38	32	34	46	38	9
GIC, entreprise ou établissement	Minimum	5 000	1 000	1 000	2 000	5 000	1 000	12 000	1 000	1 000	2 500	100	2 000	17 000
	Médiane	250 000	65 000	100 000	100 000	50 000	50 000	250 000	50 000	100 000	50 000	100 000	50 000	200 000
	Moyenne	1 379 184	262 056	689 181	483 065	175 339	73 452	2 563 139	161 724	1 838 563	782 868	1 201 524	158 132	2 245 222
	Maximum	47 000 000	3 000 000	26 000 000	6 000 000	2 950 000	300 000	60 000 000	1 200 000	50 000 000	20 000 000	25 000 000	2 000 000	13 000 000
	réponse valide	1	1	1				1	2		2	2	1	
Partenaire au développement	Minimum	15 000 000	1 000 000	10 000 000				42 000 000	4 500 000		5 000 000	10 000 000	5 000 000	
	Médiane	15 000 000	1 000 000	10 000 000				42 000 000	4 750 000		6 500 000	10 000 000	5 000 000	
	Moyenne	15 000 000	1 000 000	10 000 000				42 000 000	4 750 000		6 500 000	10 000 000	5 000 000	
	Maximum	15 000 000	1 000 000	10 000 000				42 000 000	5 000 000		8 000 000	10 000 000	5 000 000	
	réponse valide	484	246	353	321	300	149	320	191	163	241	274	263	39
Ensemble	Minimum	2 000	1 000	400	450	800	500	10 000	1 000	1 000	1 000	100	1 000	10 000
	Médiane	300 000	200 000	200 000	241 000	100 000	95 000	500 000	130 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000
	Moyenne	3 619 225	2 630 237	2 820 331	2 722 188	1 596 127	2 037 678	5 256 930	2 897 885	3 805 414	3 102 062	3 208 944	2 913 565	5 261 461
	Maximum	99 000 000	90 000 000	80 000 000	95 000 000	60 000 000	50 000 000	97 000 000	79 000 000	88 000 000	80 000 000	70 000 000	80 000 000	70 000 000

Annexe 2 : Résumé du nombre déclaré d'enfants en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités

Région	Alimentation	Logement	santé	Scolarisation	Habillage	Regroupement familial	Emploi & AGR	Juridique	sécurité	Psycho-social	WASH	Paix et cohésion sociale	Autres	
Nord-Ouest	Répondant	188	187	187	188	174	143	178	171	180	184	172	7	
	Minimum	5	5	5	4	0	0	2	10	2	1	13	400	
	Médiane	5 000	3 200	5 000	2 010	1 000	700	2 000	4 030	4 000	3 509	5 000	80 000	
	Moyenne	34 091	27 070	28 338	39 037	18 129	10 020	3 570	7 117	46 100	37 851	18 808	47 789	220 943
	Maximum	810 000	700 000	900 000	700 000	600 000	700 000	120 000	500 000	840 000	840 000	980 040	840 000	900 000
Sud-Sud-Ouest	Répondant	237	216	235	218	179	188	192	208	195	216	207	9	
	Minimum	10	0	2	5	1	0	1	10	1	25	1	54	
	Médiane	1 500	900	1 500	1 200	1 000	500	200	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	
	Moyenne	6 306	2 806	4 159	6 530	5 270	1 878	1 208	1 633	9 048	3 992	4 489	9 631	1 439
	Maximum	600 000	60 000	90 000	400 000	600 000	80 000	40 000	50 000	400 000	85 000	100 000	400 000	8 000
Extrême-Nord	Répondant	255	242	249	243	221	203	253	223	236	247	226	6	
	Minimum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Médiane	1 300	600	900	1 225	1 000	200	1 000	700	568	1 000	800	472	
	Moyenne	2 547	1 414	1 842	2 145	1 619	402	651	2 025	1 632	1 860	2 044	746	
	Maximum	19 000	32 000	25 000	19 000	9 999	4 000	19 000	11 000	19 000	11 000	19 000	11 000	2 720
Ensemble des trois régions	Répondant	690	646	671	676	574	534	623	602	611	647	605	22	
	Minimum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Médiane	2 000	1 000	1 500	1 775	1 000	500	200	1 000	1 000	1 000	1 500	1 000	
	Moyenne	12 890	9 346	10 037	13 888	7 628	3 778	1 629	3 359	16 826	12 936	7 558	17 645	71 092
	Maximum	810 000	700 000	900 000	700 000	600 000	700 000	120 000	500 000	840 000	840 000	980 040	840 000	900 000

Annexe 3 : résumé du nombre déclaré de jeunes en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités

Région	Alimentation	logement	santé	scolarisation	Habillement	Regroupement familial	Emploi & AGR	juridique	sécurité B&S	Psycho social	WASH	Paix et cohésion sociale	Autres	
Nord-Ouest	Répondant	184	183	181	181	169	181	173	171	178	181	173	9	
	Minimum	5	2	2	2	4	1	2	10	5	2	10	200	
	Médian	5 000	3 000	3 000	5 000	2 000	2 000	2 000	6 000	5 000	3 000	6 000	3 000	
	Moyenne	2 1 564	17 263	33 417	38 493	18 998	12 421	24 361	12 629	40 732	38 873	15 934	42 322	166 616
	Maximum	625 000	800 000	900 000	810 000	626 000	800 000	860 000	700 000	860 000	860 000	700 000	860 000	800 000
	Répondant	235	216	232	230	214	178	231	198	208	189	210	204	9
Sud-Ouest	Minimum	0	3	1	3	5	2	2	10	4	10	10	15	
	Médian	1 500	1 000	1 000	1 500	550	500	1 500	800	750	850	1 000	500	
	Moyenne	7 755	2 911	3 801	6 552	2 180	1 840	11 267	5 028	15 585	3 973	3 936	12 695	100 454
	Maximum	600 000	70 000	100 000	600 000	90 000	80 000	800 000	600 000	800 000	100 000	100 000	500 000	900 000
	Répondant	247	236	245	252	225	196	253	250	219	227	248	231	7
	Minimum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Extrême-Nord	Médian	700	400	500	320	450	100	700	500	400	700	500	780	
	Moyenne	1 641	904	1 112	1 048	1 091	369	1 496	1 272	1 005	1 366	1 436	956	
	Maximum	20 000	9 999	20 000	20 000	10 000	5 000	20 000	10 000	20 000	10 000	20 000	10 000	2 550
	Répondant	675	636	660	663	620	543	665	621	598	639	608	25	
	Minimum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Médian	1 325	855	900	1 000	800	350	1 370	700	1 000	800	1 000	1 000	900
Ensemble	Moyenne	9 466	6 318	11 014	13 180	6 695	4 602	11 114	5 633	17 555	6 337	16 847	96 413	
	Maximum	625 000	800 000	900 000	810 000	626 000	800 000	860 000	700 000	860 000	700 000	860 000	900 000	

Annexe 4 : Résumé du nombre déclaré de personnes âgées en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités

Région	Alimen- tation	Loge- ment	santé	Scola- risation	Habile- ment	Regrou- pement familial	Emploi & AGR	juridique	sécurité B&S	Psycho- social	WASH	Paix et cohésion sociale	Autres
Nord- Ouest	Répondant	180	175	125	172	161	123	148	163	169	164	165	7
	Minimum	1	1	0	1	5	0	0	10	1	1	10	100
	Médian	1 546	1 030	300	1 000	700	207	400	1 500	1 533	1 222	1 500	2 800
	Moyenne	12 035	10 680	9 796	6 150	2 895	819	1 810	13 902	15 713	4 007	15 460	161 843
	Maximum	700 000	700 000	800 000	300 000	150 000	9 000	100 000	600 000	700 000	150 000	700 000	700 000
Sud-Ouest	Répondant	230	214	146	208	174	198	184	206	187	210	204	7
	Minimum	0	1	0	1	1	0	1	4	0	2	3	18
	Médian	500	275	500	250	200	150	100	300	300	400	500	300
	Moyenne	1 804	1 221	1 921	935	1 168	792	608	4 178	2 544	1 624	4 446	10 403
	Maximum	45 000	20 000	45 000	20 000	80 000	20 000	20 000	250 000	80 000	40 000	250 000	70 000
Extrême- Nord	Répondant	250	226	80	226	168	200	223	210	217	244	219	5
	Minimum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Médian	300	128	200	200	50	76	100	200	100	200	200	50
	Moyenne	606	361	507	579	177	257	359	556	418	519	499	421
	Maximum	9 999	5 000	9 000	9 999	2 500	9 000	9 999	9 999	9 999	5 000	9 000	5 000
Ensemble	Répondant	660	615	648	606	503	521	555	579	573	618	588	19
	Minimum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Médian	500	300	500	300	150	100	100	434	300	400	500	700
	Moyenne	4 140	3 597	3 506	2 282	1 390	593	829	5 601	5 623	1 820	6 067	63 570
	Maximum	700 000	700 000	800 000	300 000	150 000	20 000	100 000	600 000	700 000	150 000	700 000	700 000

Annexe 5 : Résumé du nombre déclaré de personnes en situation de handicap moteur, en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités

Région	Alimen- tation	logement	santé	Scola- risation	Habille- ment	Regrou- pement familial	Emploi & AGR	juridique	sécurité B&S	Psycho- social	WASH	Paix et cohésion sociale	Autres	
Nord- Ouest	Répondant	177	171	160	168	161	153	156	160	168	164	167	8	
	Minimum	2	2	2	2	4	5	3	2	2	5	2	30	
	Médian	700	400	500	210	450	300	200	500	500	480	500	550	
	Moyenne	6 961	6 549	5 312	2 097	4 195	3 316	3 333	3 652	8 980	9 229	5 146	6 386	11 735
	Maximum	800 000	700 000	600 000	200 000	500 000	400 000	400 000	500 000	700 000	700 000	600 000	400 000	60 000
Sud-Ouest	Répondant	222	203	186	198	162	199	167	197	185	195	195	6	
	Minimum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	
	Médian	200	150	200	100	200	100	75	150	150	200	200	600	
	Moyenne	658	556	734	582	610	822	494	288	967	765	842	1 176	
	Maximum	6 000	9 000	10 000	40 000	15 000	80 000	10 000	4 000	30 000	10 000	20 000	30 000	6 000
Extrême- Nord	Répondant	251	219	248	204	159	218	237	211	219	242	214	6	
	Minimum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Médian	100	80	100	40	100	40	60	90	80	100	73	29	
	Moyenne	418	245	285	212	273	149	282	255	313	278	289	265	
	Maximum	8 000	8 000	8 000	5 000	8 000	3 000	6 000	8 000	8 000	8 000	8 000	8 000	500
Ensemble	Répondant	650	593	636	550	482	570	560	568	572	601	576	20	
	Minimum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Médian	200	108	200	100	150	100	98	150	122	160	200	200	
	Moyenne	2 282	2 169	1 790	885	1 486	1 433	1 175	1 211	2 981	3 064	1 794	2 348	
	Maximum	800 000	700 000	600 000	200 000	500 000	400 000	400 000	500 000	700 000	700 000	600 000	400 000	60 000

Annexe 6 : résumé du nombre déclaré de personnes en situation de handicap sensoriel, en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités

Région	Alimen- tation	logement	santé	Scolari- sation	Habile- ment	Regrou- pement familial	Emploi & AGR	juridique	sécurité B&S	Psycho social	WASH	Paix et cohésion sociale	Autres	
Nord- Ouest	Répondant	173	166	120	165	158	116	132	156	161	162	155	6	
	Minimum	0	1	0	1	4	0	0	1	1	1	1	50	
	Médian	200	150	200	100	135	109	100	150	167	168	200	2 000	
	Moyenne	797	507	1 362	257	508	374	268	256	1 037	2 361	1 979	2 086	2 675
	Maximum	14 000	10 000	100 000	4 000	10 000	10 000	8 000	6 000	20 000	100 000	100 000	90 000	8 000
Sud-Ouest	Répondant	206	186	141	184	147	132	122	184	176	187	185	5	
	Minimum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	
	Médian	100	100	100	50	100	50	40	20	70	100	100	1 000	
	Moyenne	538	704	547	298	389	328	408	285	727	625	598	733	2 021
	Maximum	10 000	60 000	15 000	4 000	8 000	8 000	9 000	6 000	18 000	15 000	11 000	17 000	8 000
Extrême- Nord	Répondant	245	209	193	217	158	202	228	205	214	239	204	4	
	Minimum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Médian	90	50	30	60	30	30	30	50	60	70	50	75	
	Moyenne	235	117	183	167	184	101	188	190	193	176	224	206	73
	Maximum	3 000	3 100	3 000	3 000	2 000	2 500	3 000	5 000	3 000	6 005	6 300	5 000	142
Ensemble	Répondant	624	561	454	566	463	450	482	545	551	588	544	15	
	Minimum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Médian	100	80	100	100	50	50	50	50	100	100	100	100	1 000
	Moyenne	491	427	624	231	345	266	273	232	615	958	826	921	1 763
	Maximum	14 000	60 000	100 000	4 000	10 000	10 000	9 000	6 000	20 000	100 000	100 000	90 000	8 000

Annexe 7 : Résumé du nombre déclaré d'ouvriers de l'agriculture ou de l'artisanat, en besoin d'aide d'urgence pour les différents commerces

Région	Alimentation	logement	santé	Scolarisation	habillement	Regroupement familial	Emploi & AGR	juridique	sécurité B&S	Psycho social	WASH	Paix et cohésion sociale	Autres
Nord-Ouest	Répondant	171	171	158	169	158	156	162	164	171	168	166	8
	Minimum	2	2	2	0	10	0	4	10	9	5	10	150
	Médian	1 200	1 000	460	500	410	920	445	1 750	1 000	1 000	2 000	2 000
	Moyenne	14 778	10 017	9 296	9 203	6 944	3 130	2 882	8 953	12 633	3 535	8 923	49 944
	Maximum	800 000	800 000	800 000	800 000	800 000	800 000	60 000	200 000	900 000	35 000	400 000	300 000
Sud-Ouest	Répondant	228	212	169	197	171	215	178	206	183	205	202	6
	Minimum	0	3	10	5	5	10	5	3	0	7	8	18
	Médian	1 000	600	300	500	300	500	375	500	500	600	900	600
	Moyenne	3 731	1 851	3 454	1 321	1 505	1 736	1 353	11 287	3 387	2 744	14 671	1 053
	Maximum	80 000	25 000	50 000	8 000	15 000	80 000	60 000	20 000	500 000	80 000	60 000	600 000
Extrême-Nord	Répondant	227	213	181	201	167	243	244	222	208	243	234	8
	Minimum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Médian	620	250	100	250	80	600	325	700	200	635	500	190
	Moyenne	1 691	769	453	838	315	1 381	886	1 503	862	1 370	1 356	504
	Maximum	19 000	8 000	19 000	9 999	5 000	19 000	10 000	10 000	10 000	19 000	10 000	1 500
Ensemble	Répondant	635	596	508	567	496	614	584	592	562	616	602	22
	Minimum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Médian	900	500	247	400	203	600	400	740	445	700	800	900
	Moyenne	6 133	3 807	4 284	3 499	2 837	1 950	1 582	6 971	5 266	2 418	7 910	18 632
	Maximum	800 000	800 000	800 000	800 000	800 000	800 000	60 000	200 000	500 000	900 000	600 000	300 000

Annexe 8 : Résumé du nombre déclaré de petits commerçants et travailleurs de l'informel, en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités

Région	alimentation	logement	santé	Scolari- sation	habillement	Regrou- pement familial	Emploi & AGR	juridique	sécurité B&S	Psycho- social	WASH	Paix et cohésion sociale	Autres	
Nord- Ouest	Répondant	174	168	154	166	159	153	161	162	168	164	163	7	
	Minimum	5	4	0	0	0	0	3	14	9	10	19	50	
	Médian	1 036	1 012	750	604	1 000	1 000	543	1 108	1 024	1 018	1 500	9 000	
	Moyenne	11 843	3 490	8 308	7 539	5 014	3 439	3 552	3 356	3 908	4 247	11 240	73 850	
	Maximum	600 000	100 000	700 000	500 000	400 000	100 000	81 000	300 000	200 000	80 000	100 000	810 000	450 000
	Répondant	226	203	217	171	192	168	209	175	204	183	201	202	7
Sud- Ouest	Minimum	0	2	3	5	1	0	2	0	0	7	5	8	
	Médian	1 000	400	200	300	250	500	200	500	500	500	675	150	
	Moyenne	2 225	1 359	1 736	762	775	756	1 626	781	8 281	2 267	1 614	8 011	844
	Maximum	40 000	23 000	25 000	8 000	25 000	10 000	40 000	13 000	700 000	50 000	25 000	700 000	2 500
	Répondant	222	208	217	182	196	165	241	243	228	208	239	219	10
	Minimum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Extrême- Nord	Médian	300	150	80	100	60	500	250	455	135	300	300	5	
	Moyenne	1 035	462	358	557	196	989	663	1 108	587	760	820	248	
	Maximum	11 000	7 000	11 000	11 000	7 000	2 500	11 000	8 000	11 000	11 000	9 999	1 000	
	Répondant	622	579	599	507	554	492	603	579	594	604	584	24	
	Minimum	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Médian	800	300	400	200	300	200	500	300	635	400	580	700	325
Ensemble	Moyenne	4 491	1 655	3 114	2 676	1 968	1 860	1 447	5 224	2 135	1 991	6 216	21 889	
	Maximum	600 000	100 000	700 000	500 000	400 000	81 000	300 000	700 000	80 000	100 000	810 000	450 000	

S01Q12	Fonction du répondant dans l'organisation : _____ 1= le Principal Responsable local; 2 =un autre membre du bureau ; 3= Elu local ; 4 =autorité traditionnelle ; 5= autorité administrative. 6 = responsable sécuritaire 7= Autres (à préciser) _____	<input type="checkbox"/>
--------	--	--------------------------

2. Avis sur les causes et origine de la vulnérabilité en contexte de conflit

2.1 Délimitation/identification des personnes vulnérables

A votre avis, les principaux groupes sociaux ci-dessous vous apparaissent-elles comme particulièrement vulnérables et précaires dans le contexte du conflit actuel dans votre région de résidence ? 1 = oui ; 2 = non		
S02Q01	Les enfants (moins de 18 ans)	<input type="checkbox"/>
S02Q02	Les jeunes filles et les femmes	<input type="checkbox"/>
S02Q03	Les jeunes (19 à 35 ans)	<input type="checkbox"/>
S02Q04	les Personnes âgées	<input type="checkbox"/>
S02Q05	Les personnes handicapées moteurs	<input type="checkbox"/>
S02Q06	Les personnes présentant une déficience (audition, vue, parole ou mental)	<input type="checkbox"/>
S02Q07	Les ouvriers de l'agriculture, de l'artisanat ou autres activités du monde rural	<input type="checkbox"/>
S02Q08	les petits commerçants et autres travailleurs de l'économie informelle	<input type="checkbox"/>
S02Q09	autre groupe social à préciser _____	<input type="checkbox"/>

2.2 Sources de vulnérabilité en contexte de crise

Parmi les faits suivants, quels sont ceux qui ont contribué ou entretenu la vulnérabilité dans le contexte du conflit actuel 1 = oui ; 2 = non		
S02Q10	La restriction de la circulation des personnes ;	<input type="checkbox"/>
S02Q11	La restriction de la circulation des biens et services ;	<input type="checkbox"/>
S02Q12	Le dysfonctionnement des services de sécurité et de la justice	<input type="checkbox"/>
S02Q13	Le dysfonctionnement des autres services publics	<input type="checkbox"/>
S02Q14	Le dysfonctionnement des marchés de biens et services (villes mortes et autres)	<input type="checkbox"/>
S02Q15	Le dysfonctionnement des services sociaux (santé, éducation, sport, arts et culture, communication, etc.)	<input type="checkbox"/>
S02Q16	Les exactions des forces de sécurité	<input type="checkbox"/>
S02Q17	Les exactions des groupes armés non étatiques	<input type="checkbox"/>

S02Q18	La perturbation des services liés au TIC (téléphone, internet, monnaie mobile, etc)	<input type="checkbox"/>
S02Q19	La perturbation des activités des entreprises ou du système productif en général	<input type="checkbox"/>
S02Q20	Autre fait probant (à préciser) _____	<input type="checkbox"/>

3. Avis sur l'ampleur et les manifestations de la vulnérabilité dues au conflit

<p>Comment est-ce que la crise actuelle a affecté les conditions de vie des différents groupes potentiellement vulnérables</p> <p>1= aucun effet ; 2= faible dégradation des conditions de vie ; 3= dégradation modérée des conditions de vie</p> <p>4 = dégradation considérable ou forte dégradation des conditions de vie ; 5= très forte dégradation des conditions de vie</p>		
S02Q01	Les enfants (moins de 18 ans)	<input type="checkbox"/>
S02Q02	Les jeunes filles et les femmes	<input type="checkbox"/>
S02Q03	Les jeunes (19 à 35 ans)	<input type="checkbox"/>
S02Q04	les Personnes âgées	<input type="checkbox"/>
S02Q05	Les personnes handicapées moteurs	<input type="checkbox"/>
S02Q06	Les personnes présentant une déficience (audition, vue, parole ou mental)	<input type="checkbox"/>
S02Q07	Les ouvriers de l'agriculture, de l'artisanat ou autres activités du monde rural	<input type="checkbox"/>
S02Q08	les petits commerçants et autres travailleurs de l'économie informelle	<input type="checkbox"/>
S02Q09	Autre groupe social (à préciser) _____	<input type="checkbox"/>

4. Avis sur les conséquences et effets du conflit sur les groupes potentiellement vulnérables

<p>Comment appréciez-vous les ravages occasionnés par le conflit sur les groupes vulnérables dans vos régions pour chacun des domaines ci-après : 1= sans effet ; 2 = faible ou négligeable ; 3 = modéré ; 4= considérable ou important ; 5= très important ou catastrophique</p>		
S04Q01	Au sujet des services sociaux de base (éducation, santé, assainissement, etc.)	<input type="checkbox"/>
S04Q02	Au sujet des besoins de première nécessité (alimentation, eau potable, énergie, logement, habillement, etc.) ;	<input type="checkbox"/>
S04Q03	Au sujet des autres besoins courants (transport, circulation de l'information, télécommunication, pratique religieuse, loisir, etc.) ;	<input type="checkbox"/>
S04Q04	concernant les emplois et les activités génératrices de revenu	<input type="checkbox"/>
S04Q05	concernant la sécurité ;	<input type="checkbox"/>
S04Q06	concernant le respect des autres droits fondamentaux des humains (liberté d'expression, liberté d'association, etc.) ;	<input type="checkbox"/>
S04Q07	Concernant le système de protection et de sécurité sociale (mutuelle sociale et autres mode de mutualisation des risques sociaux)	<input type="checkbox"/>

S04Q08	Concernant les droits et la santé sexuels et reproductifs (viol, mutilation génitale, mariage forcé/précoce, grossesse non désirée, VBG, IST/MST, etc.)	<input type="checkbox"/>
S04Q09	concernant d'autres domaines vitaux (à préciser) : _____ _____	<input type="checkbox"/>

5. Appréciation des besoins des groupes vulnérables en contexte de conflit et mesures prises

5.1 Domaines couverts par les besoins des groupes vulnérables et mesures prises pour la mitigation

N°	Type de commodité	S051Q01 : Avez-vous été informés des personnes ou groupes de personnes en besoin d'aide d'urgence pour la commodité 1= oui ; 2= non	S051Q02 : Votre organisation a-t-elle été spécialement sollicitée par des personnes en besoin d'aide d'urgence pour la commodité 1= oui ; 2= non	S051Q03 : Votre organisation est-t-elle intervenue pour procurer de l'assistance en faveur des personnes ou groupe de personnes en besoin d'aide d'urgence pour la commodité dans le contexte de conflit ? 1= oui ; 2= non	S051Q04 : A combien estimée vous la valeur totale de l'assistance fournie par votre organisation au titre besoin d'aide d'urgence pour la commodité dans le contexte de conflit (en FCFA)
a	Alimentation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
b	Logement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
c	Soins de santé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
d	Scolarisation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
e	Habillement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
f	Regroupement familial	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
g	Emploi ou AGR (*)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
h	Juridique (**)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
i	Sécurité des personnes et des biens	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
j	Accompagnement psychosocial	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
k	Eau, Assainissement, hygiène et salubrité (WASH)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
l	Promotion de la paix et de la cohésion sociale (médiation conciliation, etc.)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>
m	Autres à préciser _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>

(*) : Activité Génératrice de Revenu

(**) : CNI, acte de naissance, autres documents de base, droit humain, justice, etc.)

5.2 Ampleur des besoins dans les groupes vulnérables

Type de commodité		S052Q01 : Nombre approximatif des enfants (0-18ans) en besoins d'urgence dans la région	S052Q02 : Nombre approximatif de filles/ femmes en besoins d'urgence dans la région	S052Q03 : Nombre approximatif de jeunes (19-35 ans) en besoins d'urgence dans la région	S052Q04 : Nombre approximatif des personnes âgées en besoins d'urgence dans la région	S052Q05 : Nombre approximatif de personnes en situation de handicap moteur en besoins d'urgence dans la région	S052Q06 : Nombre approximatif de personnes en situation de handicap sensoriel en besoins d'urgence dans la région	S052Q07 Nombre d'ouvriers de l'agriculture, de l'artisanat ou autres activités du monde rural	S052Q08 Nombre de petits commerçants et autres travailleurs de l'économie informelle
a	Alimentation	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _
b	Logement	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _
c	Soins de santé	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _
d	Scolarisation	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _
e	Habillement	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _
f	Regroupement familial	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _
g	Emploi ou AGR (*)	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _
h	Juridique (**)	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _
i	Sécurité des personnes et des biens	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _
j	Accompagnement psychosocial	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _
k	Eau, Assainissement, hygiène et salubrité (WASH)	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _
l	Promotion de la paix et de la cohésion sociale (médiation conciliation, etc.)	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _
m	Autres à préciser _____	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _	_ _ _ _ _

(*) : Activité Génératrice de Revenu

(**) : CNI, acte de naissance, autres documents de base, droit humain, justice, etc.)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages

1. Amnesty International, *UNE TOURNURE TRAGIQUE : VIOLENCE ET ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DANS LES REGIONS ANGLOPHONES DU CAMEROUN*, 2018, 40P
2. Magrin Géraud, Pérouse Marc-Antoine de Montclos, *CRISE ET DEVELOPPEMENT : LA REGION DU LAC TCHAD A L'EPREUVE DE BOKO HARAM*, AFD, avril 2018, 294 p,

Rapports

3. Amnesty International, *Bonne cause, mauvais moyens : atteintes aux droits humains et à la justice dans le cadre de la lutte contre Boko Haram au Cameroun*, 2016, 59 p, Index : AFR 17/4260/2016,
4. Berghezan Georges, *Éradiquer Boko Haram : acteurs multiples, résultat incertain*, GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, Note d'Analyse du GRIP, 7 mars 2016, 24 p
5. Le GICAM, *Insécurité dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest CONSEQUENCES ECONOMIQUES ET IMPACTS SUR L'ACTIVITE DES ENTREPRISES*, GICAM, Juillet 2018
6. Nations Unies – conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation dans le bassin du lac Tchad*, 2017, 19p, S/2017/764
7. Nations Unies -Commission économique pour l'Afrique, *La crise Boko Haram et ses répercussions sur le développement dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun*, 2018, Addis-Abeba, Éthiopie
8. Ntuda Ebode Joseph Vincent, Mark Bolak Funteh, Mbarkoutou Mahamat Henri, Nkalwo Ngoula Joseph Léa, *Le conflit Boko Haram au Cameroun Pourquoi la paix traîne-t-elle ?* Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Cameroun), 2017, 36 p
9. Owona Ndounda Nicolas, « *Boko Haram et la radicalisation des jeunes au Nord-Cameroun. Entre protestation sociale et nécessité de survie* », *Émulations*, en ligne. Mise en ligne le 8 novembre 2017.
10. UN-, OCHA, *Plan de réponse humanitaire 2017 -2020 Cameroun*, 2018, 48 p ,

Articles

11. Mireille RAZAFINDRAKOTO, François ROUBAUD, *Sous la crise anglophone au Cameroun: frustrations politiques et défiance à l'égard des autorités publiques*, Document de travail UMR DIAL, Décembre 2018, 22p
12. Département fédéral de justice et police DFJP -Secrétariat d'Etat aux migrations SEM- Section Analyses, *Note Cameroun Crise du Cameroun anglophone*, 25 septembre 2018, 22p
13. Briefing Afrique de Crisis Group N°138, *La crise anglophone au Cameroun : comment l'Eglise catholique peut encourager le dialogue*, Nairobi/Bruxelles, 26 avril 2018. Traduit de l'anglais, 12p

Sites web

14. <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/legalcode>
15. <http://www.revue-emulations.net/enligne/Owona-Ndounda-boko-haram-radicalisation-jeunes-Nord-Cameroun>
16. www.amnesty.org.
17. , <http://www.grip.org/fr/node/1950>
18. <http://editions.afd.fr/>
19. <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/cameroon>

TABLE DES MATIÈRES

Sigles et abréviations	3
Sommaire	4
Liste des tableaux	5
Liste des graphiques	6
Résumé exécutif	10
Avant propos	12
Introduction générale	14
CHAPITRE 1 : ÉLÉMENTS DE MÉTHODOLOGIE	17
Introduction	17
1.1. Contexte, justification et objectifs	17
1.2. Approche méthodologique	18
1.3. Revue documentaire	18
1.4. Outils de collecte et identification des informateurs clés	18
1.5. Champ de l'étude	19
1.6. Cibles / Unités d'enquête	19
1.7. Sélection des unités d'enquête	20
1.7.1. Choix des localités	20
1.7.2. Choix des unités	20
1.7.2.1 Secteur public	20
1.7.2.2 Secteur privé	20
1.7.2.3 Société Civile	20
1.8. Exploitation des données	21
1.9. Extrapolation des résultats	21
1.10. Structure du questionnaire	21
Conclusion du chapitre 1	21
CHAPITRE 2 : RAPIDE TOUR D'HORIZON DES CIBLES	23
Introduction	23
2.1. Localisation géographique des structures répondantes	23
2.2. Ancrage organisationnel des structures/personnalités répondantes	25
2.3. Cible et champ d'intervention de l'organisation enquêtée	26
2.4. Fonction du répondant dans l'organisation	27
Conclusion du chapitre 2	29
CHAPITRE 3 : ÉTIOLOGIE DU PHÉNOMÈNE DE LA VULNÉRABILITÉ EN CONTEXTE DE CONFLIT	30
Introduction	30
3.1. Délimitation de la vulnérabilité	30
3.2. Sources de vulnérabilité	32
3.3. Avis sur l'ampleur et les manifestations de la vulnérabilité dues au conflit dans les groupes concernés	35
3.3.1. Cas des enfants (moins de 18 ans)	36
3.3.2. Cas des jeunes filles et des femmes	39
3.3.3. Cas des jeunes (19-35 ans)	41
3.3.4. Cas des personnes âgées	42
3.3.5. Cas des personnes vivant avec un handicap moteur	44
3.3.6. Cas de personnes présentant une déficience (audition, vue, parole ou mental)	45
3.3.7. Cas des ouvriers de l'agriculture et des artisans	47
3.3.8. Cas des petits commerçants et travailleurs de l'économie informelle	49

Conclusion du chapitre 3	50
CHAPITRE 4 : LES IMPLICATIONS à FORTE VULNÉRABILITÉ DU CONFLIT	
À L'EXTRÊME-NORD ET DANS LE NOSO	51
Introduction	51
4.1. Services sociaux de base (santé, éducation, assainissement, etc.)	51
4.2. Besoins de première nécessité (alimentation, eau potable, énergie, logement, habillement, etc.)	54
4.3. Autres besoins courants (transports, circulation de l'information, télécommunication, pratique religieuse, loisir, etc.)	56
4.4. Emplois et activités génératrices de revenus	58
4.5. Sécurité	60
4.6. Respect des autres droits fondamentaux des humains (liberté d'expression, liberté d'association, etc.)	62
4.7. Système de protection sociale (mutuelle et autres modes de mutualisation des risques)	64
4.8. Droits et santé sexuels et reproductifs	66
Conclusion du chapitre 4	68
CHAPITRE 5 : TYPOLOGIE ET ÉVALUATION DES BESOINS DES PERSONNES VULNÉRABLES EN SITUATION DE CONFLIT	69
Introduction	69
5.1. Domaine d'expression et réponse aux besoins des groupes vulnérables	69
5.1.1. Alimentation	69
5.1.2. Logement	71
5.1.3 Soins de santé	72
5.1.4. Scolarisation	73
5.1.5. Habillement	74
5.1.6. Regroupement familial	76
5.1.7. Emploi et autres AGR	77
5.1.8. Assistance juridique	78
5.1.9. Sécurité des personnes et des biens	79
5.1.10. Accompagnement psychosocial	80
5.1.11. Eau, assainissement, hygiène et salubrité (WASH)	81
5.1.12. Promotion de la paix et de la cohésion sociale	83
5.1.13. Autres biens et services	84
5.2. Les groupes vulnérables et l'urgence des besoins sociaux de base	84
5.2.1. Situation des enfants	85
5.2.2. Situation des femmes et des filles	86
5.2.3. Situation des jeunes (19-35 ans)	87
5.2.4. Situation des personnes âgées	88
5.2.5. Situation des personnes en situation de handicap moteur	89
5.2.6. Situation des personnes en situation de handicap sensoriel	90
5.2.7. Situation des ouvriers de l'agriculture, artisans et autres opérateurs des activités du monde rural ..	91
5.2.8. Situation des petits commerçants et autres acteurs de l'économie informelle	92
Conclusion du chapitre 5	93
CONCLUSION GÉNÉRALE	95
ANNEXES	96
Annexe 1 : Résumé de l'assistance fournie par les organisations à titre d'aide d'urgence selon la commodité et le type d'organisation (montant en FCFA)	96

Annexe 2 : Résumé du nombre déclaré d'enfants en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités	99
Annexe 3 : résumé du nombre déclaré de jeunes en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités	100
Annexe 4 : Résumé du nombre déclaré de personnes âgées en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités	101
Annexe 5 : Résumé du nombre déclaré de personnes en situation de handicap moteur, en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités	102
Annexe 6 : résumé du nombre déclaré de personnes en situation de handicap sensoriel, en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités	103
Annexe 7 : Résumé du nombre déclaré d'ouvriers de l'agriculture ou de l'artisanat, en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités	104
Annexe 8 : Résumé du nombre déclaré de petits commerçants et travailleurs de l'informel, en besoin d'aide d'urgence pour les différentes commodités	105
Annexe 9 Questionnaire adressé aux personnalités	106
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	111
TABLE DES MATIÈRES	113

Produit par P.U.A.
Yaoundé, Cameroun
Email : contact@aes-pua.com
Site web : www.aes-pua.com

©- by Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Kamerun), 2020.

Tel. 0023722212996/0023722215292

B.P. : 11939 Yaoundé / Fax : 00237 22215274

Courriel : info@fes-kamerun.org

Website: <http://www.fes-kamerun.org>



ISBN : 978-9956-532-20-9



9 789956 532209



Réalisation éditoriale : P.U.A.
Site web : www.aes-pua.com
Courriel : contact@aes-pua.com